

LIBERTÉ RELIGIEUSE DANS LE MONDE **RAPPORT 2025**

Rapport abrégé



Aid to the
Church in Need

ACN INTERNATIONAL



Aide à
l'Église en Détresse

ACN CANADA

Un rapport publié par l'AED internationale (ACN), œuvre pontificale de l'Église catholique.

Le rapport 2025 est la 17^e édition du rapport de l'AED internationale (ACN) sur la liberté religieuse dans le monde, publié tous les deux ans. Il est édité en anglais, français, allemand, italien, portugais et espagnol.

Cette édition est dédiée à la mémoire d'Attilio Tamburrini (1946–2022), ancien directeur de l'AED en Italie et fondateur du Rapport sur la liberté religieuse dans le monde en 1999.

Rédactrice en chef et directrice de la rédaction : Marta Petrosillo

Président du comité de rédaction et rédacteur en chef : Mark von Riedemann

Comité de rédaction : Amélie Berthelin, José Luis Bazán, Maria Lozano, Raquel Martín, Dennis Peters, John Pontifex, Marcela Szymanski, Andre Stiefenhofer, Vanessa Bartelt, Roger Kiska, Irmina Nockiewicz.

Coordinatrice de rédaction : Vanessa Bartelt

Les coordinateurs régionaux incluent : Paulina Eyzaguirre, Roger Kiska, Marta Petrosillo.

Auteurs et contributeurs : Silvan Beer, Anton DeWit, Marissa Eckelkamp, Madeleine Enzlberger, Paulina Eyzaguirre, Francesco Leone Grotti, Roger Kiska, Viktor Koskov, Maria Lozano, Shahid Mobeen, John Newton, Marta Petrosillo, Antonella Scott.

Relecteurs et réviseurs de style : Pierre Rossi, Eldred Willey, Joseph Draycott, Ravi Jay Gunnoo, Roger Kiska, Cristina MacGillivray, Irmina Nockiewicz, Fionn Shiner, Andre Stiefenhofer, Bartholomew Townsend.

Traducteurs : Filipe D'Avillez, Ravi Jay Gunnoo, Philippe Joas, Mercedes Lucini, Shahid Mobeen, Philip Muller, Sofia Sondergaard, Wort-Wahl Team.

Conception de la mise en page : Joao Sotomayor @jsdesign.pt

Design graphique : Massimo Fioretti / Design graphique au Canada: François Sybille

Imprimé par : Graphiscan, Longueuil, QC.

Assistance administrative : Maria Hickl

C'est avec gratitude que nous remercions, pour son soutien, la Section des Projets de l'AED internationale (ACN) et son directeur Marco Mencaglia.

Copyright et citations

Sauf indication contraire, tous les documents peuvent être cités sans demander d'autre autorisation, mais en mentionnant : « Rapport sur la liberté religieuse dans le monde 2025 », Aid to the Church in Need International ou Aide à l'Église en Détresse (AED), octobre 2025.

Toutes les photographies utilisées dans la présente publication appartiennent individuellement à leur propriétaire. Veuillez consulter les droits accompagnant chaque image. Ces photographies ne peuvent pas être réutilisées ou reproduites sans l'autorisation appropriée.

Demandes des médias

Pour plus d'informations, veuillez contacter le bureau national de l'AED de votre pays – Au Canada Mario Bard à com@acn-canada.org - , ou Maria Lozano, responsable du service de presse de l'AED Internationale : press@acn-intl.org.

Disclaimers

Tous les efforts possibles ont été entrepris pour assurer que les normes éditoriales les plus élevées soient respectées pour la production du Rapport sur la liberté religieuse dans le monde. Toutefois, en présentant ce rapport, l'AED internationale (ACN) reconnaît qu'elle n'a pas eu la possibilité de vérifier de façon indépendante l'intégralité des informations qui y sont exposées. Le rapport s'appuie sur de multiples sources et présente des études de cas dans le but de faire la lumière sur la nature et la gravité des violations de la liberté religieuse. Il convient de ne pas accorder une importance indue aux cas qui ont été choisis pour être examinés. Ils sont présentés à titre d'exemples et pour illustrer la situation en matière de liberté religieuse. Dans de nombreux cas, d'autres exemples conviendraient tout autant. Les opinions exprimées ne sont pas nécessairement celles de l'AED internationale (ACN), mais participent à la compilation des divers documents contenus dans le rapport.

Sauf indication contraire, toutes les données nationales et la démographie religieuse proviennent des dernières informations disponibles de Todd M. Johnson et Brian J. Grim, éditeurs. World Religion Database (Leiden/Boston: Brill, 2020). Les chiffres de l'indice GINI sont les derniers disponibles sur le site www.databank.worldbank.org. Les données économiques proviennent toutes de la base de données de la Banque mondiale, y compris le PIB par habitant (ajusté, pour permettre la comparaison entre les pays). L'indicateur GINI mesure l'inégalité des revenus et la répartition de la consommation, un indice Gini de 0 représente l'égalité parfaite, tandis qu'un indice de 100 implique une inégalité totale.

**Pour la version complète de la méthodologie du rapport,
veuillez visiter le lien suivant :**



INTRODUCTION

25 ans de défense de la liberté religieuse

Regina Lynch, Présidente du comité exécutif de l'AED internationale (ACN)

Le droit de vivre selon sa conscience et sa foi est inscrit à l'article 18 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Plus qu'une garantie légale, c'est le battement de cœur de la dignité humaine, nous rappelant que **chaque personne est appelée à chercher la vérité, à l'embrasser et à façonner sa vie autour d'elle**. Là où ce droit est respecté, la paix et la justice peuvent prospérer ; là où il est dénié, l'esprit humain est diminué et la société perd son fondement même.

Depuis 25 ans, le Rapport sur la Liberté Religieuse dans le Monde évalue l'état de ce droit fondamental dans 196 pays.

Il s'agit de la seule étude mondiale de ce type qui ne soit pas produite par une organisation gouvernementale, et depuis sa première édition en 1999, elle a adopté une perspective délibérément universelle. Bien que produit par une œuvre catholique, ce rapport documente les violations et restrictions de la liberté religieuse affectant tous les groupes religieux. Car si la liberté religieuse est déniée à un groupe, alors il n'y a pas de véritable liberté religieuse pour qui que ce soit.

Le présent rapport relate un large éventail de violations de la liberté religieuse, reflétant la diversité et la complexité du contexte mondial. Dans plusieurs pays, ces violations se manifestent par une violence ouverte, comprenant des meurtres, des emprisonnements ainsi que la destruction ou la confiscation de lieux de culte. Dans d'autres, elles apparaissent sous des formes plus discrètes mais tout aussi nuisibles, telles que des obstacles bureaucratiques, de la censure, des interdictions de dispenser de l'instruction religieuse et diverses formes de discrimination sociale. Ces violences ont différentes causes. L'extrémisme religieux continue de provoquer violence et coercition, en particulier en Afrique. Des persécutions similaires de la part d'extrémistes persistent dans certaines parties du Proche-Orient et de l'Asie, souvent renforcées par des régimes autoritaires, comme en Corée du Nord où toutes les formes de pratique religieuse sont sévèrement restreintes. Le nationalisme ethno-religieux est également en hausse, notamment en Inde, où les communautés confessionnelles minoritaires font face à une pression et une hostilité croissantes.

L'Amérique latine a connu une détérioration marquée, le Nicaragua se révélant être un cas particulièrement préoccupant en raison de son ciblage systématique des clercs et des institutions religieuses, notamment par l'expulsion d'évêques, de prêtres et de missionnaires.

L'AED internationale (ACN), est une œuvre pontificale créée

en 1947 pour soutenir les chrétiens qui souffrent et sont persécutés à travers le monde, endurant des difficultés et des privations tant dans leur vie pastorale que dans leurs besoins matériels. Depuis plus de 75 ans, grâce à la générosité de nos bienfaiteurs, nos projets ont contribué à maintenir la foi vivante là où l'Église catholique fait face à la discrimination, à l'oppression et à la persécution. Chaque année, l'AED finance plus de 5 000 projets dans environ 140 pays : reconstruction d'églises, formation de séminaristes et de catéchistes, fourniture de moyens de transport pour les travailleurs pastoraux, livraison d'une aide d'urgence aux familles déplacées et garantie de la présence de l'Église dans les environnements les plus difficiles. Notre mission repose sur trois piliers : information, prière et soutien matériel. Le recueil et la diffusion d'informations fiables sur la situation des chrétiens dans le monde entier est un effort notamment incarné dans le présent rapport.

Exposer la vérité sur les violations est la première étape vers le changement. Il ne suffit pas de déplorer l'injustice, nous devons la mettre en lumière. Le présent rapport est donc à la fois un témoignage et un appel à l'action. Il nous rappelle que la lutte pour la liberté religieuse n'est pas un principe abstrait, mais une réalité vécue par des millions de personnes. En plus de l'assistance pastorale et de l'aide d'urgence, l'édition de cette année propose également aux lecteurs des moyens concrets de soutenir ceux dont la liberté de croyance est menacée, car la solidarité doit s'exprimer par des actes.

Alors que nous exposons la présente édition, nous renouvelons notre engagement à défendre le droit à la liberté religieuse pour chaque personne, reconnaissant qu'il s'agit d'une responsabilité partagée qui nous concerne tous. Pour cette raison, nous invitons également chaque lecteur à agir personnellement : à dénoncer les violations, à sensibiliser et à rester informé, afin que ceux qui souffrent pour leur foi ne soient pas abandonnés et condamnés à endurer leur sort en silence et dans l'isolement. Chacun d'entre nous doit jouer son rôle, car là où la liberté religieuse prospère, la paix, la justice et la pleine dignité de la personne humaine sont renforcées.

La liberté religieuse n'est pas un privilège — c'est un droit humain fondamental.



TABLE DES MATIÈRES

Introduction	3
Préface	5
Principales constatations	6
Grandes thématiques	
L'évolution du djihadisme	8
Fuir la persécution et la discrimination religieuses	10
Le modèle cubain et son exportation vers le Venezuela et le Nicaragua	12
Analyse globale	16
Analyses régionales	
Afrique subsaharienne	24
Asie continentale	32
Asie-Pacifique maritime	36
Proche-Orient et Afrique du nord	42
Pays de l'OSCE	48
Amérique latine et Caraïbes	54
Fiches d'information	
Éduquer pour la liberté : enseigner la tolérance, donner du pouvoir aux minorité	14
Les peuls et le djihadisme en Afrique : entre héritage et manipulation	22
Un changement d'ère : la liberté religieuse à l'ère de l'intelligence artificielle	30
Le triangle birman : groupes politiques, ethniques et religieux	34
Droit, pouvoir et pratique dans le monde musulman : les multiples facettes de la charia	40
Persécution polie : Le péché par omission	46
Régimes autoritaires et l'alliance idéologique progressiste et socialiste en Amérique latine	52
Le Pape François et la liberté religieuse : un droit à la paix	60
Études de cas	
Rollo, Burkina Faso : le déplacement forcé d'une communauté chrétienne	21
Le rôle actif de l'Église dans le Cabo Delgado	28
Burkina Faso : le match pour la Paix	29
Chine : restrictions légales à l'instruction religieuse pour les mineurs	38
Inde : des lois anti-conversion	39
Le recul du droit à l'objection de conscience	51
Entre les balles et les bénédictions	59
Tendance globale en ce qui concerne la liberté religieuse	62
Notes	68

PRÉFACE

« Miriam* », une chrétienne victime de persécution au Pakistan

Il était 6 heures du matin quand tout a commencé. Ma famille et moi étions à la maison et nous avons été soudainement réveillés par une foule devant notre maison. Les gens criaient. « Nous allons vous brûler. Sortez de chez vous. » Nous étions terrifiés. Le bruit de la foule devenait de plus en plus fort. Ils accusaient mon grand-père de blasphème. Mon grand-père et nous tous avons dit que nous ne savions pas de quoi ils parlaient. Ils ont refusé d'accepter ce que nous disions et ont commencé à défoncer les portes et à briser les murs et les fenêtres. Ils ont mis le feu à l'usine de chaussures voisine que possédait mon grand-père. Ils ont fait irruption dans ma chambre. J'étais fiancée et j'avais l'intention de me marier prochainement. Mes parents gardaient des objets dans ma chambre comme des meubles, des vêtements et d'autres cadeaux en guise de dot avant le jour de mon mariage. La plupart de ces objets ont été volés, d'autres ont été cassés.

Nous avons couru pour sauver nos vies. Nous nous sommes cachés dans les toilettes pendant six ou sept heures jusqu'à ce que la police nous dise de sortir. À ce moment-là, les lieux avaient été totalement détruits. Tout était cassé, il n'y avait plus d'eau courante ni d'électricité. Nous étions désespérés à l'idée de ne pas retrouver mon grand-père. Nous avons alors trouvé par hasard un homme allongé sur le sol. Il était couvert de sang. Ses dents étaient cassées, son nez aussi et tous les os de son corps semblaient être brisés. On nous a dit que cet homme allongé-là était mon grand-père, mais nous ne pouvions pas le croire. Il était si gravement blessé qu'il n'a pas réagi lorsque nous l'avons appelé par son nom. Peu de temps après, mon grand-père est décédé de ses blessures à l'hôpital, et quelques jours plus tard, ma grand-mère est décédée elle aussi, tellement elle avait de chagrin.

Mon grand-père et toute notre famille avons été ciblés à cause de notre foi. Nous sommes une minorité et nous ne faisons de mal à personne, mais ils nous font du mal. Être chrétien au Pakistan n'est plus sûr.

Le manque de liberté religieuse est un énorme problème qui nuit profondément à de nombreuses familles et à la société. La liberté religieuse est essentielle à l'identité d'une personne, d'une famille, d'une communauté. Si la liberté religieuse est piétinée, cela constitue un déni des droits de l'homme. Dans notre pays et d'autres également, la Constitution reconnaît le droit à la liberté religieuse mais, dans les faits, les communautés confessionnelles minoritaires ne bénéficient pas de ce droit. Nous

sommes confrontés à la discrimination, à l'intolérance et à la violence, comme nous l'avons vu dans le cas de mon grand-père et de notre famille. Dans mon pays, nous, chrétiens, respectons les autres, nous respectons leur religion, mais si souvent, on ne nous montre pas de respect en retour.

C'est pourquoi ma famille et moi sommes si reconnaissants envers l'AED pour avoir produit ce Rapport sur la Liberté Religieuse dans le Monde. Ce rapport met en lumière l'état de la liberté religieuse à travers le monde et montre comment les gouvernements et les groupes restreignent cette liberté ou la refusent. C'est un droit humain oublié. Si nous voulons avoir la paix et la justice, nous devons avoir la liberté religieuse – les coupables doivent être traduits en justice, la loi doit être respectée ; les gens doivent avoir le droit d'exprimer leur foi en public, en privé, en conscience et dans le respect de l'État de droit.

Le jour où nous avons perdu mon grand-père est gravé dans mon cœur. Nous pouvons récupérer nos biens ; nous pouvons reconstruire notre maison, mais nous ne pouvons pas ramener mon grand-père ni ma grand-mère à la vie. En honorant leur mémoire et en recherchant justice pour leur mort, nous prions pour que ce rapport puisse aider les gens à réaliser le prix terrible que tant de personnes paient pour le manque de liberté religieuse, une liberté qui, comme nous pouvons en témoigner, fait la différence entre la vie et la mort.

Miriam, nom changé pour des raisons de sécurité, regardant une photo de ses grands-parents.



PRINCIPALES CONSTATATIONS

Dans un monde marqué par une instabilité croissante – de la guerre en Ukraine au conflit en Terre Sainte, et face à la montée de l'autoritarisme dans le monde – la liberté religieuse est de plus en plus menacée.

Le Rapport sur la Liberté Religieuse dans le Monde de 2025 de l'AED conclut qu'il y a eu de graves violations de la liberté religieuse dans **62 pays** : 24 classés dans la catégorie « persécution » (la pire) et 36 classés dans la catégorie « discrimination » (la deuxième catégorie par ordre de gravité), affectant au total **plus de 5,4 milliards de personnes**. Ces violations sont le signe d'une attaque plus large des droits consacrés par l'article 18 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme : la liberté de pensée, de conscience et de religion. Aujourd'hui, ce droit fondamental n'est pas simplement sous pression, il disparaît de plus en plus.

Voici les principales conclusions de la période faisant l'objet du présent rapport (1er janvier 2023 – 31 décembre 2024). Trois d'entre elles, qui décrivent les thèmes clés façonnant la liberté religieuse aujourd'hui, sont explorées plus en détail dans les articles *L'évolution du djihadisme, Le modèle cubain et son exportation vers le Venezuela et le Nicaragua et Fuir la persécution et la discrimination religieuses*.

1. **Près des deux tiers de l'humanité – plus de 5,2 milliards de personnes – vivent dans des pays où de graves violations de la liberté religieuse ont lieu.** Les 62 pays classés comme étant dans les catégories « persécution » ou « discrimination » abritent près de 64,7 % de la population mondiale. Au cours de la période faisant l'objet du présent rapport, seulement deux de ces pays – le Kazakhstan et le Sri Lanka – ont présenté des signes d'améliorations.
2. **24 pays sont classés dans la pire des catégories, celle des persécutions.** Des violations graves et systémiques, impliquant de la violence, des arrestations et de la répression, sont susceptibles d'affecter plus de 4,1 milliards de personnes dans des pays tels que la Chine, l'Inde, le Nigeria et la Corée du Nord. Dans 75 % de ces pays (18 sur ces 24), la situation s'est détériorée.
3. **38 pays sont classés comme connaissant des discriminations religieuses, affectant potentiellement plus de 1,3 milliard de personnes** – 17,3 % de la population mondiale. Dans ces pays, tels que l'Égypte, l'Éthiopie, la Turquie et le Vietnam, les groupes religieux sont confrontés à des restrictions en matière de culte, d'expression et d'égalité des droits. Bien qu'elle ne soit pas soumise à une répression violente, la discrimination entraîne souvent une marginalisation et une inégalité juridique.
4. **24 pays sont classés comme étant « en observation » en raison d'une montée des signes alertant sur les menaces qui pèsent sur la liberté religieuse,** parmi lesquels la croissance de l'intolérance, l'érosion des protections légales, l'extrémisme religieux et une interférence croissante de l'État dans la vie religieuse. Cela signifie que 750 millions de personnes pourraient être soumises à un risque de discrimination religieuse. Dans les cartes d'analyse régionale, ces pays sont indiqués par le symbole d'une loupe.
5. **L'autoritarisme est la plus grande menace à la liberté religieuse.** Les régimes autoritaires ont systématiquement imposé des mécanismes légaux et bureaucratiques pour réprimer la vie religieuse. Dans des pays tels que la Chine, l'Érythrée, l'Iran et le Nicaragua, le gouvernement réprime la religion par une surveillance omniprésente, une législation restrictive et la répression des croyances dissidentes. Le pouvoir autoritaire est l'un des principaux moteurs de la persécution dans 19 pays, et il sous-tend des schémas de discrimination dans 31 autres.
6. **La violence djihadiste s'intensifie, s'adapte et déstabilise à une échelle sans précédent.** Dans 15 pays, l'extrémisme religieux est l'un des principaux moteurs de persécution. Dans 10 autres, il contribue à la discrimination. Du Sahel au Pakistan, les groupes djihadistes se développent à travers des réseaux décentralisés, ciblant les chrétiens et les musulmans qui n'acceptent pas l'idéologie extrémiste. Exploitant les griefs locaux et la faiblesse de la gouvernance, des groupes terroristes tels que le JNIM (Jama'at Nusrat ul-Islam wa al-Muslimin) et l'EIPS (État islamique – Province du Sahel) étendent leur contrôle au Sahel, tandis qu'Ansar al-Sunna au Mozambique et les ADF en République démocratique du Congo cherchent à établir un « califat » pour légitimer leur autorité et leur idéologie.
7. **Le nationalisme religieux est en augmentation, alimentant l'exclusion et la répression des minorités.** L'identité nationale est de plus en plus façonnée par le nationalisme ethno-religieux, érodant les droits des minorités. En Inde et au Myanmar, cela entraîne des persécutions. Dans les Territoires palestiniens, en Israël, au Sri Lanka et au Népal, cela alimente la discrimination. L'Inde est un exemple de « persécution hybride », c'est-à-dire un cas de répression légale combinée à la violence de la foule. Le discours dominant est instrumentalisé pour consolider le pouvoir fondé sur la religion majoritaire, tandis que les systèmes juridique et administratif renforcent souvent le statut de seconde classe des minorités.
8. **La persécution religieuse entraîne de plus en plus de migrations et déplacements forcés.** Des millions de personnes ont fui la violence, la discrimination et l'absence de protection par l'État, dont les causes sont enracinées dans l'intolérance



religieuse. Au Nigeria, les attaques de militants peuls radicalisés ont ravagé des églises, des villages et le clergé, entraînant des déplacements massifs. Dans le Sahel – Burkina Faso, Niger, Mali – et au milieu de la guerre civile au Soudan, des communautés confessionnelles entières ont été déracinées, leurs lieux de culte détruits, et leur patrimoine religieux effacé. La persécution religieuse est un moteur majeur et souvent négligé de la crise mondiale actuelle de déplacement.

9. **Le crime organisé cible systématiquement les chefs religieux et les communautés religieuses.** Dans les États affaiblis ou défaillants ainsi que dans les zones de conflit, les groupes criminels ciblent les responsables religieux et les institutions pour affirmer leur contrôle. Dans trois pays - le Nigeria, Haïti et le Mexique - le crime organisé est un moteur clé de la persécution ou de la discrimination. Dans les régions où la gouvernance est fragile, en particulier en Amérique latine et en Afrique subsaharienne, des églises sont pillées, des pasteurs enlevés ou tués, et les organisations religieuses sont contraintes au silence ou à la soumission.

10. **La liberté religieuse est devenue une victime mondiale de la guerre à la suite d'une hausse des situations de conflit dans le monde.** Le nombre de communautés religieuses souffrant des conséquences de la guerre a connu une croissance exponentielle dans le cadre d'une recrudescence des conflits à travers le monde – guerres civiles, guerres entre nations et conflits régionaux. Les conflits armés en Ukraine, au Soudan, en Birmanie, à Gaza et dans le Haut-Karabakh ont entraîné des déplacements massifs, des fermetures d'églises et des attaques ciblées de communautés religieuses.

11. **Les crimes de haine antisémites et anti-musulmans ont fortement augmenté.** À la suite de l'attaque du Hamas le 7 octobre 2023 en Israël et de la guerre qui a suivi à Gaza, les actes antisémites et anti-musulmans ont explosé à travers l'Europe, l'Amérique du Nord et l'Amérique Latine. En France, les actes antisémites ont augmenté de 1 000 %, tandis que les infractions à caractère anti-musulman ont augmenté de 29 %. L'Allemagne a enregistré 4 369 infractions liées au conflit, contre seulement 61 en 2022. Des synagogues et des mosquées ont été attaquées, des individus harcelés, et les discours de haine ont proliféré en ligne. Dans de nombreux cas, les réponses du gouvernement se sont révélées insuffisantes, alimentant la peur et l'insécurité au sein des communautés confessionnelles.

12. **Les actes anti-chrétiens sont en hausse dans les pays occidentaux.** L'Europe et l'Amérique du Nord ont connu une augmentation significative des attaques contre des sites et des fidèles chrétiens. Rien qu'en 2023, la France a enregistré environ 1 000 actes anti-chrétiens, tandis que la Grèce a signalé plus de 600 cas de vandalisme d'églises. Au Canada, 24 églises ont été ciblées par des

incendies criminels entre 2021 et début 2024. Des augmentations similaires ont été observées en Espagne, en Italie, aux États-Unis et en Croatie, incluant des profanations de lieux de culte, des agressions physiques à l'encontre de membres du clergé et des perturbations d'offices religieux — souvent motivées par une hostilité idéologique, un activisme militant ou un extrémisme anti-religieux.

13. **L'objection de conscience est soumise à une menace croissante.**

Au sein de l'OSCE, le droit à l'objection de conscience fait face à des restrictions de plus en plus nombreuses. Dans des pays comme l'Arménie, l'Azerbaïdjan, l'Ukraine et la Russie, des individus refusant le service militaire pour des raisons religieuses ou éthiques ont été emprisonnés. Pendant ce temps, dans des démocraties occidentales comme la Belgique, les institutions à caractère confessionnel subissent une pression légale croissante pour fournir des services tels que l'avortement et le suicide assisté.

14. **L'IA et les outils numériques sont utilisés comme des armes pour réprimer les groupes religieux.** Des intelligences artificielles aux réseaux de surveillance, les nouvelles technologies sont de plus en plus utilisées pour surveiller, profiler et pénaliser l'expression religieuse. Dans des pays comme la Chine, la Corée du Nord et le Pakistan, tant les gouvernements que les acteurs non étatiques déploient des outils numériques pour censurer, intimider et criminaliser les croyants, transformant la foi religieuse en une menace perçue pour la sécurité.

15. **Doublement vulnérables : les femmes et les filles issues de minorités religieuses – certaines âgées de seulement 10 ans – subissent des abus systématiques.** Au cours de la période faisant l'objet du présent rapport, de graves violations commises contre des femmes et des jeunes filles appartenant à des minorités religieuses ont continué d'être constatées. Dans des pays comme le Pakistan, l'Égypte et le Mozambique, les victimes, dont certaines n'avaient que dix ans, ont fait l'objet d'enlèvements, de conversions forcées et de mariages forcés. Ces abus, qui se comptent par centaines chaque année, sont dans la grande majorité des cas perpétrés en toute impunité.

16. Malgré la détérioration du contexte de la liberté religieuse et les persécutions, les communautés religieuses font preuve d'une résilience indéfectible, agissant comme artisans de paix et apportant une aide d'urgence par une assistance humanitaire essentielle ainsi qu'un soutien spirituel et pastoral. De la région du Cabo Delgado au Mozambique jusqu'au Burkina Faso, les initiatives inter-religieuses ont démontré que la liberté religieuse pouvait servir de fondement à l'unité et sauvegarder la dignité humaine. L'éducation joue un rôle crucial dans ce processus, en favorisant la cohésion sociale, en affirmant l'égale valeur de toutes les personnes, et en renforçant les groupes minoritaires tant culturellement qu'économiquement.



L'évolution du djihadisme

Dr Francesco Marone

Ces dernières années, le djihadisme mondial est entré dans une phase distincte et nouvelle d'évolution transnationale. L'effondrement du « califat » territorial de l'État islamique (ÉI ou Daech) en Irak et en Syrie en 2019 n'a pas représenté une défaite décisive de cette menace complexe. De grandes organisations, telles que l'ÉI et al-Qaïda, malgré l'absence actuelle d'une direction centrale claire, ont continué à poursuivre leurs objectifs.

Par ailleurs, dans plusieurs régions, leurs affiliés ont démontré, bien qu'à des degrés divers, une capacité d'adaptation en recalibrant leurs programmes pour répondre à des griefs spécifiques et aux conditions locales. L'État islamique a combiné un certain degré d'autonomie régionale avec des éléments de coordination centrale.¹ Dans l'Ouest, la menace djihadiste est principalement posée par de petites cellules autonomes et des acteurs isolés.

Les acteurs djihadistes ont cherché à exploiter les opportunités émergentes, telles que le conflit qui a éclaté entre le Hamas et Israël en 2023², à des fins de propagande et à des fins stratégiques.

Les transformations du djihadisme sont particulièrement évidentes au Proche-Orient et en Afrique, où les groupes djihadistes se sont souvent adaptés à de nouvelles circonstances, avec de graves conséquences pour les populations civiles, y compris les communautés chrétiennes.

Le Proche-Orient reste un théâtre crucial pour le djihadisme. Après l'effondrement de son « califat » auto-proclamé, l'ÉI a fréquemment choisi des tactiques d'insurrection de faible intensité. Le groupe a établi des cellules clandestines, particulièrement actives dans les zones rurales du centre de la Syrie et du nord de l'Irak.

En outre, à la suite de la chute soudaine du régime du Président Bachar al-Assad en décembre 2024, des groupes djihadistes auraient exprimé leur intérêt pour une perturbation du nouveau gouvernement syrien, même s'il est lui-même une émanation d'Al-Qaïda. Par exemple, une formation djihadiste peu connue, Saraya Ansar al-Sunnah, a revendiqué la responsabilité d'un attentat-suicide dévastateur commis contre l'église Mar Elias à Damas le dimanche 22 juin 2025.³

Dans le pays voisin, la Turquie, le dimanche 28 janvier 2024, une attaque armée de l'église catholique Santa Maria par l'ÉI à Istanbul a mis fin à une période prolongée pendant laquelle l'organisation n'avait pas été en mesure de réussir des opérations dans le pays. De telles attaques contre des fidèles chrétiens sont emblématiques de l'hostilité djihadiste durable envers les minorités religieuses, même dans des lieux généralement considérés comme des zones de conflit inactives.



L'attaque meurtrière d'Istanbul, revendiquée par l'ÉI, a vraisemblablement été menée par sa branche afghane, l'État islamique dans la province du Khorasan (EIPK). Ces dernières années, cette « province » opérationnelle a considérablement étendu sa portée transnationale bien au-delà de sa base d'origine, non seulement par le biais de campagnes de propagande multilingues, mais aussi par le biais d'opérations violentes dans plusieurs pays, dont l'attaque terroriste de haut niveau dans une salle de concert près de Moscou le 22 mars 2024.

L'Afrique, quant à elle, est devenue le théâtre de l'activité djihadiste la plus meurtrière. Au Sahel, la tendance dominante est à l'expansion des opérations de Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin (JNIM), une puissante filiale d'Al-Qaïda, parallèlement à une résurgence de l'activité de l'État islamique, province du Sahel (ISSP).

La situation est également inquiétante en Afrique de l'Ouest, où des groupes djihadistes tels que la Province d'Afrique de l'Ouest de l'État islamique (ISWAP) et Boko Haram restent actifs. L'ISWAP a notamment établi des structures de gouvernance quasi-étatiques dans certaines zones du Bassin du Tchad.

En Afrique centrale, les Forces démocratiques alliées (ADF), une branche affiliée à l'État islamique, connaissent une résurgence de leurs activités malgré des pertes significatives. Leur attaque d'une église catholique dans le nord-est de la République démocratique du Congo lors d'une veillée nocturne le 27 juillet 2025, au cours de laquelle près de 40 fidèles ont été tués, a été l'un des nombreux actes criminels révélant un schéma constant de violence anti-chrétienne.

En Afrique de l'Est, Al-Shabaab, affilié à Al-Qaïda, continue d'exercer un contrôle territorial et de mener des opérations à grande échelle dans le sud et le centre de la Somalie. Dans la région du Puntland, la Province de Somalie de l'État islamique a établi une présence concurrente.

Au-delà de ces points chauds, d'autres parties du continent, dont le nord du Mozambique, suscitent de sérieuses inquiétudes. Dans ces régions, l'État islamique et al-Qaïda cherchent à exploiter les faiblesses structurelles, y compris les défaillances de l'État, les tensions sociales et les difficultés économiques. Cependant, ils sont généralement en concurrence mutuelle. Dans les zones où leurs sphères d'opération se chevauchent, cela a parfois entraîné des affrontements directs. Les deux entités sont en conflit pour attirer des recrues, accroître leur contrôle territorial et leur influence.

En conclusion, le djihadisme n'a pas significativement diminué ces dernières années. Il s'est plutôt adapté. La menace persiste à un niveau mondial à travers un réseau multifacette de groupes et de militants isolés. L'une des tendances les plus troublantes a été le ciblage soutenu, et dans certains cas en augmentation, des communautés chrétiennes. Ces attaques ne sont pas des épisodes isolés mais manifestent plutôt la logique sectaire profondément enracinée qui se trouve au cœur du djihadisme contemporain.



Extrait d'une vidéo diffusée par l'État islamique en Afrique de l'Ouest.

Fuir la persécution et la discrimination religieuses

José Luis Bazán, PhD

Plus de 123 millions de personnes dans le monde ont été déplacées de force, que ce soit à l'intérieur des frontières de leur pays d'origine (73,5 millions de déplacés internes), ou en cherchant une protection internationale dans un autre pays en tant que réfugiés.⁴ Les persécutions religieuses et la discrimination sont des forces persistantes qui alimentent ce processus massif.

Plus de 1,3 million de Rohingyas, principalement musulmans, ont fui le Myanmar en raison de la violence qui les ciblait.⁵ Avant que la Syrie ne plonge dans une guerre civile de 13 ans, les chrétiens représentaient environ 10 % de la population, tandis qu'aujourd'hui ils ne représentent plus que 2 à 3 % de cette population.⁶ Le même sort a frappé les chrétiens dans d'autres pays du Proche-Orient, comme l'Irak, où la communauté chrétienne a été décimée, passant de 1,5 million avant l'intervention de la coalition internationale en 2003 à environ 150-250 000 aujourd'hui⁷, en grande majorité déplacée vers la région du Kurdistan.⁸ Dans les années 1970, environ 700 000 hindous et sikhs vivaient en Afghanistan, mais ce nombre est tombé à 220 000 en 1992, et à moins de 100 en 2021 après le retour au pouvoir des talibans.⁹



Dans la région subsaharienne de l'Afrique, des millions de personnes ont été déplacées de force suite à des attaques de différents groupes djihadistes. Au Mali, au Burkina Faso, au Niger et au Tchad, plus de trois millions de personnes sont des déplacés internes, et plus de deux millions ont fui, principalement vers les pays voisins.¹⁰ Les attaques terroristes des groupes djihadistes sont la principale cause de ces déplacements massifs.¹¹ Au Burkina Faso, ceux qui sont le plus touchés par les islamistes militants sont avant tout la majorité des musulmans du pays, qui ne partagent ni les objectifs ni les tactiques agressives des extrémistes, ainsi qu'une grande population chrétienne de cette ancienne colonie française.¹²

Au Pakistan, les minorités religieuses font face non seulement à la violence ciblée, mais aussi à la discrimination structurelle, ce qui rend la vie intenable et oblige de nombreuses personnes à migrer.¹³

Les causes des demandes d'asile varient en fonction de la région et des communautés religieuses concernées, bien qu'il existe trois principales sources de persécution religieuse : le djihadisme, les régimes autoritaires et le nationalisme ethno-religieux radical.

Lorsqu'un individu craint avec raison d'être persécuté en raison de sa religion et qu'il ne peut pas ou ne veut pas rester dans son propre pays, ou y retourner, il devient un réfugié en vertu de la Convention de l'ONU de 1951 relative au statut des réfugiés et de son Protocole de 1967 (article 1er, A, 2).¹⁴ Lorsqu'il n'est pas directement persécuté, mais soumis à des restrictions pénibles et discriminatoires ou à l'intolérance des autorités et des sociétés, la victime peut, dans certains cas, également être considérée comme un

réfugié.¹⁵ Le Statut de Rome de la Cour pénale internationale considère le fait de déplacer de force des personnes, en les expulsant ou par d'autres moyens coercitifs, comme un crime contre l'humanité (article 7, paragraphe 2, point d), tandis que « le fait d'ordonner le déplacement de la population civile pour des raisons ayant trait au conflit » est classé comme un crime de guerre (article 8, paragraphe 2, point e, viii).¹⁶

La persécution et la discrimination religieuses par des acteurs étatiques ou non étatiques poussent les victimes d'une communauté confessionnelle à quitter leur patrie, effaçant leur contribution historique à l'identité de ce pays où elles étaient présentes, dans de nombreux cas depuis des siècles. Cela érode la diversité religieuse et ouvre la voie au sectarisme religieux, élargissant le fossé avec d'autres régions du monde où le pluralisme religieux existe.

Parfois, ceux qui demandent l'asile pour des raisons religieuses deviennent victimes de l'intolérance et de la discrimination dans les pays d'accueil, que ce soit de la part d'autres demandeurs d'asile ou de membres d'autres communautés ethniques et religieuses. C'est particulièrement vrai pour les convertis au christianisme et pour les chrétiens originaires de pays à majorité musulmane qui ont été harcelés dans les centres d'accueil par des musulmans pour avoir pratiqué le christianisme ou, par exemple, pour ne pas avoir observé le Ramadan.¹⁷ Les demandes d'asile des convertis au christianisme sont souvent rejetées, car les autorités évaluent leurs candidatures en fonction de leur faible connaissance de la théologie chrétienne plutôt qu'en fonction de la sincérité de leurs convictions, les conduisant souvent à un retour dans leur pays d'origine, ce qui pourrait signifier pour eux la peine de mort.¹⁸



© AFD via Gettyimages

Des hommes, des femmes et des enfants rohingyas sont contraints de fuir le Myanmar et de chercher protection au Bangladesh.

Le modèle cubain et son exportation vers le Venezuela et le Nicaragua

Partout dans le monde, les régimes autoritaires placent de plus en plus la répression de la religion au cœur de leurs stratégies de consolidation du pouvoir. Par la surveillance, la législation restrictive et la réduction au silence des voix dissidentes, les communautés religieuses sont soumises à l'autorité de l'État et privées de leur autonomie. Cette dynamique constitue un facteur majeur de persécution dans 19 pays et entretient des schémas de discrimination dans 33 autres. Elle s'est également enracinée en Amérique latine, où les projets autoritaires à Cuba, au Venezuela et au Nicaragua présentent des parallèles frappants dans leur réglementation et leur répression de la vie religieuse.

La Révolution cubaine de 1959 a établi le régime autoritaire le plus durable des Amériques. Fondé sur la concentration du pouvoir dans un parti unique et la suppression du pluralisme politique, le modèle cubain a comme axe central le contrôle total de la société. Cela s'est traduit par des décennies de répression, de surveillance et d'exclusion de l'Église de la sphère publique, celle-ci ayant été considérée comme une menace pour l'État socialiste.

Loin d'être confiné à Cuba, ce modèle a été reproduit, avec des variations, au Venezuela et au Nicaragua, où des schémas similaires de répression, de cooptation institutionnelle et d'érosion des libertés fondamentales peuvent être observés, ainsi qu'une intensification de la persécution des chefs religieux et des communautés exprimant une voix critique ou prophétique.

Le modèle cubain : la religion subordonnée au Parti

À Cuba, la liberté religieuse a été historiquement subordonnée aux intérêts du Parti communiste. La Constitution établit le marxisme-léninisme comme idéologie d'État. Toute expression de foi doit s'aligner sur ce cadre. Bien que ces dernières décennies aient vu certains gestes d'ouverture, le contrôle reste rigoureux et les communautés religieuses continuent d'être sous surveillance stricte.¹⁹

Après la Révolution, l'éducation confessionnelle a été abolie, la participation des Églises à la vie sociale a été réprimée, et leurs dirigeants ont été marginalisés ou surveillés par l'appareil d'État. La stratégie combine cooptation, surveillance et criminalisation, réduisant les communautés religieuses à un rôle

subordonné au sein de la structure de l'État. La répression est non seulement coercitive mais aussi symbolique: l'État s'arroge le rôle de représenter le bien commun, délégitimant toute voix dissidente, y compris religieuse, et créant un écosystème fermé où le pluralisme est perçu comme une menace.²⁰

L'exportation du modèle : contrôle, surveillance et dissuasion

La projection internationale du modèle cubain a été particulièrement évidente au Venezuela et au Nicaragua. Au-delà de l'affinité idéologique, un transfert délibéré de méthodes de contrôle politique, juridique et religieux s'est opéré.²¹ L'Organisation des États américains (OEA) a dénoncé la présence d'agents cubains impliqués dans le renseignement et la répression dans les deux pays, ainsi que l'adoption de pratiques institutionnelles inspirées par le système cubain.²²

Les trois régimes partagent des éléments structurels communs : concentration du pouvoir entre les mains des familles des élites politiques, cooptation du pouvoir judiciaire, censure des médias et criminalisation systématique de la dissidence.²³ Dans ce contexte, la liberté religieuse a été soumise à un processus d'érosion parallèle, en particulier parmi les secteurs ecclésiaux qui maintiennent une voix critique contre les abus du pouvoir.

Les trois régimes partagent une série de méthodes communes pour limiter l'autonomie des communautés religieuses.²⁴ Tout d'abord, ils exigent l'enregistrement obligatoire des organisations religieuses, permettant à l'État de superviser et de conditionner leur fonctionnement. Ensuite, ils surveillent les églises, les événements liturgiques, les chefs et les activités sociales des groupes religieux, surtout lorsque ces derniers peuvent influencer l'opinion publique ou s'engager dans la défense des droits de l'homme.

De plus, les régimes recourent souvent à des campagnes de diffamation et à une pression médiatique sur les leaders religieux critiques, souvent par le biais de médias d'État ou para-étatiques. En même temps, ils cooptent des chefs spirituels sympathisants et promeuvent la création d'une « Église pro-gouvernementale » qui soutient le discours du régime, tandis que les leaders indépendants font face à une criminalisation, un harcèlement légal, voire l'expulsion. Au niveau du discours dominant, la propagande est utilisée pour dépeindre les communautés confessionnelles comme des menaces à l'ordre national et au bien commun. Enfin, la circulation du personnel religieux est restreinte par des obstacles à l'octroi de visas au clergé étranger, des interdictions d'entrée pour les missionnaires et l'expulsion de prêtres ou de pasteurs, consolidant ainsi un contrôle global sur la vie religieuse et son influence sociale.²⁵



Légende : Peinture murale à La Havane montrant trois figures révolutionnaires de profil : Julio Antonio Mella, Camilo Cienfuegos et Che Guevara.

Venezuela : répression secrète malgré la liberté constitutionnelle

Depuis l'ascension de Hugo Chávez en 1999, et avec une intensité accrue sous Nicolás Maduro, le Venezuela s'est orienté vers un régime autoritaire avec de forts liens avec Cuba. La reconnaissance constitutionnelle de la liberté religieuse et la profession fréquente de la foi chrétienne par le Président Chávez lui-même, ont coexisté avec des pratiques systématiques de harcèlement, de surveillance, d'obstacles juridiques, de restrictions aux événements publics et de campagnes de diffamation par le biais des médias d'État.

L'État a promu la création d'une « Église pro-gouvernementale » alignée sur son discours idéologique, tout en restreignant l'activité pastorale des secteurs ecclésiaux qui accompagnent les communautés marginalisées ou dénoncent la répression. Cette instrumentalisation de la religion vise à désactiver la fonction prophétique des Églises, les neutralisant en tant qu'acteurs sociaux autonomes. La présence de conseillers cubains dans les agences de sécurité vénézuéliennes a contribué à reproduire les mécanismes de contrôle de nature idéologique et religieuse observés à La Havane.²⁶

Nicaragua : persécution ouverte et criminalisation de l'Église²⁷

Le Nicaragua représente une intensification de cette dynamique. Depuis son retour au pouvoir en 2007, le Président Daniel Ortega a établi un régime à parti unique qui a adopté une attitude ouvertement hostile envers l'Église catholique et d'autres confessions critiques.

Le gouvernement a expulsé des membres du clergé, confisqué des biens de l'Église, interdit les processions et les actes liturgiques publics, et emprisonné des religieux qui ont dénoncé la répression étatique. Le récit officiel dépeint l'Église

comme un ennemi de l'État et de la souveraineté, écartant les communautés confessionnelles de la sphère publique et réduisant leur portée pastorale aux simples cérémonies, voire à des activités clandestines.

La répression religieuse au Nicaragua est non seulement idéologique, mais aussi structurelle : le contrôle de l'enregistrement des organisations religieuses, la censure, la surveillance policière, l'expulsion des religieux étrangers et l'utilisation des lois antiterroristes contre les chefs des églises constituent un système délibéré de criminalisation de la foi active, similaire à celui employé à Cuba.

Les migrations : impact sur les Églises et perturbation des communautés

L'exportation du modèle cubain a généré des crises migratoires sans précédent. Entre 2022 et 2023, Cuba a connu une émigration massive de 1,8 million de personnes (18 % de sa population), réduisant sa population à 8,6 millions de personnes.²⁸ Le Nicaragua a enregistré un exode de plus de 719 000 personnes entre 2018 et 2023, équivalent à 22 % de sa population totale.²⁹ Le Venezuela est confronté à la plus grande crise migratoire d'Amérique latine, avec plus de 7,7 millions d'émigrés depuis 2014, soit environ 25 % de sa population.³⁰

Il existe des causes communes derrière les migrations de masse en provenance de ces trois pays, y compris de profondes crises économiques, la répression politique et des restrictions sévères aux libertés fondamentales, dont la liberté religieuse. Cette émigration aggrave la détérioration de la liberté religieuse en vidant les communautés de leurs membres les plus actifs et critiques, en affaiblissant les structures religieuses internes et en consolidant un environnement de plus en plus contrôlé par des régimes autoritaires.

Éduquer pour la liberté : enseigner la tolérance, donner du pouvoir aux minorités

Marielle Boutros

L'éducation est un facteur déterminant dans la formation des valeurs, des perceptions et des capacités sociales des futurs citoyens adultes. Durant leurs années de formation, les enfants vivent l'école comme un microcosme de la société, rencontrant la coopération et la compétition, l'inclusion et l'exclusion, l'équité et l'injustice. Au-delà de l'acquisition de connaissances académiques, ils apprennent à interagir avec la diversité, à négocier les différences et à comprendre les responsabilités de la vie en communauté.

Ces premières expériences ont une influence sur leur vision du monde, leur future participation à la vie civique et leur approche des personnes ayant des croyances différentes. L'éducation, par conséquent, est non seulement une entreprise académique, mais peut aussi être un moteur principal de la cohésion sociale et de la dignité humaine. Elle peut également être l'un des instruments les plus efficaces pour promouvoir la liberté religieuse et garantir la reconnaissance de l'égalité de dignité, de conscience et de valeur de chaque personne. Cette reconnaissance n'est pas innée ; elle doit être enseignée et modelée.

Dans un monde polarisé par la peur, l'école peut être un lieu où une culture de la paix et du respect mutuel commence à prendre racine. Et la salle de classe, lorsqu'elle est façonnée par des valeurs d'ouverture, de

responsabilité et de bienveillance, devient non seulement un lieu d'apprentissage, mais aussi de formation du caractère.

L'éducation et la protection de la liberté religieuse

La liberté religieuse s'épanouit lorsque les individus apprennent à interagir respectueusement avec ceux qui ont des croyances différentes. Les écoles qui cultivent la pensée critique et l'empathie préparent les élèves à rejeter l'intolérance et à résister aux discours extrémistes. Cela est particulièrement pertinent pour la protection des communautés minoritaires, qui font souvent face à la discrimination et à la marginalisation.

Lorsque les minorités ont accès à une éducation de qualité – notamment dans des environnements inclusifs et pluralistes – elles sont mieux à même de défendre leurs droits, de contribuer au développement socio-économique de leurs communautés et de préserver leur identité culturelle et religieuse. L'éducation sert un double objectif : protéger les libertés fondamentales et permettre un développement équitable.

Dans les États fragiles et les sociétés touchées par des conflits, les écoles peuvent également atténuer les causes de la discrimination religieuse en favorisant des expériences partagées entre des enfants d'horizons différents. Une exposition précoce à la diversité aide à déconstruire les stéréotypes avant qu'ils ne deviennent trop ancrés, créant des générations plus disposées à coopérer au-delà des lignes religieuses.

Une illustration : le cas du Liban

Le Liban, l'un des pays les plus confessionnellement diversifiés du Proche-Orient, fournit un exemple instructif. Avec 18 communautés confessionnelles officiellement



reconnues, le pays a historiquement maintenu un modèle de coexistence qui est rare dans la région. Au cœur de cette coexistence se trouvent les écoles catholiques du pays, qui ont, depuis des décennies, servi d'espaces sûrs pour l'apprentissage partagé, l'échange culturel et l'amitié interreligieuse.

Dans ces écoles, les élèves chrétiens et musulmans partagent non seulement le même programme scolaire, mais construisent également des expériences quotidiennes de respect mutuel et d'amitié. Ils grandissent ensemble, découvrant les traditions, les valeurs et les croyances de chacun – non pas à travers des manuels scolaires, mais à travers de véritables relations humaines. Cette interaction quotidienne favorise le respect mutuel et remet en question les préjugés.

En raison de la crise actuelle au Liban, ces écoles risquent de fermer, mettant en danger la formation spirituelle d'une génération, érodant la vie communautaire et accélérant le déclin démographique de la communauté chrétienne. Leur absence pourrait créer un vide qui pourrait ensuite être comblé par des institutions manquant de fondations morales ou par des acteurs radicaux, sapant des décennies de coexistence interreligieuse et alimentant la méfiance, la polarisation et l'extrémisme.

Un défi mondial

L'impératif de protéger et d'étendre l'éducation inclusive est mondial. D'Asie du Sud à l'Afrique subsaharienne, du Proche-Orient à l'Amérique latine, les communautés minoritaires font souvent face à des obstacles structurels à l'éducation : manque d'écoles dans les quartiers des minorités, programmes scolaires qui excluent ou déforment leur histoire, ou pressions sociales qui découragent d'aller à l'école – surtout pour les filles. Dans certains contextes, des restrictions juridiques limitent explicitement l'instruction religieuse ou l'expression publique des croyances minoritaires, sapant le droit des enfants d'apprendre leurs traditions.



Une éducation inclusive et fondée sur les droits prépare les élèves à défendre non seulement leurs propres droits mais aussi ceux des autres, ce qui est un garde-fou crucial contre l'escalade des préjugés vers la persécution.

Éducation et autonomisation socio-économique des minorités

Pour les communautés minoritaires, l'accès à une éducation de qualité est également un moyen de progression socio-économique, réduisant la pauvreté et augmentant leur représentation dans la vie professionnelle, la gouvernance et la vie publique. L'éducation favorise l'indépendance économique, ce qui renforce à son tour la capacité des minorités à défendre leurs droits, sans crainte de représailles ou de dépendance vis-à-vis des groupes dominants.

Investir dans l'espoir

Soutenir les écoles avec un engagement explicite en faveur de l'inclusivité, de la formation morale et de l'engagement interreligieux est un investissement stratégique dans la stabilité sociale. Pour les minorités, accéder à cela est à la fois un bouclier contre la discrimination et une passerelle vers l'autonomisation socio-économique.

Préserver et élargir ces espaces éducatifs n'est pas simplement une préoccupation académique ou développementale, c'est aussi un impératif moral et une nécessité stratégique pour construire des sociétés pluralistes, résilientes et justes. C'est l'espoir dans lequel nous investissons.

Élèves de l'école secondaire
St. Michael à Karachi, au Pakistan.

Sur la photo du haut : enfants participant à une séance de groupe à l'école primaire des Sœurs Antonines à Dekwaneh, Beyrouth.



Marta Petrosillo

La liberté religieuse est un droit humain, consigné dans l'article 18 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Si la liberté religieuse est refusée à un individu, elle peut potentiellement être refusée à tous. Ce principe est au cœur de notre humanité partagée - et pourtant, comme le révèle le présent rapport, elle est plus souvent un luxe qu'une garantie.

Les années 2023-2024 ont été marquées par une tourmente mondiale croissante : conflits géopolitiques, repli autoritaire, inégalités croissantes et lente érosion des normes démocratiques. Le déclenchement de la guerre entre le Hamas et Israël en octobre 2023 a engendré une nouvelle vague de violence au Proche-Orient, avec des répercussions significatives sur la diplomatie internationale et les dynamiques de pouvoir régionales. Dans le même temps, la guerre en Ukraine ne montrait aucun signe de résolution, mettant encore plus à mal les relations Est-Ouest et exacerbant les crises mondiales de l'énergie et de l'alimentation. En Afrique, une succession de coups d'État militaires - combinée au retrait des forces internationales de maintien de la paix de pays comme le Mali et la République Centrafricaine - a facilité l'expansion de la violence djihadiste à travers le Sahel et au-delà. Pendant ce temps, les tensions croissantes dans l'Indo-Pacifique, en particulier autour de Taïwan et de la mer de Chine méridionale, ont souligné la rivalité stratégique de plus en plus intense entre les États-Unis et la Chine.

La liberté religieuse n'a pas échappé à ce bouleversement. À travers les continents, des centres urbains densément peuplés aux paysages ruraux oubliés, des individus et des communautés continuent de faire face à des menaces pour avoir pratiqué et professé certaines croyances, ou même simplement s'y être identifiés.

Dans la présente édition de 2025 du Rapport sur la Liberté Religieuse dans le Monde, nous examinons les récits complexes et entrelacés qui définissent les menaces actuelles à la liberté de pensée, de conscience et de religion. Le Rapport classe les pays en quatre catégories en fonction de la gravité des violations de la liberté religieuse. La persécution fait référence à des actes graves et répétés de violence ou de harcèlement, souvent perpétrés en toute impunité. La discrimination implique des restrictions légales ou sociales qui ciblent de manière injuste des groupes religieux spécifiques. La catégorie « en observation » inclut les pays montrant des signes d'alerte précoces de violations graves, nécessitant une surveillance étroite. Les autres pays sont considérés comme conformes, ne montrant aucune violation significative et respectant généralement les normes internationales sur la liberté de religion ou de conviction.

La catégorisation de la présente édition souligne la gravité de la situation :



- ◀ **24 pays** sont dans la catégorie des **persécutions**, souffrant d'oppression ou de répression violente.
- ◀ **38 pays** souffrent de **discrimination**, avec des pressions légales ou sociales limitant l'exercice de la foi.
- ◀ **24 pays** sont en **observation**, révélant des signes précoces de menaces émergentes.

Selon le rapport de 2025, **62 pays sont classés comme connaissant soit des persécutions religieuses soit de la discrimination**. Ensemble, ils abritent environ **5,4 milliards de personnes**, représentant **64,7 % de la population mondiale**. Cela signifie qu'environ deux personnes sur trois dans le monde vivent dans des pays où la liberté religieuse est gravement restreinte.

Persécution

Selon le rapport, 24 pays sont classés comme connaissant des persécutions religieuses, y compris des nations peuplées comme l'Inde et la Chine, ainsi que des États autoritaires ou en proie à des conflits, tels que l'Afghanistan, le Nigeria, la Corée du Nord et l'Érythrée. Ensemble, ces pays abritent environ **4,1 milliards de personnes - plus de la moitié de la population mondiale - qui subissent de graves violations de la liberté religieuse**.

La nature de la persécution varie selon les contextes. Dans **huit pays** - Afghanistan, Bangladesh, Libye, Maldives, Nigeria, Pakistan, Soudan et Yémen - elle résulte d'une combinaison de **gouvernance autoritaire et d'extrémisme religieux**. Dans sept autres pays - Chine, Érythrée, Iran, Nicaragua, Corée du Nord, Arabie Saoudite et Turkménistan - la persécution est principalement due au **contrôle étatique autoritaire**. **Sept autres pays** - Burkina Faso, Cameroun, Mali, Niger, Somalie, Mozambique et la République démocratique du Congo - sont principalement touchés par l'**extrémisme religieux**. Enfin, en Inde et au Myanmar, **une combinaison d'autoritarisme et de nationalisme ethno-religieux** sous-tend les formes de persécution prédominantes.

Discrimination

Le rapport de 2025 identifie **38 pays où des discriminations religieuses** sont présentes. Parmi ceux-ci, dans des nations telles que l'Égypte, l'Éthiopie, la Turquie et le Vietnam, les minorités religieuses font face à des restrictions légales, politiques ou sociales qui limitent leur liberté de croyance et de

culte. Ensemble, ces pays représentent environ 1,3 milliard de personnes, soit environ 17,3 % de la population mondiale. Même sans être confrontées à une persécution manifeste, de nombreuses personnes y subissent une discrimination systématique, comme un accès limité aux lieux de culte, des contraintes pesant sur l'expression religieuse ou un traitement juridique inégal.

Les causes profondes de la discrimination varient. Dans 28 pays, un seul facteur dominant prévaut. **L'autoritarisme est le plus fréquent**, touchant 24 pays, dont l'Algérie, la Malaisie, le Venezuela et la Turquie, où le contrôle étatique limite le pluralisme religieux. Au Tchad, la discrimination est motivée par l'extrémisme religieux, tandis qu'en Haïti et au Mexique, les groupes religieux sont victimes du crime organisé. Le nationalisme ethno-religieux en est le principal moteur au Népal.

Dans 10 autres pays, la discrimination résulte d'une combinaison de facteurs. En Égypte, en Jordanie, en Irak, au Koweït, à Oman, en Syrie et en Thaïlande, s'applique un mélange de gouvernance autoritaire et d'extrémisme religieux. Israël et les Territoires palestiniens, se trouvent à l'intersection du nationalisme ethno-religieux et de l'extrémisme qui sapent la liberté religieuse. Au Sri Lanka, la discrimination découle à la fois de l'autoritarisme et du nationalisme ethno-religieux.

En observation

Vingt-quatre pays sont classés comme étant « en observation » en raison de l'émergence de menaces à la liberté religieuse. On compte parmi eux le Chili, l'Indonésie, le Kenya et la Biélorussie, ce qui représente plus de 750 millions de personnes - environ 9,3 % de la population mondiale. Bien qu'elles ne connaissent pas actuellement de persécution ou de discrimination significative, ces nations montrent des signes d'alerte précoces tels qu'un autoritarisme croissant, un affaiblissement des protections légales ou une montée de l'intolérance religieuse. Leur classement « en observation » souligne la nécessité d'une surveillance étroite et d'actions préventives. Ainsi, le **Mexique**, la **Russie** et l'**Ukraine**, en observation en 2023, ont désormais été **déplacés dans la catégorie « discrimination »**, soulignant une tendance à la détérioration, en raison de violations de la liberté religieuse.

Contrôle autoritaire et répression légale

Un schéma régional frappant émerge en **Amérique latine**, où de nombreux pays actuellement classés dans les catégories « discrimination » ou « persécution » - dont **Cuba**, le **Mexique**, le **Nicaragua** et le **Venezuela** - ainsi que la **Bolivie**, le **Chili**, la **Colombie** et le **Honduras**, tous placés dans la catégorie « en observation », partagent une affinité politique ou idéologique avec le Forum de São Paulo. Cette coalition transnationale de partis et de mouvements d'idéologie socialiste a souvent été associée à des tendances autoritaires, des restrictions aux libertés civiles, et à un contrôle idéologique des institutions publiques. Dans de tels con-

textes, la liberté religieuse est fréquemment compromise par la politisation de la religion, la pression exercée sur les Églises perçues comme critiques à l'égard des actions gouvernementales, et les contraintes sur les organisations confessionnelles impliquées dans l'éducation, le travail humanitaire ou la défense des droits sociaux. La corrélation suggère que l'érosion des protections démocratiques et la montée de la rigidité idéologique pourraient être des facteurs contribuant à la détérioration de la liberté religieuse à travers la région (voir la grande thématique L'autocrate avide de pouvoir et l'alliance idéologique socialiste de l'Amérique latine).

Dans d'autres régions également, les gouvernements continuent d'utiliser la loi et la bureaucratie comme des armes pour contrôler ou éliminer l'expression religieuse. En Asie, les intenses campagnes de sinisation de la **Chine** soumettent les musulmans ouïghours et les communautés chrétiennes à l'obéissance à l'idéologie. De nouvelles réglementations datant de 2024 imposent que tous les lieux de culte s'alignent explicitement sur les valeurs socialistes, tandis que les communautés tibétaines et musulmanes subissent le changement de nom obligatoire de leurs villages, des arrestations et la destruction de lieux de culte. Les lois interdisant de donner des cours d'instruction religieuse aux mineurs et restreignant leur participation aux offices religieux sont particulièrement préoccupantes (voir l'étude de cas sur la *Chine: restrictions légales à l'instruction religieuse pour les mineurs*). La **Corée du Nord** maintient une interdiction absolue de l'expression religieuse. Au Vietnam et au Laos, les minorités chrétiennes, en particulier parmi les groupes autochtones, sont contraintes par la force de renoncer à leur foi, et subissent des destructions d'églises et même des assassinats de pasteurs, sans aucune protection juridique. Tant en **Iran** qu'au **Turkménistan**, les groupes religieux opèrent sous surveillance constante de l'État, tandis que les communautés non enregistrées font face au risque persistant d'arrestation, de harcèlement ou de fermeture forcée.

Statue allégorique de la Justice tenant une balance et une épée, symbole de l'équité et de la loi.



Les nouveaux visages du djihadisme et ses différentes formes

L'extrémisme religieux reste l'un des principaux moteurs de la persécution dans le monde. Ces dernières années, les mouvements djihadistes ont élargi leur portée et diversifié leurs stratégies, s'adaptant de plus en plus aux contextes et aux griefs locaux. Alors que **l'Afrique** et le **Proche-Orient** continuent de servir de principaux epicentres de l'activité djihadiste, des évolutions significatives ont également été observées en **Asie**, en particulier après le retour au pouvoir des talibans en Afghanistan. Les groupes djihadistes s'adaptent de plus en plus aux contextes locaux, alliant autonomie régionale et divers niveaux de coordination centrale, comme en témoigne l'évolution des opérations de l'État islamique (voir la grande thématique sur *l'évolution du djihadisme*). Ces groupes ont également su exploiter les crises pour mobiliser, notamment le conflit Hamas-Israël de 2023. Au début de 2025, l'Institut pour l'étude de la guerre (Institute for the Study of War), think tank américain, s'est ainsi inquiété du retour en force de l'EI en Syrie, où les changements de priorités en matière de lutte contre le terrorisme et les vides sécuritaires facilitent sa réémergence dans le paysage post-Assad. Dans les pays occidentaux, la menace provient désormais de réseaux décentralisés et d'acteurs isolés.

La liberté religieuse comme victime de guerre

Dans de nombreuses régions touchées par des conflits armés – comme le **Sahel**, la **Syrie**, le **Myanmar** ou l'**Ukraine** – les communautés religieuses subissent souvent des violences ciblées. Des groupes terroristes, dont Boko Haram, des filiales de l'État islamique et d'al-Shabaab, continuent d'utiliser la religion comme prétexte à la violence, notamment contre les chrétiens et les musulmans opposés à l'idéologie extrémiste. Dans ces régions, la liberté religieuse ne peut être dissociée des violations plus larges des droits de l'homme, des déplacements de population et de l'effondrement des institutions d'État.

Les zones de conflit révèlent la fragilité de la liberté religieuse. Au **Sahel**, des groupes djihadistes – affiliés à l'EI et à al-Qaïda – ont intensifié leurs attaques contre tous les groupes confessionnels. Au **Burkina**, au **Mali**, au **Niger** et au **Nigeria**, des attaques violentes dévastent des communautés entières, provoquant des déplacements massifs de population et démantelant le culte communautaire (voir la grande thématique sur *Fuir la persécution et la discrimination religieuses* et l'étude de cas *Rollo, Burkina Faso – le déplacement forcé d'une communauté chrétienne*). Le **Nigeria** a connu une forte augmentation de la violence à motivation religieuse, en particulier dans le Nord et le Centre. Des groupes armés comme Boko Haram, l'ISWAP et des bergers peuls radicalisés ont pris pour cibles des églises, des villages et des chefs religieux, entraînant des déplacements massifs, des saisies de terres et des attaques de communautés chrétiennes (voir la fiche d'information *Les peuls et le djihadisme en Afrique : entre héritage et manipulation*). Dans la **Corne de l'Afrique**, la guerre au Soudan déclenche l'une des plus grandes crises

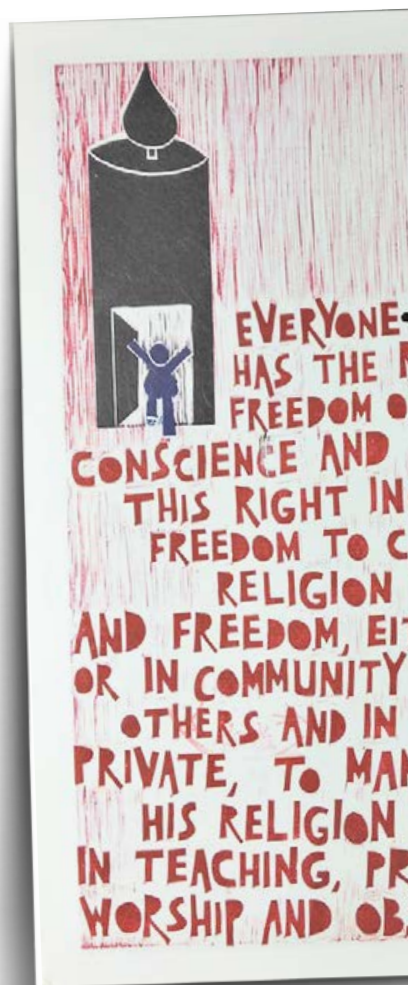
de déplacement de l'histoire. Des lieux de culte sont réaffectés aux combats, des membres du clergé sont maintenus en détention et des conversions forcées sont signalées. En **Somalie**, la peine de mort est imposée pour apostasie et, en **Éthiopie**, des sites religieux sont détruits dans le cadre d'un conflit ethnique, poussant les chefs religieux à se cacher.

Pendant ce temps, le conflit **Israël-Hamas** a dévasté l'infrastructure religieuse de Gaza et approfondi les fissures au sein de la société israélienne. Les deux parties font face à des accusations de crimes de guerre, tandis que le tourisme religieux – vital pour les communautés chrétiennes locales – s'est effondré. Les tensions communautaires entre juifs et musulmans sont exacerbées par une rhétorique nationaliste incendiaire et l'usage politique de symboles religieux.

La **guerre en Ukraine** a aggravé les violations de la liberté religieuse des deux côtés : la Russie a réprimé les groupes religieux pro-ukrainiens, l'Ukraine a ciblé les églises liées à Moscou, et les deux parties ont puni les objecteurs de conscience. En Azerbaïdjan, la prise de contrôle du Haut-Karabakh en 2023 a entraîné le nettoyage ethnique de 120 000 chrétiens arméniens et a été suivie par la destruction généralisée du patrimoine chrétien.

Crime organisé : la foi sous la menace d'une arme

Dans des environnements dépourvus d'un contrôle efficace de l'État, les groupes criminels régulent souvent la vie religieuse. Dans diverses régions instables d'**Amérique latine**, des églises sont pillées, des chefs religieux sont enlevés et les offices religieux sont soumis au contrôle ou à l'intervention des cartels de la drogue. Dans l'État en faillite d'**Haïti**, les prêtres et les religieuses sont les cibles privilégiées des enlèvements contre rançon, tandis que les églises sont devenues des avant-postes de survie dans des territoires hors la loi. Au **Mexique**, de plus en plus de prêtres sont assassinés (voir l'étude de cas *Entre les balles et les bénédictions*). En **Équateur** et au **Guatemala**, des sectes en



Courtoisie du Vladimir Herzog Institute

Xylographie d'Otávio Roth représentant l'article 18 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, exposée au Conseil des droits de l'homme à Genève.

symbiose avec des gangs criminels entremêlent encore plus la pratique religieuse et la violence.

De même, dans certaines régions de l'Afrique subsaharienne – dont le **Burkina Faso**, le **Nigeria** et la **République démocratique du Congo** – les chefs religieux et les communautés confessionnelles ont subi des violences meurtrières et continuent de faire face aux menaces graves des organisations criminelles et des milices non étatiques.

Une nation, une foi ?

La religion comme marqueur de l'identité nationale

Aujourd'hui, dans plusieurs pays, la religion est de plus en plus utilisée pour définir l'identité nationale, alimentant l'exclusion et la marginalisation des groupes minoritaires. L'**Inde** est un modèle exemplaire de la « persécution hybride » qui combine la répression légale orchestrée par l'État et la violence sociale. Les politiques nationalistes hindoues du parti Bharatiya Janata Party (BJP) ont progressivement érodé les protections constitutionnelles. Rien qu'en 2024, les chrétiens ont subi 834 attaques, les ONG ont été ciblées en vertu de la loi sur la réglementation des contributions étrangères, et les arrestations au titre des lois anti-conversion ont fortement augmenté, limitant encore plus la liberté religieuse (voir l'étude de cas : *Inde, des lois anti-conversion*).

Les récents discours anti-conversion au **Népal** ont également conduit au harcèlement des pasteurs et à des arrestations pour évangélisation. Au **Myanmar**, la répression politique, l'identité ethnique et l'appartenance religieuse sont profondément imbriquées. Le cadre bamar-boudhiste de l'État se positionne comme le défenseur de l'unité nationale, tandis que les minorités ethniques et religieuses sont soumises à une répression systématique et souvent accusées de séparatisme. Cette dynamique crée un cycle de méfiance, de marginalisation et de violence qui continue de fracturer la société birmane (voir la fiche d'information *Le triangle birman : groupes politiques, ethniques et religieux*).

Dans plusieurs pays à majorité musulmane, la liberté religieuse reste fortement restreinte en raison de l'interprétation et de l'application de la loi islamique. Là où la **charia** est appliquée de manière à marginaliser les minorités religieuses, les droits fondamentaux sont gravement restreints.

En **Iran**, des chrétiens ont été arrêtés pour avoir assisté à des rassemblements

ecclésiastiques dans des domiciles privés. Au **Pakistan**, des accusations de blasphème – fréquemment dirigées contre des non-musulmans – ont conduit à des violences de foule et à des poursuites judiciaires. En **Afghanistan**, l'apostasie est toujours passible de la peine de mort (voir la fiche d'information *Droit, pouvoir et pratique dans le monde musulman : les multiples facettes de la charia*).

Deux fois plus vulnérables :

les femmes dans les minorités religieuses

Des violations graves continuent d'être perpétrées contre les femmes appartenant à des minorités religieuses, qui font face à des vulnérabilités accrues, imputables à la fois à leur sexe et à leur confession. Au **Pakistan**, les cas d'enlèvement, de conversion forcée et de mariages sous la contrainte impliquant des jeunes filles hindoues et chrétiennes restent dangereusement répandus. En janvier 2023, des experts de l'ONU ont appelé le gouvernement pakistanais à agir, mettant en évidence l'impact sévère de ces pratiques sur la liberté de religion et les droits des enfants. Pourtant, ces violences persistent. En 2025, Ariha Gulzar, âgée de 12 ans, et Laiba Suhail, âgée de 10 ans, ont été enlevées, converties et mariées de force, leurs papiers d'identité ayant été falsifiés et leurs familles subissant des menaces continues. Seules de fortes pressions légales ont finalement conduit à des arrestations.

En **Égypte**, le nombre de disparitions de jeunes filles chrétiennes mineures a fortement augmenté. Les familles signalent des enlèvements, des conversions forcées et des mariages coutumiers. Plus de 30 cas de ce genre ont été documentés en 2024, révélant une tendance profondément troublante et en forte augmentation.

Libertés opposées :

la religion à l'ère de la conformité idéologique

Dans certains pays démocratiques, les décisions de justice et les politiques publiques ont créé de plus en plus de tensions entre la liberté religieuse et d'autres droits fondamentaux ou droits présumés. Cette dynamique est particulièrement évidente **dans les contextes occidentaux et latino-américains**, où les idéologies laïques sont souvent en conflit avec les normes religieuses traditionnelles. Le rapport de 2024 de la Commission inter-américaine des droits de l'homme (CIDH) a suscité des critiques pour avoir dépeint la liberté religieuse comme potentiellement en conflit avec les droits anti-discrimination.

Même dans des sociétés présentant de fortes garanties constitutionnelles – comme celles de la région de l'OSCE – **l'objection de conscience** est soumise à une pression croissante, en particulier en ce qui concerne le service militaire et l'avortement (voir l'étude de cas *Le recul du droit à l'objection de conscience*). Les cadres juridiques et les attentes culturelles dominantes donnent progressivement la priorité aux droits concurrents, qu'ils existent vraiment ou soient présumés, plutôt qu'à la liberté religieuse.



L'hostilité envers la religion s'est intensifiée dans plusieurs régions : au **Canada**, des églises catholiques ont été visées par des incendies criminels, en **Espagne**, en **Grèce** et en **Croatie**, des symboles religieux et des processions ont été la cible d'attaques idéologiques, et en **Belgique**, des chefs religieux ont été sanctionnés pour avoir refusé l'ordination des femmes. À la suite du conflit à Gaza, les actes antisémites et anti-musulmans ont augmenté en **Europe**, tandis que les attaques contre les chrétiens se poursuivaient.

Dans les États occidentaux de l'OSCE, l'hostilité à l'égard des chrétiens est souvent sous-estimée en raison d'un manque de documentation. Cette lacune affaiblit les réponses politiques, normalise l'hostilité, favorise un traitement inégal et accroît la vulnérabilité des communautés chrétiennes (voir la fiche d'information Persécution polie : le péché par omission). Cependant, des exceptions notables demeurent. Les tribunaux du **Royaume-Uni** et des **États-Unis** ont soutenu les droits religieux dans des affaires clés concernant la liberté d'expression et les protections en matière d'emploi, démontrant que les systèmes démocratiques peuvent encore offrir des garanties significatives à la liberté religieuse lorsque l'indépendance judiciaire est maintenue.

Au-delà de l'écran : persécution numérique et avenir de la liberté religieuse

La sphère numérique a introduit des outils puissants de répression. Dans de nombreux pays, les contenus religieux en ligne sont censurés, et les individus font face à des arrestations pour des publications sur les réseaux sociaux. Les régimes autoritaires utilisent des technologies de surveillance pour contrôler l'expression religieuse, qualifiant souvent les minorités d'extrémistes. En **Chine** et en **Russie**, la dissidence en ligne est filtrée et punie, tandis que les plateformes religieuses sont bloquées. Des groupes extrémistes exploitent également les outils numériques pour inciter à la violence et diffuser de la propagande. Les réseaux sociaux sont utilisés comme arme pour faire taire les minorités, propager des discours de haine et alimenter la polarisation. Au **Pakistan**, les accusations de blasphème, souvent sans fondement, sont de plus en plus liées aux publications en ligne. Des réseaux organisés suivent l'activité numérique et appellent à l'intervention du gouvernement ou incitent à la violence de masse. Un rapport de 2023 du ministère des Affaires religieuses, utilisant des données de l'Agence fédérale d'investigation du Pakistan, a enregistré plus de 400 000 plaintes, soulignant comment la surveillance numérique facilite la répression religieuse.

Le potentiel de l'**Intelligence Artificielle (IA)** pour la manipulation et la répression des croyants est à la fois vertigineux et profondément inquiétant. En **Corée du Nord**, des rapports indiquent que les autorités appliquent un système de surveillance qui effectue une capture d'écran de chaque téléphone toutes les cinq minutes, stockant les images au profit d'une surveillance étatique. Les immenses capacités

de l'IA doivent être soumises à une sérieuse supervision humaine et à des garde-fous éthiques, afin que son déploiement préserve la dignité humaine et contribue à la protection de la liberté de pensée, de conscience et de religion dans toutes ses dimensions (voir la fiche d'information *Un changement d'ère : la liberté religieuse à l'époque de l'intelligence artificielle*).

Semer l'espoir : défendre la liberté religieuse

Malgré l'escalade des menaces, les communautés confessionnelles continuent à jouer un rôle essentiel dans la promotion de la paix, du dialogue et de la dignité humaine. Les organisations confessionnelles dirigent souvent les interventions humanitaires, défendent les droits de l'homme et soutiennent les populations déplacées. Dans les régions affectées par des conflits – au **Proche-Orient**, en **Afrique**, en **Asie** et en **Amérique latine** – les chefs religieux offrent à la fois des conseils moraux et une assistance concrète. Dans la province de Cabo Delgado au **Mozambique**, l'Église est devenue un pilier du soutien et du dialogue interreligieux dans un contexte de violence djihadiste (voir l'étude de cas *Le rôle actif de l'Église dans le Cabo Delgado*). Dans des pays comme le **Burkina Faso**, des initiatives locales favorisent le dialogue interreligieux, y compris face aux menaces extrémistes (voir l'étude de cas *Burkina Faso : un match pour la paix*).

L'éducation joue également un rôle décisif dans cet effort, en promouvant la cohésion sociale, en affirmant la dignité humaine et en donnant du pouvoir aux minorités tant sur le plan culturel que socio-économique (voir la fiche d'information *Éduquer pour la liberté : enseigner la tolérance, donner du pouvoir aux minorités*).

Enfin, le **Pape François** a été l'une des voix ayant le plus d'autorité au monde pour défendre le dialogue et la liberté religieuse (voir la fiche d'information *Le Pape François et la liberté religieuse : un droit à la paix*).

Cependant, pour que ces signes d'espérance se traduisent en changement durable, un engagement collectif et soutenu est essentiel. La défense et la promotion de la liberté religieuse ne peuvent pas reposer uniquement sur les épaules des chefs religieux ou des acteurs de la société civile – elles doivent impliquer les gouvernements, les institutions, les éducateurs et les individus. La liberté religieuse est une responsabilité partagée. Nous devons tous élever la voix pour exiger la protection urgente de la liberté de religion et de conscience dans le monde, comme garantie par l'article 18 de la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948. La liberté religieuse doit être garantie pour tous. **La liberté religieuse est un droit humain, pas un privilège.**

Rollo, Burkina Faso - le déplacement forcé d'une communauté chrétienne³¹

Maria Lozano

Le 8 mai 2023, des extrémistes islamistes ont attaqué la ville de Rollo dans le nord du Burkina Faso, forçant toute la population – environ 2 000 personnes – à fuir.

Suivant un schéma de violence ciblée au Sahel, les militants sont entrés dans le village, ont tué plusieurs habitants au hasard pour instiller la peur, et ont pillé et incendié les maisons, exigeant que tous les habitants s'en aillent avant la tombée de la nuit. Le lendemain matin, des civils qui tentaient de récupérer des biens ont été tués le long de la route.

La communauté déplacée, composée de femmes, d'enfants, de personnes âgées et de responsables ecclésiastiques tels que le curé de la paroisse catholique, le Père Étienne Sawadogo, s'est enfuie à pied au milieu de la nuit en direction de Kongoussi et de Séguénéga, situées à environ 40 kilomètres de là. Or, la route pour s'échapper avait été minée par les assaillants. Une mine a explosé pendant la nuit, tuant le bétail quelques secondes seulement avant le passage du groupe.

Pour de nombreuses personnes, se déplacer voulait dire non seulement perdre leur foyer, mais aussi leurs moyens de subsistance, leur sécurité et leur sentiment d'identité. Le Père Sawadogo a ensuite décrit cette expérience comme un « Exode », la comparant à l'histoire biblique de départ forcé dans la douleur.

Les réfugiés sont arrivés épuisés, traumatisés et sans biens. Les villes hôtes n'étaient pas préparées à accueillir autant de personnes. L'Église locale, en particulier la paroisse de Sainte Thérèse de l'Enfant Jésus à Kongoussi, a rapidement réagi en fournissant de la nourriture, des vêtements et un abri. L'aide

gouvernementale a mis plusieurs jours à arriver, en raison des procédures d'enregistrement et des problèmes de coordination, rendant la réponse de l'Église cruciale.

Un cas similaire s'est produit en octobre 2023 dans le village de Débé, dans le nord-ouest du Burkina Faso, où des terroristes ont donné à la population chrétienne un ultimatum de 72 heures pour partir. Avant cela, des militants avaient tué deux jeunes scouts dans l'église du village parce qu'ils avaient résisté aux ordres. Mgr Prosper Bonaventure Ky, évêque du diocèse de Dédougou, a déclaré que cet événement était sans précédent, notant que, contrairement aux attaques antérieures contre des communautés mixtes, c'était la première fois que toute la communauté chrétienne était expulsée uniquement à cause de sa foi.³²

Les violences à Rollo et à Débé font partie d'une stratégie plus large des groupes extrémistes visant à contrôler les zones rurales en forçant à l'exil ceux qui ne partagent pas leur idéologie ou leur religion. En ciblant les communautés chrétiennes, l'objectif est non seulement de répandre la peur, mais aussi de modifier la composition démographique et religieuse afin de sécuriser leur contrôle du territoire.

Dans ce cas, comme dans de nombreuses régions du Sahel et d'autres parties du monde, le déplacement forcé est une conséquence directe de la persécution, créant une crise humanitaire alors que les personnes déplacées se dirigent vers des villes surpeuplées et des zones incapables de les soutenir. Ce schéma montre les liens entre la persécution religieuse, les objectifs territoriaux des groupes armés et la déstabilisation des communautés.



Chrétiens déplacés des paroisses de Rollo, cherchant refuge à Kongoussi et Séguénéga.

© ACN

Les peuls et le djihadisme en Afrique : entre héritage et manipulation

Maria Lozano

La violence djihadiste au Sahel et en Afrique de l'Ouest est devenue un phénomène de plus en plus complexe, notamment dans des pays tels que le Nigeria, le Mali et le Burkina Faso. L'un des sujets les plus débattus concerne les peuls, souvent dépeints comme s'ils constituaient eux-mêmes un mouvement djihadiste. Bien qu'il soit important de préciser que tous les peuls ne sont pas djihadistes³³, les victimes et les observateurs soulignent souvent qu'un nombre significatif de recrues dans certains groupes armés au Sahel et en Afrique de l'Ouest sont des peuls. Cette réalité requiert des explications qui aillent au-delà des récits simplistes, en tenant compte des dimensions géopolitiques, historiques et sociales pertinentes.

Qui sont les peuls ?

Les peuls, également connus sous le nom de foulani, sont l'un des groupes ethniques africains les plus grands et les plus largement dispersés, avec une population estimée entre 25 et 40 millions³⁴ répartis sur au moins 20 pays du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest. Ils sont traditionnellement éleveurs nomades, bien que beaucoup d'entre eux aient commencé à vivre dans des contextes agropastoraux ou urbains, et leur langue commune est le fulfulde, également connu sous le nom de fula ou peul.³⁵

Le groupe a une structure sociale complexe divisée en castes, dont la noblesse, le clergé, les artisans et les éleveurs nomades de caste inférieure³⁶. Leur identité est profondément influencée par l'islam sunnite³⁷ et ils sont historiquement liés à l'islamisation de la région. Il est important, cependant, de souligner qu'ils ne constituent pas un groupe socialement, politiquement ou idéologiquement homogène.³⁸

Castes et divisions internes : la dimension sociale cachée³⁹

La structure interne de castes des peuls est fréquemment ignorée dans les discussions publiques, mais elle

joue un rôle dans le recrutement djihadiste. La **caste supérieure**, à savoir l'aristocratie religieuse ou la noblesse liée aux anciens émirs et califats, domine les terres et la politique, et ses membres sont pour la plupart opposés au djihadisme. La **caste inférieure**, dont les jeunes éleveurs sans terre, est composée de descendants d'anciens serfs ou esclaves n'ayant pas accès à l'éducation ou aux services de base. C'est le segment le plus vulnérable et le plus exposé au recrutement djihadiste.

Cette division sociale explique pourquoi tant de jeunes peuls radicalisés de ladite caste inférieure agissent non seulement contre d'autres communautés, mais aussi contre leurs propres élites traditionnelles, perçues comme faisant partie d'un système politique injuste.⁴⁰ Bien que la plupart des peuls ne soient pas impliqués dans le djihadisme – et en soient même souvent les victimes – certains groupes radicaux ont réussi à recruter des pans entiers des castes inférieures de cette communauté. Ce djihadisme fonctionne comme un moyen d'ascension sociale symbolique et de revanche sociale intra-ethnique.

Les facteurs contemporains de radicalisation⁴¹

Les facteurs externes jouent un rôle de plus en plus crucial dans les activités djihadistes des peuls. Il s'agit notamment de l'exclusion sociale systémique et de la marginalisation dues au mode de vie nomade, de l'empiètement territorial et de la réduction des routes de pâturage traditionnelles en raison de la croissance démographique et du changement climatique, des conflits fonciers avec les groupes sédentaires, notamment en ce qui concerne l'accès à la terre et à l'eau, et de la stigmatisation ethnique ainsi que de la violence des forces étatiques ou des milices locales.

Dans des pays comme le Burkina Faso, les peuls ont été stigmatisés en tant que « terroristes potentiels », ce qui a entraîné des exécutions extrajudiciaires par l'armée ou des milices locales. Au Mali, des mercenaires Wagner ont attaqué et tué des peuls pour leur implication présumée dans des activités terroristes.⁴² Pendant ce temps, des groupes djihadistes comme la Katiba Macina, une milice djihadiste liée à al-Qaïda, active dans le centre du Mali, offrent aux communautés marginalisées une protection, renforçant ainsi leur légitimité.⁴³

Un berger peul fait paître son bétail en Afrique.



Manipulation par des groupes externes

Le djihadisme contemporain instrumentalise l'identité peule de plusieurs manières. Les faits suivants indiquent que **la violence ne vient pas seulement de l'intérieur, mais est également attisée de l'extérieur** : ⁴⁴

1. **Les groupes djihadistes transnationaux** (comme l'État islamique dans le Grand Sahara ou le JNIM) profitent de la mobilité et de l'expansion des peuls pour établir des réseaux logistiques et de recrutement.
2. Les routes traditionnelles peules d'élevage et de commerce facilitent le **trafic d'armes et de personnes, ainsi que la propagation d'idées extrémistes à travers des frontières perméables**.
3. Certains **acteurs géopolitiques** régionaux — dont des États ou des intérêts régionaux — peuvent manipuler la violence des peuls comme un outil de déstabilisation ou de contrôle territoriaux.

Le Nigeria et l'interprétation contemporaine de l'héritage historique djihadiste

Dans la Ceinture Centrale du Nigeria, les conflits entre les éleveurs musulmans peuls et les agriculteurs chrétiens des ethnies berom, tiv et idoma ont dégénéré en une violence systématique qui transcende les conflits ruraux traditionnels pour l'accès à la terre et à l'eau. L'État de Benue, connu comme le « grenier à blé du Nigeria », est un exemple de ce développement, avec des schémas de violence que de nombreux analystes ne considèrent plus simplement comme « intercommunaux ». ⁴⁵

La dimension historique est essentielle pour comprendre la situation actuelle. Le djihad d'Ousman dan Fodio (voir encadré) n'a conquis ni le centre ni le sud chrétien du Nigeria, mais y a laissé un profond traumatisme. ⁴⁶ Dans l'État de Benue, la tradition tiv fait mention d'une victoire cruciale sur les peuls dans les collines d'Ushongo, qui est devenue un symbole de résistance et de refus de l'islam politique. ⁴⁷

Des groupes djihadistes tels que Boko Haram, ISWAP et la Katiba Macina au Mali se sont également réapproprié l'héritage historique. ⁴⁸ De nombreux militants peuls – en particulier les jeunes nomades de caste inférieure sans accès à l'éducation ni aux ressources – sont recrutés par ces groupes, qui instrumentalisent à la fois l'islam et les griefs historiques et socio-économiques.

Dimension ethnique et religieuse actuelle

Selon les chefs traditionnels ⁴⁹ et les organisations internationales ⁵⁰, les incidents de la Ceinture Centrale ne sont pas des attaques aléatoires, mais plutôt une campagne de nettoyage ethnique et religieux. La plupart des victimes du conflit avec les peuls, au sein de la Ceinture Centrale, sont chrétiennes, et les zones touchées tendent à coïncider avec des régions qui ont résisté à l'expansion islamique du XIX^e siècle. ⁵¹

Bien que le gouvernement fédéral ait reconnu la crise, sa réponse a été lente, uniquement réactive et sans conséquences juridiques pour les auteurs des crimes. Malgré les lois contre le pâturage libre, les promesses de dialogue et les déploiements de forces de sécurité, les massacres continuent et des dizaines de milliers de déplacés survivent dans des conditions difficiles. ⁵²

Qu'est-ce qui est en jeu ?

La crise au Sahel et dans la **Ceinture Centrale** ne peut pas être simplement interprétée comme un conflit local entre éleveurs et agriculteurs. C'est une **guerre sans fin pour la terre, l'identité religieuse et le pouvoir économique et politique**. Le traumatisme collectif des djihads historiques ⁵³, aggravé par l'inaction de l'État et la manipulation par des groupes extrémistes, alimente un cycle de violence qui menace de se répandre dans l'ensemble de la région. Les communautés chrétiennes – en particulier au Nigeria – sont confrontées à une persécution systématique, mais de nombreux peuls sont également victimes de violence structurelle et de manipulation idéologique. Construire une paix durable au Sahel nécessite vérité, justice et une analyse approfondie capable de dépasser un discours polarisant.

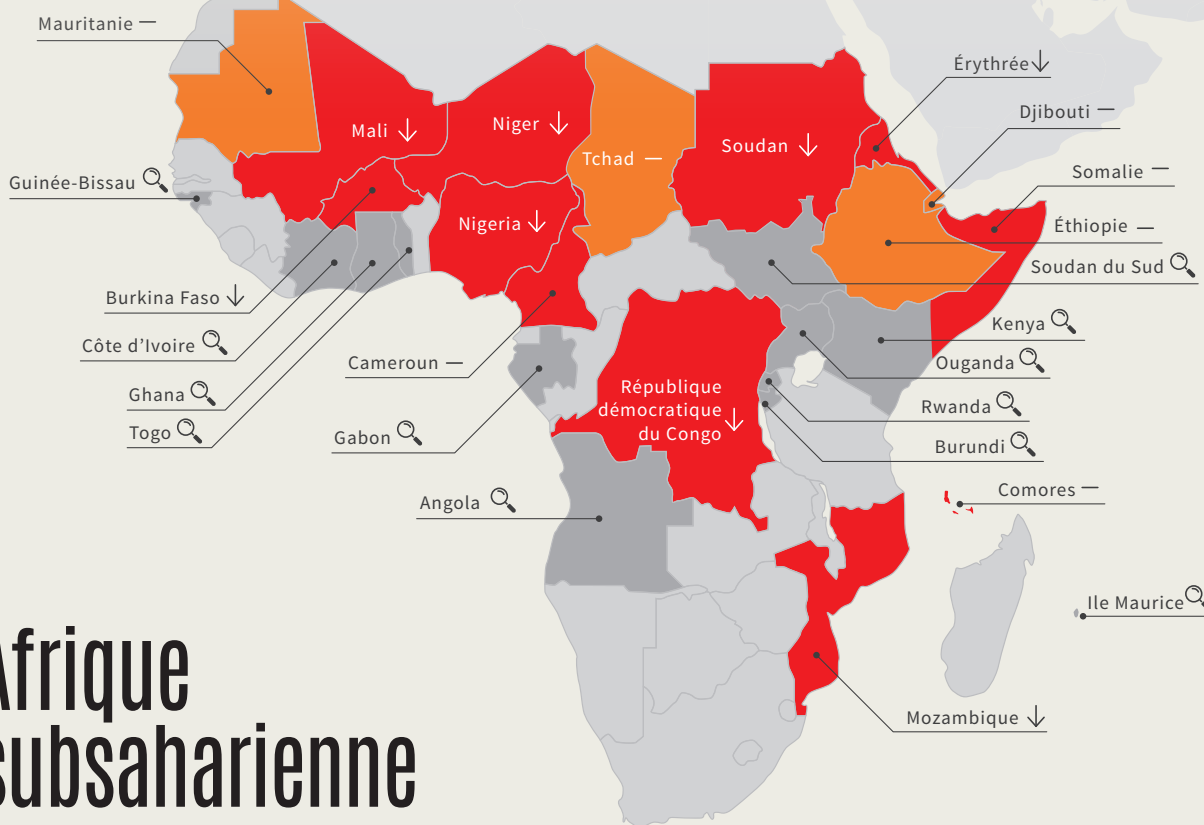
Les racines historiques : les djihads du Sahel ⁵⁴

La relation entre les peuls et le djihadisme a des racines profondes.

- **Ousman dan Fodio (1804-1808)** a unifié divers peuples sous la tutelle du califat de Sokoto, fondé sur la charia et la domination peule, donnant naissance à des politiques d'exclusion qui continuent aujourd'hui de provoquer des tensions et de raviver des traumatismes parmi les communautés non musulmanes et non peules.
- **Sékou Amadou (1818-1845)** a dirigé un mouvement autour du delta intérieur du Niger, fondant l'État théocratique peul de Macina qui a duré près d'un siècle et reste une référence pour certains groupes armés, tels que la Katiba Macina, dans leur lutte contre l'État et d'autres communautés.
- **Omar Saidou Tall (1848-1864)** a uni les territoires du Mali, du Sénégal et de la Guinée sous un système islamique, laissant une empreinte profonde sur la configuration ethnique et religieuse.



ANALYSE RÉGIONALE



Afrique subsaharienne

Marta Petrosillo

Au cours de la période faisant l'objet du présent rapport, l'Afrique est restée la région la plus touchée par l'activité djihadiste. La violence ne provient pas d'une seule entité mais d'un réseau décentralisé de mouvements affiliés agissant de manière autonome tout en partageant idéologie, tactiques et ressources. Ces mouvements exploitent la porosité des frontières et les faiblesses de la gouvernance pour s'étendre à travers les régions, formant une structure peu coordonnée. Malgré leur indépendance, ils échangent des armes, des combattants et de la propagande, renforçant ainsi leur résilience et leur portée. Leur capacité d'adaptation a entraîné des conséquences dévastatrices pour les civils, dont les communautés chrétiennes. Ce modèle transnational et flexible permet aux acteurs du djihad de prospérer au milieu d'une instabilité persistante (voir la grande thématique sur *l'évolution du djihadisme*).

Selon le Centre africain d'études stratégiques, les groupes islamistes militants demeurent une source majeure d'instabilité dans cinq régions du continent. Rien qu'en 2024, ces groupes ont été responsables de 22 307 morts.⁵⁷

L'escalade de la violence djihadiste au Sahel

Le Sahel reste la région du monde la plus touchée par le terrorisme et la violence djihadiste, représentant plus de la moitié de tous les décès liés au terrorisme en 2024. Comme l'indique l'Indice mondial du terrorisme 2025, cinq des dix pays les plus touchés par le terrorisme se trouvent dans cette région : le Burkina Faso, le Mali, le Niger, le Nigeria et le Cameroun, soulignant sa place centrale dans la vague actuelle de violence extrémiste.⁵⁸

Le **Burkina Faso** est resté le pays le plus touché au monde en 2024, représentant 20 % de tous les décès liés au terrorisme, malgré une baisse de 21 % par rapport à l'année précédente. Depuis 2015, la violence djihadiste a augmenté, transformant le pays – qui était autrefois un modèle d'harmonie religieuse – en l'épicentre de l'activité extrémiste dans le Sahel.⁵⁹ Des groupes comme le JNIM, les filiales de l'État islamique, et Ansarul Islam visent à la fois les communautés musulmanes et chrétiennes, attaquant souvent des lieux de culte. Des chefs religieux ont été enlevés ou tués, et des communautés chrétiennes ont été déplacées ou interdites de pratiquer leur religion en public. À la mi-2024, près de 100 chrétiens ont été tués dans la région de Zekuy-Doumbala.⁶⁰

Le **Mali** a connu un déclin constant de sa situation en matière de sécurité et de droits fondamentaux, devenant l'un des pays les plus touchés au monde par le terrorisme. La crise a commencé en 2012 lorsque l'infiltration des groupes extrémistes dans le nord du Mali a ravivé la rébellion touarègue. Représentant environ 10 % de la population, les touarègues, par le biais du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA), ont revendiqué l'autonomie du nord et se sont temporairement alliés à des groupes islamistes tels qu'AQMI, MUJAO et Ansar Dine pour expulser les forces gouvernementales.⁶¹ L'accord de paix de 2015 s'est depuis lors effondré. Le retrait des Casques bleus de l'ONU en 2023 et le déploiement des mercenaires russes de Wagner ont encore approfondi la crise. La violence djihadiste s'est intensifiée à travers le pays, les civils – dont les chrétiens – étant victimes d'enlèvements, de violences, et de l'imposition de règles religieuses. En 2024, la junte a suspendu toute activité politique dans le pays et s'est attaquée à la dissidence. La situation reste critique, avec des craintes de conflit civil et des violations continues des droits humains.

Le **Niger** a connu un déclin brusque de la sécurité, de la gouvernance et des droits de l'homme sous la junte militaire dirigée par le général Abdourahamane Tchiani. Une Charte de Transition, adoptée en mars 2025, a initié une transition de 60 mois, protégeant formellement la liberté religieuse, mais dans un contexte de plus en plus instable. Le pays est devenu un foyer majeur du djihadisme, l'ISSP ainsi que des filiales d'al-Qaïda et Boko Haram étant actifs à l'échelle nationale. La région de Tillabéri, près du Mali et du Burkina Faso, demeure l'épicentre des attaques. En 2024, le Niger a connu une augmentation de 94 % des morts liés au terrorisme – la plus forte augmentation au monde.⁶² Les communautés musulmanes et chrétiennes ont souffert, avec des attaques contre des églises, des mosquées et des rassemblements religieux, ainsi que des enlèvements de chefs religieux. Certaines initiatives de dialogue interreligieux ont été mises en place, mais les réseaux radicaux, la fragilité institutionnelle et l'autoritarisme ont érodé l'espace civil et la résilience. Les minorités chrétiennes restent particulièrement vulnérables, faisant face à des menaces, des conversions forcées et des restrictions à la pratique du culte.

En juillet 2024, le Mali, le Burkina Faso et le Niger ont formalisé leur alliance en établissant la Confédération des États du Sahel (CSS), à la suite de leur retrait coordonné de la CEDEAO.⁶³ Ce développement signale un réalignement plus large, à distance des institutions occidentales, alors que ces régimes dirigés par des militaires renforcent leurs partenariats avec la Russie et la Chine.

Coups d'État, élections et changements constitutionnels : un changement de gouvernance

Entre 2023 et 2025, l'Afrique subsaharienne a connu une vague de coups d'État et de révisions constitutionnelles qui ont mis au jour des crises de gouvernance plus profondes et ont souvent eu des conséquences directes sur la liberté religieuse. **Deux coups d'État aboutis** (Niger⁶⁴ et Gabon⁶⁵) et un certain nombre de tentatives échouées (Burkina Faso,⁶⁶ Guinée-Bissau⁶⁷ et RDC⁶⁸) ont eu lieu durant cette période.

D'autres pays ont adopté ou proposé d'importantes réformes constitutionnelles, dont beaucoup ont suscité des controverses ou entraîné des conséquences préjudiciables. En **République centrafricaine**, un référendum en 2023 a aboli les limites du nombre de mandats et créé un poste de vice-président, permettant au Président Touadéra de se présenter pour un troisième mandat en décembre 2025.⁶⁹ Le référendum de décembre 2023 au **Tchad** a réintroduit un système semi-présidentiel, un Premier ministre, un Sénat et une commission des droits de l'homme, tandis que les questions de responsabilité des hommes politiques et de la possibilité d'un maintien indéfini du président restent en suspens. À la fin de 2024, une nouvelle Constitution a été promulguée au **Gabon**⁷⁰ et le gouvernement a lancé un dialogue national pour revitaliser ses institutions démocratiques après 54 ans sous la dynastie Bongo.⁷¹ En mars 2024, le Parlement **togolais** a approuvé une nouvelle Constitution qui, selon des voix critiques, porte atteinte à la démocratie, faisant passer le pays à un système parlementaire et supprimant effectivement le nombre limite de mandats pour le Président Gnassingbé, au pouvoir depuis 2005.⁷²

En 2024, des élections étaient prévues dans 19 pays africains, mais beaucoup ont été reportées, manipulées ou ont eu lieu dans des conditions autoritaires. Les régimes militaires au **Burkina Faso**,⁷³ au **Mali**,⁷⁴ en **Guinée**⁷⁵ et en **Guinée-Bissau**⁷⁶ n'ont pas tenu leurs promesses de transition démocratique, tandis que de grandes élections nationales ont eu lieu en **Mauritanie**,⁷⁷ au **Tchad**,⁷⁸ au **Sénégal**⁷⁹ et au **Togo**.⁸⁰ En **Afrique du Sud**, des évêques catholiques ont décrit le processus électoral comme « largement libre et équitable ».⁸¹

La Corne de l'Afrique : guerres civiles, violence religieuse et contagion régionale

La Corne de l'Afrique reste profondément instable, avec des guerres civiles qui se chevauchent, des menaces extrémistes et des tensions transfrontalières.

Depuis avril 2023, le **Soudan** connaît une guerre civile entre les Forces armées soudanaises et les Forces de soutien rapide, déclenchant la plus grande crise de déplacement de population au monde avec près de 13 millions de personnes déracinées.⁸² Les deux factions ont bombardé des sites religieux, torturé le clergé et transformé des églises et des mosquées en bases militaires. Les chrétiens ont subi des conversions forcées, des maintiens arbitraires en détention et des attaques violentes alors que la liberté religieuse se détériore fortement.

La violence s'est répandue au **Soudan du Sud**, où l'afflux de réfugiés et les violences ethniques de représailles ont déstabilisé le fragile processus de paix du pays. Le gouvernement de transition a reporté les élections et peine à rédiger une Constitution définitive.⁸³

La situation en **Somalie** reste critique. Al-Shabaab contrôle de vastes zones rurales et applique une version extrémiste de la charia, interdisant le culte chrétien, punissant de mort l'apostasie et ciblant toute personne jugée « non islamique ». Les convertis au

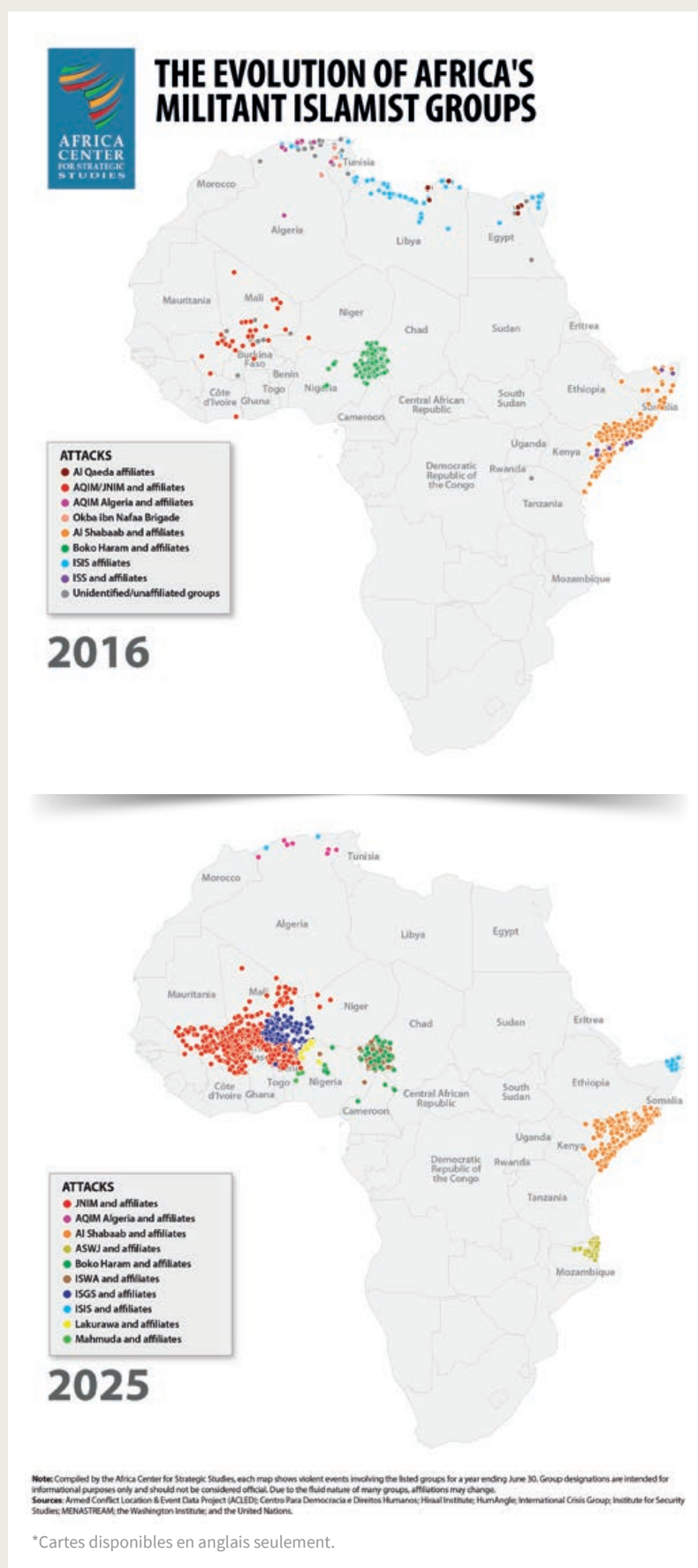
christianisme doivent pratiquer leur nouvelle religion en secret, sous peine de violence, d'emprisonnement ou de mort. L'Él en Somalie s'étend également, en particulier au Puntland, ce qui ajoute à l'instabilité. Les tensions avec l'Éthiopie et le territoire autonome du Somaliland, combinées aux afflux d'armes et aux conflits internes entre clans, compromettent encore plus les efforts visant à endiguer la violence djihadiste.⁸⁴

Après la Somalie, le **Kenya** a été le pays le plus touché par la violence liée à al-Shabaab.⁸⁵ Longtemps considéré comme un stabilisateur régional, le Kenya a été sous pression en raison des attaques transfrontalières et des tensions religieuses internes. En 2023 et 2024, des dizaines d'attaques ont été enregistrées dans les comtés de Mandera, Lamu et Garissa, ciblant des civils, dont des chrétiens. Dans le même temps, la discrimination à l'égard des musulmans est restée une source de tensions. Un développement positif est survenu en février 2025 lorsque le Président William Ruto a aboli le système de contrôle supplémentaire imposé aux régions frontalières majoritairement musulmanes, pour la délivrance des cartes d'identité nationales⁸⁶ — une décision saluée par la société civile comme une étape vers la réduction de la marginalisation. Malgré ces défis, les relations interconfessionnelles à travers le pays sont restées largement pacifiques.

La liberté religieuse en **Éthiopie** reste précaire en raison de conflits persistants et de l'instabilité politique. La violence continue dans le Tigré, en Oromia et en Amhara a sévèrement affecté les communautés religieuses, entraînant la destruction de lieux de culte, le meurtre de membres du clergé et la perturbation des activités religieuses. Le recoupement entre les identités religieuses et ethniques a encore érodé la cohésion interconfessionnelle. Au niveau régional, la coopération antiterroriste a été mise à l'épreuve en raison des tensions avec le gouvernement somalien, tensions exacerbées par l'accord de l'Éthiopie avec le territoire autonome du Somaliland.

À travers la Corne de l'Afrique, la liberté religieuse est menacée non seulement par

Cartes comparatives illustrant la répartition géographique des mouvements djihadistes en Afrique en 2016 et 2025.



*Cartes disponibles en anglais seulement.

la violence djihadiste, mais aussi par la répression étatique. En **Érythrée**, la politique du gouvernement criminalise de facto les pratiques religieuses non autorisées, les dissidents faisant face à des arrestations arbitraires, à la torture et à des détentions prolongées. Les chrétiens, les témoins de Jéhovah et les musulmans – y compris les mineurs et les membres du clergé – sont régulièrement ciblés. Les rassemblements religieux sont interdits, et les détenus sont maintenus dans des conditions inhumaines dans des endroits surpeuplés, et sans procédure régulière. Sous le régime autoritaire de l'Érythrée, la situation de la liberté religieuse reste profondément alarmante.

Nigeria : des communautés religieuses attaquées

Le Nigeria a connu une augmentation de la violence à motivation religieuse entre janvier 2023 et décembre 2024, en particulier dans le Nord et la Ceinture Centrale. Des groupes armés tels que Boko Haram, la Province d'Afrique de l'Ouest de l'État islamique (ISWAP) et diverses milices, ont mené des attaques de grande ampleur contre des églises, des villages et des chefs religieux. Dans les États de Plateau et de Benue, des milliers de personnes ont été déplacées et des milliers tuées, dont plus de 1 100 chrétiens – parmi lesquels 20 membres du clergé – en seulement un mois après l'investiture présidentielle de 2023.⁸⁷ À Noël 2023, les attaques coordonnées de groupes armés locaux et étrangers ont fait près de 300 morts.⁸⁸ En juin 2025, environ 200 chrétiens déplacés ont été massacrés dans l'État de Benue.⁸⁹

Les éleveurs peuls radicalisés continuent d'être impliqués dans des attaques contre les communautés chrétiennes, ils confisquent souvent des terres, provoquant des déplacements de population. Alors que certains analystes présentent le conflit comme ayant des causes environnementales, les chefs locaux de l'Église le décrivent comme une stratégie délibérée pour expulser les populations chrétiennes (voir la fiche d'information *Les peuls et le djihadisme en Afrique : entre héritage et manipulation*). En mai 2024, un lycée chrétien a été attaqué à Makurdi⁹⁰ – une aggravation sans précédent de la situation. Les accusations de blasphème et les meurtres liés à la sorcellerie, y compris des lynchages publics, ont aggravé le bilan.

Les chefs religieux et le clergé ont souvent été ciblés, avec des dizaines d'enlèvements et d'assassinats. Des communautés musulmanes ont également été en conflit avec les autorités, comme lors de la violente répression policière d'un défilé chiite à Abuja. Pendant ce temps, la police religieuse (hisbah) a continué à appliquer des restrictions tirées de la charia dans plusieurs États du nord, malgré les prohibitions constitutionnelles fédérales.

La région d'Afrique centrale et l'Afrique australe : nouveaux fronts émergents

La **République démocratique du Congo** connaît l'une des crises les plus graves et les plus complexes de l'Afrique subsaharienne. Des groupes armés tels que les Forces Démocratiques Alliées (FDA), affiliées à l'État islamique, ont attaqué systématiquement

des communautés chrétiennes, tuant des civils, détruisant des lieux de culte et enlevant des membres du clergé. Dans les provinces de l'est, plus de 120 milices⁹¹ se disputent le contrôle des zones riches en minerais, tandis que l'effondrement des services publics et la faible présence de l'État laissent les communautés religieuses particulièrement exposées. Le conflit transcende les frontières nationales : le groupe rebelle M23, soutenu par le Rwanda, et les opérations militaires de l'Ouganda contre les FDA démontrent l'ampleur de l'implication régionale. En janvier 2025, le M23 a pris Goma, entraînant des pertes massives parmi les civils et un déplacement de population de grande envergure. Dans le même temps, les Églises engagées dans la promotion de la paix ont été confrontées à des représailles de la part des autorités publiques.⁹² Alors que la violence s'intensifie et que les communautés religieuses perdent l'accès à des espaces sûrs et à des protections de base, les conditions de la liberté religieuse dans l'est de la RDC continuent de se détériorer, menaçant la stabilité au sens large dans la région des Grands Lacs.

Le **Mozambique** a connu une nouvelle flambée de violence djihadiste dans la province du Cabo Delgado, où des militants affiliés à l'État islamique continuent d'attaquer des communautés chrétiennes, de brûler des églises et de tuer des civils. Malgré la présence de forces militaires internationales, l'insurrection s'est étendue à de nouveaux districts, profitant d'un contrôle étatique faible et de l'absence de gouvernance. Dans ce contexte, les communautés religieuses, en particulier l'Église catholique, restent activement engagées dans la promotion de la paix et du dialogue interreligieux. La Déclaration interconfessionnelle de Pemba, signée en 2022 par des chefs religieux chrétiens et musulmans, a réaffirmé leur engagement commun à prévenir l'instrumentalisation de la religion. En 2024, le Conseil islamique du Mozambique a signalé sa volonté d'engager un dialogue avec des éléments djihadistes. Ces efforts soulignent la résilience des acteurs religieux face à une insécurité croissante (voir l'étude de cas *Le rôle actif de l'Église dans le Cabo Delgado*).

Migrations

La forte augmentation des déplacements de population et des migrations, tant internes que transfrontalières est un autre enjeu critique concernant particulièrement l'Afrique subsaharienne. À la fin de 2024, la région comptait 38,8 millions de déplacés internes, soit près de la moitié du total mondial.⁹³ En **Afrique de l'Est**, dans la **Corne de l'Afrique** et dans les régions des **Grands Lacs**, 5,4 millions de réfugiés et de demandeurs d'asile ont été recensés.⁹⁴ Les migrations transfrontalières au sein du continent ont également augmenté, le nombre d'Africains résidant dans d'autres pays africains passant de 12 millions en 2015 à 15 millions en 2024, soit une augmentation de 25 %.⁹⁵ Une grande partie de ces déplacements a été alimentée par une violence djihadiste en forte augmentation (voir le sujet principal sur *Fuir la persécution et la discrimination religieuses*).

Le rôle actif de l'Église dans le Cabo Delgado

Paulo Aido

Depuis 2011, la région riche en ressources de Cabo Delgado, dans le nord du Mozambique, a souffert de violences, ses habitants étant contraints d'abandonner leurs maisons et leurs moyens de subsistance. Cela a commencé lorsque les forces de sécurité des multinationales, à la recherche de rubis et de combustibles fossiles, ont fait fuir les communautés de leurs terres. Celles-ci, en l'absence de protection de l'État, se sont alors tournées vers les djihadistes pour obtenir de l'aide.

Depuis l'éclatement de la violence djihadiste avec l'attaque de Mocimboa da Praia le 5 octobre 2017, la région est confrontée à une crise humanitaire aiguë. Plus de 5 000 personnes ont été tuées, et plus d'un million ont été déplacées.

Au milieu de cette dévastation, non seulement l'Église catholique est demeurée une présence fidèle aux côtés des victimes, mais elle est aussi devenue une force dynamique de soutien, de recherche de la paix, et de réconciliation. En plus de la consolation spirituelle, les congrégations religieuses, les institutions diocésaines et les ONG catholiques (Organisations non gouvernementales) ont coordonné des secours d'urgence, construit des abris, fourni de la nourriture et de l'eau potable, et rouvert des écoles dans les communautés déplacées. Les acteurs ecclésiastiques ont prodigué des conseils face aux traumatismes et accordé une assistance juridique aux survivants, en particulier aux femmes et aux enfants touchés par les enlèvements et les violences sexuelles.

Le Père Boaventura, un missionnaire brésilien de l'Institut des pauvres du Christ, a déclaré :

« J'ai vu des gens sacrifiés cruellement, j'ai vu la destruction de villages et de rêves. » Il a parlé d'un peuple qui avait tout perdu, mais qui, malgré une profonde détresse, conservait ce que nul ne pouvait lui ôter : « la foi et l'espérance en Dieu. »⁹⁶

Sœur Núbria Zapata Castaño, une carmélite colombienne, a été déplacée lorsque des terroristes ont attaqué la ville de Macomia en 2020 où elle dirigeait un projet éducatif. « Ils ont tiré en l'air, et les gens ont fui. Toute personne capturée a été tuée ou enlevée », a-t-elle déclaré. Malgré le traumatisme, elle et sa communauté ont repris leur mission peu de temps après l'attaque, en se concentrant sur l'aide aux enfants déplacés pour qu'ils retournent à l'école.⁹⁷

L'Église a joué un rôle actif dans la consolidation de la paix, la réponse humanitaire et la reconstruction des communautés. Dans les zones où l'État est absent ou peu fiable, l'Église est devenue un pont, offrant à la fois un soutien moral et des solutions pratiques face aux traumatismes, aux divisions et aux épreuves. Les écoles catholiques ont rouvert pour offrir une éducation dans les camps de réfugiés, et des tables rondes interreligieuses ont été initiées pour favoriser le dialogue et la confiance mutuelle entre musulmans et chrétiens.

Le quartier de Mahate est considéré comme le cœur de l'islam dans la ville de Pemba. Le Père Eduardo Roca, un prêtre espagnol, a réalisé un travail remarquable dans cette communauté — lieu de sa paroisse — en promouvant le dialogue interreligieux. « Au fil des ans, dans ce quartier musulman qui a une forte identité fondamentaliste, nous avons construit une église qui témoigne aujourd'hui de la paix et est un lieu d'accueil pour tous », a-t-il déclaré. « Je suis conscient que nous n'avons pu accomplir cela que parce que la communauté locale nous appréciait – quelque chose qui, de ma part, a nécessité de la patience, de l'écoute et de l'apprentissage, de comprendre les valeurs profondes des différentes cultures et de l'islam, et d'aller un pas plus loin : les aimer. »⁹⁸

Une réfugiée interne dans un camp de déplacés dans le district de Metuge, province de Cabo Delgado, au nord du Mozambique.

Burkina Faso : le match pour la Paix

Amélie Berthelin

Le thermomètre oscille autour de 40°C un après-midi de décembre à Bissinghin, un quartier de Ouagadougou. Le coup de sifflet retentit pour le coup d'envoi. Le ballon file entre les jambes des joueurs jeunes et plus âgés, soulevant un nuage de poussière de latérite à chaque frappe. Plus d'un millier de spectateurs se sont rassemblés pour la troisième édition d'un match pas comme les autres : d'un côté, une équipe de catholiques et de protestants, et de l'autre, des musulmans et des adeptes de la religion traditionnelle. Les gardiens de but ne sont autres que le curé de la paroisse et le cheikh de la mosquée voisine. Et l'arbitre ? Le chef de la religion traditionnelle. Le match se termine par le score idéal : un but chacun, au milieu des applaudissements et des cris de joie.

« C'était magnifique, un moment vraiment puissant », déclare le Père André Kabre, prêtre de la paroisse Saint-Augustin. Pour ce prêtre – dont le frère a été tué par des djihadistes il y a deux ans – les initiatives de dialogue interreligieux comme celle-ci sont essentielles. En proie au terrorisme depuis 2015, « le pays des gens intègres » souffre d'attaques quotidiennes qui touchent désormais chaque partie du pays. Bien qu'il soit vrai que tous les terroristes ne sont pas des djihadistes, les nombreux massacres perpétrés au cri d'Allahu akbar ont inévitablement associé les musulmans aux djihadistes dans l'esprit du public. « Des tensions existaient » reconnaît le père André, « mais avec ce match et toutes les autres initiatives que nous avons mises en place, la situation s'est clairement apaisée. »

Le cheikh Chaman partage ce point de vue : « C'est une chose que les chefs religieux prêchent l'unité et la cohésion sociale dans leurs lieux de culte respectifs, mais lorsque nos fidèles nous voient jouer ensemble sur le même terrain, cela devient un appel encore plus fort pour un retour de la paix et de l'harmonie au Burkina Faso. » Un engagement partagé par la Fédération des associations islamiques (FAIB), qui forme des centaines d'imams pour lutter contre les discours de haine et la glorification de la violence.⁹⁹

Pourtant, les dirigeants admettent qu'un tel niveau de dialogue n'est pas toujours possible. Le cheikh d'une autre mosquée sunnite voisine, plus rigoriste, par exemple, n'a jamais accepté de participer à des activités de ce genre.

Le Burkina Faso tire une grande force de sa tradition de coexistence religieuse pour résister au radicalisme. Presque tous les Burkinabè ont un membre de leur famille d'une autre religion qu'eux, en général sans que cela ne pose de problème majeur, les liens familiaux prenant généralement le pas sur tout le reste. Cependant, ces dernières années, presque tout le monde a aussi – comme le Père André – un frère, un père ou un proche qui a été tué, souvent de manière brutale. Pour éviter que cette souffrance ne se transforme en haine, l'éducation, ainsi que des exemples concrets de dialogue interreligieux comme ce match de football, sont indispensables.



BURKINA FASO

Les joueurs réunis à la fin du match aux côtés de leurs chefs religieux.

Un changement d'ère : la liberté religieuse à l'époque de l'intelligence artificielle

José Luis Bazán, PhD

L'insertion soudaine de l'intelligence artificielle (IA) dans la vie quotidienne des sociétés a généré une révolution dont les conséquences sur l'humanité évoluent chaque jour. Le plein exercice des droits humains fondamentaux, y compris la liberté de pensée, de conscience et de religion, se heurte à de nouveaux défis pour lesquels il n'existe pas encore de réponses claires.¹⁰⁰ Comme l'a dit le Pape François : « Nous ne pouvons pas supposer a priori que son développement contribuera de manière bénéfique à l'avenir de l'humanité et à la paix entre les peuples. »¹⁰¹

Bien que les avantages considérables de l'IA soient évidents, certains effets indésirables sont déjà manifestes, et d'autres commencent à se faire sentir.¹⁰² L'IA pourrait faciliter l'instruction religieuse (par exemple la récitation du Coran¹⁰³ ou l'accès aux traditions juives)¹⁰⁴ et intensifier la compréhension interreligieuse¹⁰⁵. Mais elle pourrait aussi dénaturer l'expérience religieuse¹⁰⁶, répandre l'extrémisme religieux¹⁰⁷ et normaliser des idéologies nuisibles telles que le déni de l'Holocauste.¹⁰⁸ L'IA peut prévenir le vandalisme des sites religieux et assurer la sécurité des temples et des fidèles, mais elle peut aussi être utilisée pour les attaquer, par exemple avec des drones armés guidés par IA.¹⁰⁹ Les djihadistes en Afrique utilisent déjà des outils d'IA *open-source* et des drones modifiés pour leurs attaques.¹¹⁰

L'IA a le potentiel de protéger les minorités religieuses, mais peut également devenir une technologie puissante utilisée pour le contrôle autoritaire et la répression des croyants. Le système de surveillance alimenté par l'IA en Chine identifie, traque - à travers les activités en ligne notamment - et opprime les groupes religieux et les individus étiquetés comme « indésirables ». Il met également en œuvre la police préventive par IA contre certaines communautés religieuses, en se basant sur le *Big Data*, les signalant comme un risque pour la sécurité.¹¹¹ Les autorités nord-coréennes ont introduit un système intégré dans chaque téléphone mobile qui effectue une capture d'écran toutes les cinq minutes à des fins de contrôle par l'État, et la stocke dans un dossier inaccessible à l'utilisateur.¹¹²

Les capacités de l'IA à des fins de manipulation sont en outre immenses.¹¹³ « La persuasion algorithmique », indique une déclaration du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, « peut avoir des effets significatifs sur l'autonomie cognitive des individus et leur droit de former leurs opinions et de prendre des décisions indépendantes¹¹⁴ », entraînant un niveau de manipulation inacceptable qui restreindrait sévèrement la liberté de pensée, de conscience et de religion.¹¹⁵ De plus, « le désalignement agentique » - dans lequel l'IA commence à agir de manière nuisible - pourrait potentiellement devenir une menace pour ses utilisateurs - amenant par exemple au chantage des chefs religieux et à des fuites d'informations sensibles.¹¹⁶

Une IA biaisée utilisée dans la prise de décisions automatisée peut entraîner une discrimination directe ou indirecte sur des bases religieuses dans des domaines tels que les aides sociales, le logement, les emplois publics, le droit d'asile, les soins médicaux, l'éducation, le crédit bancaire, l'assurance¹¹⁷, le recrutement ou les carrières professionnelles. L'Appel de Rome pour l'Éthique de l'IA, promu par le Saint-Siège, souligne l'importance du principe



fondamental d'impartialité pour garantir l'équité et la dignité humaine et éviter les systèmes d'IA qui suivent ou créent des biais.¹¹⁸

Comme l'a souligné le Rapporteur de l'ONU sur la liberté d'expression, les processus automatisés de modération de contenu par l'IA peuvent échouer à « identifier avec précision, par exemple, les contenus 'extrémistes' ou les discours de haine et sont donc plus susceptibles de se traduire par un blocage et une restriction de contenu, limitant ainsi les droits des utilisateurs individuels d'être entendus ainsi que leur droit d'accéder à des informations sans restriction ou censure. »¹¹⁹ Les croyances religieuses légitimes, en particulier celles qui diffèrent des principes ou pratiques dominants, risquent l'invisibilité en ligne et hors ligne ou la punition par une IA abusive, de manière involontaire ou délibérée, qui les signale à tort comme « extrémistes » ou « discours de haine ». ¹²⁰

Créer et promouvoir des récits convaincants mais faux sur certaines communautés religieuses et leurs dirigeants, et diffuser des informations erronées ou de la désinformation à leur sujet via l'IA, les rendra très vulnérables et faciles à cibler. L'usurpation d'identité des chefs religieux par l'IA n'est pas une hypothèse : le Pape Léon XIV a été représenté dans une vidéo YouTube générée par IA, lui attribuant à tort un message destiné au Président du Burkina Faso.¹²¹ Plusieurs évêques catholiques espagnols ont subi une usurpation d'identité dans des vidéos et des enregistrements audio dans lesquels ils semblaient demander de l'argent ou des investissements.¹²²

L'intelligence artificielle a le pouvoir de renforcer le sentiment d'appartenance d'une communauté religieuse ou d'éroder sa cohésion. C'est un instrument redoutable pour traduire des textes religieux, remettant en question ou confirmant les interprétations fournies par les autorités

religieuses. En même temps, elle peut reconstruire ou restaurer le contenu de textes religieux anciens détériorés ainsi qu'identifier les différents auteurs qui y ont contribué (« regroupement d'auteurs »).¹²³

L'IA peut générer des sermons et des discours religieux et aider dans les décisions et les édits religieux, tels que les fatwas.¹²⁴ Des applications à caractère religieux alimentées par l'IA sont utilisées par les fidèles de plusieurs religions pour observer leurs rituels et pratiques, rechercher les réponses précises de leur religion sur des questions de foi et de moralité, et approfondir leur compréhension de leurs croyances.¹²⁵ L'IA peut cependant « halluciner¹²⁶ » et générer des réponses incorrectes ou préfabriquées sur la foi et la moralité. Pour cette raison, « la dépendance de l'IA générative à l'égard des données d'entraînement introduit le risque de biais cognitif, ce qui peut affecter l'exactitude et l'impartialité du contenu religieux. »¹²⁷ Pour prévenir cela, certaines entreprises technologiques conçoivent et forment leur propre IA basée sur des sources religieuses établies, comme l'IA du Magistère, surnommée « moteur de réponse pour l'Église catholique ». ¹²⁸ En même temps, certains observateurs pensent que l'IA pourrait inspirer de nouvelles religions synthétiques.¹²⁹

Idolâtrer l'IA est dangereux¹³⁰, mais chercher à la restreindre ou vivre comme si elle n'existait pas n'est pas une option. ¹³¹ Il ne devrait y avoir ni peur ni appréhension, mais une préparation. Il n'y a pas d'autre voie à suivre que de reconnaître et d'embrasser ses possibilités immenses et dynamiques en tant que « système basé sur des machines¹³² » (et non sur un agent)¹³³, dans le cadre d'un sérieux contrôle humain¹³⁴, tout en garantissant son utilisation éthique conformément à la dignité humaine et au bien commun¹³⁵, pour s'assurer que la liberté de pensée, de conscience et de religion soit réelle et effective dans toutes ses dimensions.





Asie continentale

Les conflits armés, les enlèvements, les arrestations arbitraires et les nouvelles lois restreignant les droits continuent d'éroder la place de plus en plus restreinte de la liberté religieuse en Asie continentale. Englobant la Corée du Nord, la Chine, le Laos, l'Inde, le Bangladesh et le Vietnam, la région comprend certains des pays les plus grands et les plus peuplés au monde, abritant de nombreuses communautés confessionnelles et ethniques, et connaît certaines des pires violations de la liberté religieuse au monde.

Répression totalitaire et contrôle systématique

La liberté religieuse en **Chine** a continué de souffrir sous la présidence de Xi Jinping, alors que le Parti communiste chinois (PCC) intensifie sa politique de « sinisation », visant à aligner toutes les traditions religieuses sur l'idéologie socialiste. Les Mesures de 2023 sur l'administration des lieux d'activités religieuses et la Loi sur l'éducation patriotique ont imposé des exigences strictes aux communautés religieuses afin de promouvoir les valeurs socialistes fondamentales.¹³⁶ Tous les lieux à caractère religieux sont désormais soumis à des évaluations de l'État et il leur est interdit d'organiser des activités jugées contraires aux intérêts nationaux. La répression des groupes religieux non enregistrés s'est intensifiée, et de nombreux rapports font état d'arrestations, de détentions et de fermetures de lieux de culte. Des membres du clergé

ont été condamnés sur des accusations vagues telles que « fraude » ou « subversion », et le contenu religieux sur Internet reste fortement censuré.¹³⁷ Au Xinjiang, des mesures introduites en 2024 ont exigé que tous les nouveaux bâtiments religieux reflètent les « caractéristiques chinoises », un signe des mesures développées pour éradiquer l'identité religieuse et culturelle ouïghoure.¹³⁸ Plus de 600 villages ouïghours ont été renommés, et les gens continuent de faire face à une surveillance intense, à des arrestations arbitraires et à des sanctions pour s'être livrés à des pratiques religieuses.¹³⁹

La **Corée du Nord** reste l'un des régimes les plus répressifs au monde. Bien que sa Constitution garantisse la liberté de croyance, ce principe est battu en brèche par une idéologie d'État qui exige une loyauté absolue envers la dynastie Kim. Toute expression de croyance religieuse est considérée comme une menace directe à l'autorité de l'État. Les individus découverts avec des documents religieux ou accusés de participer à des activités religieuses non autorisées font face à une répression sévère, incluant la torture, la réclusion à perpétuité ou la peine de mort. La politique de rapatriement forcé de la Chine a encore aggravé le sort des déserteurs nord-coréens. Ceux qui ont été renvoyés en Corée du Nord sont fréquemment soumis à des punitions sévères, dont le travail forcé, voire condamnés à mort.¹⁴⁰

Au **Vietnam**, les minorités religieuses telles que les chrétiens des ethnies montagnarde et hmong et les bouddhistes khmèr-krom subissent une pression continue, en particulier dans les Hauts Plateaux centraux. Les autorités ont perturbé le culte, démoli des lieux de rassemblement et exercé des pressions sur les individus pour qu'ils renoncent à leur foi.¹⁴¹ Les membres de groupes non enregistrés sont fréquemment arrêtés sous des accusations vagues liées à la sécurité nationale.

De même, au **Laos**, la persécution religieuse persiste malgré les protections constitutionnelles. En 2023-2024, des chrétiens ont été expulsés de villages tels que Mai et Sa Mouay pour avoir refusé d'abandonner leurs croyances. Des églises ont été démolies et des pasteurs ont été arrêtés – parfois maintenus en détention pendant des semaines – sans inculpation. En juillet 2024, le Pasteur Thongkham Philavanh a été assassiné, soulignant les risques auxquels sont confrontés les chefs chrétiens dans les zones rurales.¹⁴²

Nationalisme d'État et restrictions à la liberté religieuse

Au **Myanmar**, le pouvoir politique, l'identité ethnique et l'appartenance religieuse sont profondément entrelacés, influençant à la fois la dynamique du conflit civil en cours et l'érosion progressive des droits fondamentaux. Bien que la guerre actuelle ne soit pas intrinsèquement religieuse, elle a considérablement aggravé la situation de la liberté religieuse. La junte militaire a été associée à un agenda nationaliste¹⁴³ bouddhiste, intolérant envers les groupes ethniques non bamars et les groupes religieux non bouddhistes, les associant souvent à des mouvements de résistance ethnique ou à des acteurs de la société civile. Les sites religieux sont fréquemment attaqués, car ils servent souvent de centres pour la vie communautaire et l'assistance humanitaire. Depuis le coup d'État de 2021, des centaines d'églises, dont des églises catholiques, ont été bombardées ou incendiées.¹⁴⁴ Des chefs religieux ont été tués, arrêtés ou soumis à des intimidations. La Constitution de 2008 reste en vigueur, assignant au bouddhisme une « position spéciale », et il existe des lois discriminatoires sur la conversion et le mariage interconfessionnel.¹⁴⁵ Les rohingyas continuent de subir des atrocités et des déplacements forcés.

Au **Sri Lanka**, l'influence du nationalisme bouddhiste cinghalais, en particulier dans la province orientale, a entraîné un renforcement de la surveillance, du harcèlement et de la pression légale exercés sur les minorités religieuses. La loi relative au PIDCP et la loi sur la prévention du terrorisme ont été utilisées pour cibler les voix dissidentes.¹⁴⁶ Les hindous tamouls signalent des saisies de terres, tandis que les chrétiens et les musulmans sont régulièrement intimidés. Bien que le pays ait connu une stabilisation politique, la résistance du gouvernement à se soumettre à un contrôle des droits de l'homme compromet les mécanismes de responsabilité et nuit à la confiance publique.

Persécution hybride et intolérance légalisée

En **Inde**, les garanties constitutionnelles de la liberté religieuse sont minées par les politiques nationalistes hindoues promues par le Bharatiya Janata Party (BJP). Depuis 2014, des restrictions croissantes ont été imposées aux communautés musulmanes et chrétiennes. La loi sur la régulation des contributions étrangères (FCRA) a été utilisée pour suspendre ou annuler les licences d'ONG (Organismes non gouvernementaux) liées à des minorités religieuses. En 2024, seules 15 947 ONG étaient autorisées à recevoir des financements étrangers, contre plus de 35 000 auparavant.¹⁴⁷ Des lois anti-conversion existent désormais dans 12 États¹⁴⁸, dont le Rajasthan et l'Uttar Pradesh, où des dispositions permettent à tout citoyen de porter plainte, augmentant ainsi le risque de fausses accusations.

La violence religieuse a augmenté, les chrétiens ayant subi un nombre record de 834 attaques en 2024, notamment dans l'Uttar Pradesh et le Chhattisgarh, qui ont impliqué des agressions par la foule.¹⁴⁹ À Manipur, des affrontements intercommunautaires entre les tribus chrétiennes kuki-zo et les groupes hindous meitei ont entraîné des dizaines de morts et de nombreuses destructions de bâtiments.¹⁵⁰ L'Inde illustre désormais un modèle de « persécution hybride », combinant la répression légale et la violence d'une partie de la population. Au **Népal** voisin, les dispositions anti-conversion insérées dans la Constitution ont conduit au harcèlement des communautés chrétiennes. Des pasteurs et des laïcs ont été arrêtés ou publiquement humiliés, particulièrement lorsqu'ils étaient accusés de convertir des dalits.¹⁵¹ En septembre 2023, des activistes hindous ont perturbé un rassemblement chrétien à Kharhni, ils ont dispersé les participants et recouvert d'encre noire les visages de deux pasteurs.¹⁵² Une semaine auparavant, un couple de missionnaires indiens avait été remis aux autorités. En août 2024, une église à Dhanusha a été scellée en raison d'allégations de « conversions de masse ».¹⁵³

Instabilité post-transition et tensions religieuses

Le **Bangladesh** maintient des principes ambigus, nommant l'islam comme religion d'État tout en défendant la laïcité comme valeur constitutionnelle. En pratique, cette dualité a favorisé l'instabilité et la discrimination. La Loi sur la cybersécurité¹⁵⁴ – adoptée en 2023 – a continué de réprimer la dissidence et de cibler les groupes minoritaires.

À la suite du départ de la Première ministre Sheikh Hasina en 2024 et à l'installation d'un gouvernement intérimaire dirigé par Muhammad Yunus, les communautés minoritaires ont signalé une augmentation de la violence et de la discrimination. La levée de l'interdiction qui pesait sur le Jamaat-e-Islami a suscité des inquiétudes concernant l'influence islamiste croissante.¹⁵⁵ Dans les collines de Chittagong, les communautés chrétiennes ont été victimes de harcèlement ciblé, tandis que le sort des réfugiés rohingyas n'est pas réglé et reste précaire.

Le triangle birman : groupes politiques, ethniques et religieux

Maria Lozano

Le Myanmar est l'un des pays les plus complexes et les plus diversifiés d'Asie, caractérisé par une riche mosaïque d'identités ethniques et religieuses qui influencent considérablement sa politique.¹⁵⁶

Le pays reconnaît plus de 135 groupes ethniques distincts, les bamars majoritaires représentant environ 68 % de la population et habitant principalement les régions centrales.¹⁵⁷ Des minorités telles que les membres des groupes ethniques kachin, chin, karen, shan, rakhine, Mon et d'autres coexistent à leurs côtés, tandis que certains groupes – notamment les rohingyas – sont exclus de la reconnaissance officielle et de la citoyenneté.

Le bouddhisme theravada est pratiqué par la majorité bamare et certaines minorités, qui représentent ensemble environ 88 % de la population. Des communautés chrétiennes significatives – principalement les kachins, chins, kayahs (karenni) et karens – représentent environ 6 % de la population, tandis que les musulmans, constituent environ 4 %, enfin des communautés plus petites pratiquent l'animisme et l'hindouisme.¹⁵⁸

Les groupes politiques : l'État, l'armée, l'opposition et leurs dynamiques

Le tissu politique du Myanmar est tout aussi complexe, façonné par plusieurs acteurs et institutions. L'État est centralisé, construit autour d'une identité bamare-bouddhiste.

La Tatmadaw, forces armées du Myanmar, a été l'acteur politique principal depuis l'indépendance du Royaume-Uni en 1948, se légitimant en affirmant la nécessité de défendre « l'unité nationale » contre un prétendu séparatisme ethnique et confessionnel.¹⁵⁹ Elle a systématiquement privilégié l'identité bamare-bouddhiste et a considéré avec suspicion les autres expressions ethniques et religieuses.

Les mouvements pro-démocratie tels que la Ligue nationale pour la démocratie (LND) ont contesté le régime militaire, mais ont souvent évité d'aborder les questions sensibles telles que l'autodétermination ethnique, les droits des minorités ou les violences de l'armée à l'encontre des groupes comme les rohingyas et les kachins.

Le coup d'État de février 2021, au cours duquel la Tatmadaw a renversé le gouvernement civil dirigé par la LND, a inversé les acquis démocratiques et déclenché un soulèvement national alliant protestation civile et résistance armée. En tant que centre alternatif à la junte militaire, divers acteurs ethniques et politiques ont formé le Gouvernement d'Unité Nationale, tandis que des civils constituaient de nouvelles milices – les Forces de Défense du Peuple – et commençaient à coopérer avec les groupes ethniques armés traditionnels.¹⁶⁰

Les groupes ethno-religieux : identité, marginalisation et rébellion

De nombreuses minorités ethniques ont développé leurs propres structures comme une forme de résistance à l'exclusion politique et culturelle et à la discrimination systématique. Les Organisations armées ethniques (OAE), qui représentent diverses communautés et exercent une autorité politique, ont été créées pour permettre à celles-ci de se gouverner de façon autonome dans leurs territoires.¹⁶¹

C'est ainsi qu'il existe, par exemple, l'Armée pour l'Indépendance des Kachins, le Front National Chin, l'Union Nationale Karen et l'Armée d'Ara-kan, tous engagés dans de longs conflits pour l'autonomie et la reconnaissance, ainsi que



Sœur Ann Nu Tawng (Sœurs de Saint François-Xavier) agenouillée devant les forces de sécurité à Myitkyina, au Myanmar, pour plaider en faveur de la paix, le 28 février 2021.

la préservation de leurs identités distinctes, englobant la langue, la religion et les traditions culturelles. Dans certains cas, l'identité religieuse est centrale - par exemple, de nombreux kachins sont chrétiens, et leur lutte reflète à la fois des griefs ethniques et une oppression religieuse.

Le bouddhisme reste une pierre angulaire de l'identité nationale birmane et a historiquement été lié à l'autorité de l'État. La Sangha (le clergé bouddhiste) est en grande partie sous le contrôle de l'État, et des groupes ultranationalistes tels que Ma Ba Tha - bien qu'officiellement dissous - conservent une influence, alimentant souvent des sentiments antimusulmans et l'hostilité envers les minorités.¹⁶² Leur présence a contribué de manière significative aux tensions et à la violence religieuses.

La junte militaire a utilisé la religion pour consolider son pouvoir, en promulguant les « Lois de Protection de la Race et de la Religion » pour restreindre les conversions et les mariages interconfessionnels.¹⁶³

Le christianisme, en revanche, a été une source de résilience pour des minorités comme les chins, kachins et karens, agissant comme un symbole de résistance, de dévouement et de service, les Églises fournissant souvent une aide humanitaire à l'ensemble de la population, offrant ainsi une alternative au récit dominant.¹⁶⁴

Les musulmans, en particulier les rohingyas, font face à la marginalisation, à la privation de leurs droits, à la discrimination sociale et à la violence alimentée par des facteurs historiques.¹⁶⁵

Recouvrements et tensions au sein du triangle

Au Myanmar, les identités ethniques et religieuses sont souvent indissociables et ont une expression politique directe. Les kachins sont souvent sous la direction d'un pouvoir qui reflète l'identité chrétienne et englobe un rôle militaire et politique, tandis que chez les rohingyas, l'appartenance ethnique est étroitement liée à l'islam. En août 2024, au moins 200 civils rohingyas ont été tués lors du massacre de la rivière Naf dans le contexte des combats entre l'Armée d'Ara-kan et la Tatmadaw.¹⁶⁶

Les minorités religieuses et ethniques, en particulier chrétiennes et musulmanes, sont régulièrement réprimées et accusées de séparatisme. La violence de l'État est souvent justifiée par un discours nationaliste. Même les moines bouddhistes critiques du régime - comme le vénérable Bhaddanta Muninda Bhivamsa, tué en juin 2024¹⁶⁷ - ont souffert de persécutions, montrant que le contrôle de l'État s'exerce aussi sur la religion majoritaire. Plus de 200 bâtiments religieux ont été détruits depuis le coup d'État¹⁶⁸, y compris la cathédrale Saint-Patrick et le centre pastoral catholique Saint-Michel à Banmaw, en 2025.¹⁶⁹

Les alliances entre les forces d'opposition restent fragiles, la méfiance et les préjugés étant exploités par le régime pour accentuer les divisions.

L'impact du conflit en cours sur la liberté religieuse est considérable. Malgré les garanties constitutionnelles, les minorités perçues comme des menaces font face à une discrimination systématique. La violence, la répression et la méfiance mutuelle empêchent le développement d'une citoyenneté fondée sur l'égalité des droits.



ANALYSE RÉGIONALE



Asie-Pacifique maritime

La région maritime de l'Asie-Pacifique englobe la péninsule malaise, l'archipel malais, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les nations insulaires de l'Indo-Pacifique. Cette vaste région, stratégiquement importante, comprend certaines des sociétés les plus religieusement diversifiées au monde, ainsi que des zones où l'islam militant et l'orthodoxie religieuse imposée par l'État continuent de restreindre sévèrement la liberté de religion ou de croyance.

La Malaisie et les Maldives : répression islamique institutionnalisée

La Malaisie et les Maldives, où des idéologies islamiques sunnites exclusives sont ancrées dans la loi et la gouvernance, demeurent les pays les plus répressifs de la région en termes de liberté religieuse.

En **Malaisie**, de nombreux incidents au cours de la période faisant l'objet du présent rapport ont illustré des restrictions persistantes et des tensions intercommunautaires. Des individus, dont un humoriste et un commerçant de Johor, ont été accusés d'avoir prétendument insulté l'islam¹⁷⁰, tandis qu'une mère célibataire a été condamnée pour *khalwat*, l'infraction consistant à être physiquement à proximité d'un homme qui n'était ni son mari ni un proche parent masculin.¹⁷¹ En 2024, la députée catholique Teresa Kok a été interrogée après avoir critiqué le coût de la certification halal.¹⁷² À Sabah, des chrétiens ont été enregistrés de manière arbitraire comme musulmans sur leurs cartes d'identité¹⁷³ tandis que des réfugiés rohingyas ont été confrontés à des discriminations ethniques et confessionnelles.¹⁷⁴ Le débat public à Sarawak sur les cours de Bible et la xénophobie a révélé la fragilité de la coexistence religieuse.¹⁷⁵

Malgré quelques décisions de justice soutenant les droits des minorités, le climat est resté marqué par l'ambiguïté juridique, la surveillance étatique et une intolérance croissante.

Aux **Maldives**, les lois interdisant l'expression religieuse non islamique ont continué d'être strictement appliquées. Deux touristes allemands ont été arrêtés en 2024 pour avoir distribué des bibles¹⁷⁶; un chef spirituel indien et son assistant ont été expulsés en 2023.¹⁷⁷ Les Maldives ont également servi de terrain de recrutement pour des groupes extrémistes, et 20 individus ont été sanctionnés par les États-Unis en 2023 pour avoir financé l'État islamique et al-Qaïda. Les prisons fonctionnent apparemment comme des centres de radicalisation.¹⁷⁸

Indonésie : contradictions entre blasphème et unité

Depuis qu'elle a obtenu son indépendance en 1945, l'**Indonésie** est officiellement un État laïc et a reconnu le droit à la liberté religieuse. Cependant, sa longue tradition de pluralisme a été mise à mal. La seule province régie par la charia est l'Aceh, et en janvier 2023, dans sa capitale Banda Aceh, une femme a été publiquement frappée de 22 coups de fouet pour avoir rencontré un homme qui n'était pas son mari.¹⁷⁹ Les lois sur le blasphème et les restrictions à la liberté d'expression continuent d'affecter de manière disproportionnée les non-musulmans, en particulier les chrétiens. Un converti au catholicisme de 74 ans est resté en détention pour blasphème en décembre 2023, trois ans après avoir publié un livre critique envers l'islam.¹⁸⁰ En septembre 2024, le Pape François s'est rendu en Indonésie au début de sa visite de quatre nations en Asie du Sud-Est. Il a exhorté le pays à respecter sa devise, *Unité dans la Diversité*, et à être un modèle de coexistence interreligieuse.¹⁸¹

Un homme portant une coiffe traditionnelle se protège du soleil avec un éventail pendant la messe du pape François au stade Sir John Guise à Port Moresby, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, le 8 septembre 2024.

Le Pape a terminé sa tournée en Asie-Pacifique par une visite de trois jours à **Singapour**, louant l'engagement du pays envers l'harmonie religieuse et sa protection de la liberté religieuse pour toutes les confessions.¹⁸²

Les Philippines et Brunei : extrémisme localisé et gouvernance de la charia

La violence djihadiste persiste à Mindanao, l'île du sud des **Philippines** qui compte une grande population musulmane. En décembre 2023, une bombe a explosé pendant une messe catholique à l'Université d'État de Mindanao, tuant quatre personnes.¹⁸³ En mai 2024, une attaque à la grenade contre une chapelle dans la ville de Cotabato a blessé deux personnes.¹⁸⁴ Des affrontements armés entre des militants islamiques et les forces gouvernementales à Maguindanao del Sur ont fait 11 morts.¹⁸⁵ Ces événements soulignent la menace persistante posée par les acteurs djihadistes dans la région de Bangsamoro. Des inquiétudes ont également été exprimées quant à la manière dont le gouvernement a utilisé la Loi de lutte contre le terrorisme, laquelle est controversée, pour fournir un prétexte à des violations des droits de l'homme, notamment le ciblage d'activistes, de chefs religieux et de communautés autochtones cherchant à protéger leurs terres contre l'industrie minière.

Malgré les critiques internationales, le sultanat de **Brunei** a maintenu l'Ordonnance sur le Code pénal de la charia (SPCO), entrée en vigueur en avril 2019. Ce cadre juridique criminalise l'apostasie, le blasphème et la propagation de religions non islamiques, prescrivant des punitions telles que l'amputation, la flagellation, la lapidation et la peine de mort, bien qu'un moratoire sur les exécutions demeure en place de facto.¹⁸⁶ Les non-musulmans font face à des restrictions importantes, notamment en ce qui concerne le prosélytisme, la distribution de matériels religieux et la formulation de déclarations critiquant l'islam, malgré les dispositions constitutionnelles garantissant la liberté religieuse.

Le Pacifique et l'Australie : liberté religieuse au milieu de nouvelles tensions

Contrairement à de nombreux voisins, les nations insulaires du Pacifique — dont **l'Australie**, la **Nouvelle-Zélande**, le **Timor-oriental** et la **Papouasie-Nouvelle-Guinée** — maintiennent en général de fortes protections pour la liberté religieuse. Il en va de même pour les micro-États du Pacifique comme les **Samoa**, les **Tonga**, les **Fidji** et les **Kiribati**.

En **Australie**, la liberté religieuse a été protégée légalement dans le passé, mais des développements récents ont été source d'inquiétudes. Certains États exigent des prestataires de soins de santé à caractère confessionnel qu'ils proposent ou orientent vers des services susceptibles d'entrer en conflit avec leurs convictions. Un État a même saisi un hôpital catholique qui ne fournissait pas de services d'avortement. L'utilisation continue par l'Australie de centres de détention extra-territoriaux, en particulier à **Nauru**, a suscité des critiques internationales. Des groupes de défense des droits humains et des évêques catholiques ont dénoncé leurs conditions de vie comme étant inhumaines. De nombreux demandeurs d'asile — fuyant souvent la persécution religieuse — restent en détention prolongée. En novembre 2024, plus de 100 personnes étaient détenues à Nauru, le nombre le plus élevé depuis 2013.¹⁸⁷

En **Papouasie-Nouvelle-Guinée**, des troubles internes et des pressions géopolitiques ont suscité un débat sur le rôle de la religion dans la vie publique. Après des émeutes mortelles en février 2024, le Premier ministre James Marape a promu une identité nationale chrétienne. Le Parlement a rapidement adopté un projet de loi déclarant la **Papouasie-Nouvelle-Guinée** comme une nation chrétienne, ce qui a suscité des mises en garde de chefs religieux concernant les risques pour la diversité culturelle. Lors de sa visite en septembre 2024, le Pape François a appelé au respect de la dignité humaine et a dénoncé la violence, y compris celles liées à la sorcellerie. La politisation croissante de la religion et les influences extérieures pourraient menacer la liberté religieuse et le pluralisme dans le pays.¹⁸⁸



Chine : restrictions légales à l'instruction religieuse pour les mineurs

André Stiefenhofer

Ces dernières années, des lois nationales plus strictes et des réglementations régionales ont rendu presque impossible une vie religieuse normale pour les enfants et les jeunes en Chine. Depuis 2014, un nombre croissant de lois nationales et de réglementations régionales a cherché à intégrer la pratique religieuse dans des cadres officiels sanctionnés par l'État et à l'éliminer complètement des espaces non enregistrés.¹⁸⁹ Cela a abouti à l'exclusion des enfants et des jeunes de la plupart des formes de vie religieuse publique et communautaire.

La Constitution de la Chine ne protège que les activités religieuses¹⁹⁰ « normales » - une restriction formulée de manière très large, qui a été interprétée comme un appel à la « sinisation » des religions, ce qui signifie « moins l'inculturation que la standardisation de la religion concernée, c'est-à-dire l'adaptation de tous les systèmes de croyance religieuse aux valeurs du socialisme aux caractéristiques chinoises ». ¹⁹¹

En poursuivant cette politique d'« adaptation de la religion », la Loi sur l'éducation patriotique de 2023 mentionne à son article 22 « l'amélioration de la compatibilité des religions avec la société socialiste ». ¹⁹² La Loi sur l'éducation de 2021 dispose, à l'article 8, qu'« aucune organisation ou individu ne peut se servir de la religion pour mener des activités qui interfèrent avec le système éducatif de l'État ». ¹⁹³ Bien que cette formulation soit adaptée pour déclarer toute instruction religieuse ou catéchétique comme une « interférence », la Loi nationale sur la protection des mineurs de 2020 donne aux autorités des moyens supplémentaires pour empêcher les activités religieuses des mineurs, en regroupant la participation à des « cultes » religieux avec les « activités superstitieuses », le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme, rendant ainsi la religion soumise à une suspicion générale d'hostilité envers l'État. ¹⁹⁴

Cette ligne restrictive se poursuit dans la législation régionale des différentes provinces. Les réglementations des affaires religieuses des différentes provinces contiennent des restrictions explicites à l'instruction religieuse des mineurs. Elles fournissent aux autorités une justification pour prendre des mesures contre la participation des enfants et des adolescents à la vie religieuse communautaire. Cela inclut non seulement les offices religieux, mais aussi les camps d'été à caractère confessionnel, les écoles du dimanche, les retraites spirituelles et les activités religieuses familiales. Il est souvent interdit aux enfants d'entrer dans les lieux de culte, et dans plusieurs cas, les écoles ont exigé des parents et des élèves qu'ils signent des déclarations s'engageant à ne participer à aucune forme de pratique religieuse. Certaines réglementations incluent la phrase : « Aucune organisation ni individu ne doit organiser, inciter ou contraindre des mineurs à participer à des activités religieuses. »¹⁹⁵ Les « activités » incluent à la fois les offices religieux et les « voyages d'études, colonies de vacances et retraites spirituelles ». ¹⁹⁶ Dans certaines écoles, des lettres ont été envoyées aux parents pour les inciter à tenir leurs enfants à l'écart de la religion, arguant que la croyance religieuse entravait le développement moral et compromettait la compétitivité scolaire.

Tout cela a conduit à une interdiction de fait de toute pratique et éducation religieuses pour les moins de 18 ans en Chine, privant ainsi les communautés confessionnelles de leurs efforts de développement de la jeunesse, et créant une menace existentielle pour leur avenir.



Messe du dimanche matin à l'église. Cette photo de 2008 montre une jeune fille qui y assiste – une pratique désormais interdite, la réglementation actuelle interdisant la participation des mineurs.

Inde : lois anti-conversion

André Stiefenhofer

Les lois anti-conversion ont désormais été adoptées dans 12 États indiens, avec pour objectif déclaré d'empêcher les conversions religieuses obtenues par la coercition, la fraude ou des mesures incitatives. Ces lois exigent souvent que les individus informent les autorités avant de se convertir, et criminalisent les conversions réalisées par la force, la fraude ou des mesures incitatives. Bien que la dernière vague de lois anti-conversion soit imputable au parti au pouvoir, le Bharatiya Janata Party (BJP), elles remontent à 1936, et le Raj britannique avait permis à 12 États princiers d'adopter de telles lois à l'époque de l'indépendance.¹⁹⁷

En pratique, ces lois ont été systématiquement orientées contre les minorités religieuses, créant un climat de peur, encourageant les accusations mensongères et légitimant le harcèlement. Les minorités religieuses sont souvent dénoncées par des groupes hindous radicaux, et leurs activités humanitaires ou éducatives sont souvent déformées en tentatives de conversion.

Le 16 février 2025, dans la ville d'Indore (Madhya Pradesh), la religieuse missionnaire catholique Sheela Savari Muthu, avocate, et trois de ses collègues ont été arrêtés par la police, malgré l'absence de coercition ou de conversions religieuses. Ces arrestations faisaient suite à l'organisation, dans un jardin public, d'un camp de sensibilisation à la santé et à l'hygiène pour les enfants des travailleurs domestiques, - un événement qui avait reçu une approbation officielle préalable. L'intervention de la police a eu lieu après qu'une foule de nationalistes hindous se soit rassemblée sur les lieux, menaçant les organisateurs et accusant la religieuse d'essayer de convertir les enfants présents. « La police nous a emmenés au poste de police », a déclaré Sr Muthu. « Nous voulions porter plainte contre la foule hindoue, mais ils ont refusé de l'accepter et ont déposé une plainte criminelle contre nous. »¹⁹⁸ La municipalité d'Indore a ensuite démoli le bâtiment de quatre étages abritant son bureau, ignorant les appels à attendre une décision de la Cour.¹⁹⁹

L'affaire du Pasteur Jose Pappachan et de sa femme Sheeja dans le district d'Ambedkar Nagar, dans l'Uttar Pradesh, révèle comment les lois anti-conversion peuvent être utilisées comme un outil de persécution étatique. En janvier 2025, le couple a été reconnu coupable par un tribunal, condamné à cinq ans d'emprisonnement, et à une amende de 25 000 roupies (environ 391 CAD) par personne pour avoir tenté de convertir des personnes issues de milieux tribaux et dalits. Le couple a réfuté les accusations, arguant qu'ils ne faisaient qu'instruire les enfants et aider les gens à arrêter de boire de l'alcool et à se quereller.²⁰⁰ En février 2025, à la suite d'une décision de la Haute Cour d'Allahabad, le couple a été libéré sous caution.²⁰¹ Étant donné qu'en Inde, environ 20 % des chrétiens viennent de milieux tribaux et qu'environ 70 % sont des dalits, la perspective de la conversion de l'un de ces groupes peut susciter une réaction particulièrement hostile de la part des nationalistes hindous.²⁰²

Les lois anti-conversion encouragent les nationalistes hindous radicaux à des pratiques d'autodéfense et de lynchage qui créent un climat de peur parmi les minorités religieuses. Le 22 juin 2025, une foule de 150 personnes a pris d'assaut la maison du Pasteur Gokhariya Solanky dans le village de Nepa Nagar, dans le district de Burhanpur (Madhya Pradesh). La foule l'a attaqué ainsi que trois autres chrétiens, tous dalits, les a déshabillés et les a exhibés en sous-vêtements, le long d'une voie publique. Ils ont ensuite été emmenés au temple hindou local et forcés de s'incliner devant la divinité qui s'y trouvait. Par la suite, la foule a accusé les chrétiens d'avoir converti des hindous dalits au christianisme et les a remis à la police, qui les a placés en détention provisoire. La conclusion du Pasteur Solanky saisit bien la situation actuelle en Inde : « De fausses accusations de conversion sont régulièrement portées contre les chrétiens par des groupes hindous, qui travaillent à transformer l'Inde en une nation dominée par l'hindouisme. »²⁰³

Un homme en prière dans un petit village tribal de l'État du Jharkhand, en Inde.

Droit, pouvoir et pratique dans le monde musulman : les multiples facettes de la charia

Dennis Peters

La charia, ou loi islamique, occupe une place centrale dans le façonnement des contours de la liberté religieuse à travers le monde musulman. Pour certains, elle fonctionne principalement comme une boussole spirituelle et morale. Pour d'autres, elle sert de fondement au droit de l'État, avec des implications profondes pour la citoyenneté, les droits des minorités et l'égalité devant la loi. Pourtant, la charia n'est pas un système fixe ou uniforme. Son interprétation et son application varient considérablement selon les pays, et même à l'intérieur de ceux-ci, reflétant des interactions complexes entre tradition, modernité et autorité politique.

Contrairement à la notion de code unique et uniforme, il n'existe pas une charia au sens strict. Dans les États à majorité musulmane, le droit islamique s'étend d'une invocation symbolique des valeurs divines à un ordre juridique entièrement codifié et appliqué par l'État. Dans certaines constitutions, la charia est désignée comme la source principale du droit. Par exemple, en Arabie Saoudite, le Coran et la Sunna sont déclarés comme les seules sources du droit.²⁰⁴ En Iran, le Conseil des gardiens examine la conformité de toute législation avec la doctrine chiite.²⁰⁵ Dans les deux cas, la jurisprudence islamique détient l'autorité suprême. Ailleurs, la charia coexiste avec des systèmes juridiques laïcs et couvre des questions de statut personnel

telles que le mariage, le divorce et l'héritage. Cependant, la charia concerne bien plus que la politique et les questions d'ordre privé et familial. Le mot signifie littéralement « chemin droit menant vers l'eau », et pour un peuple du désert, c'est le chemin même de la vie.

L'écart entre la loi et la pratique

Comme l'a observé le juriste Ebrahim Afsah – sur le parcours de qui se fonde cet article sur les luttes constitutionnelles dans le monde musulman – l'application du droit s'écarte souvent des revendications constitutionnelles. Ce fossé peut être décisif pour la liberté religieuse. En Égypte, l'application discriminatoire des lois sur le blasphème a eu un effet dissuasif sur l'exercice du droit fondamental à la liberté de religion.²⁰⁶ D'autres pays, avec des codes plus stricts, les appliquent de manière incohérente. Dans le nord du Nigeria, les codes pénaux basés sur la charia sont appliqués de manière inégale, en fonction de la volonté politique locale et de la pression publique.²⁰⁷ Bien que les tribunaux de la charia dans le nord du Nigeria ne prononcent plus le châtiment cruel de l'amputation, ils ne sont pas exempts du problème normal de la corruption. Et tandis que certains chrétiens disent préférer les tribunaux de la charia, d'autres ont signalé des discriminations pour des raisons religieuses.²⁰⁸ Des États comme le Pakistan et l'Iran ont une forte identité juridique islamique.²⁰⁹ Dans la province d'Aceh en Indonésie, l'autonomie régionale a permis l'application de la charia – y compris des châtiments corporels – malgré la Constitution nationale laïque du pays.²¹⁰ Ces disparités, dont l'ampleur varie, ont des conséquences concrètes pour les communautés religieuses.

Racines historiques

La nature pluraliste du droit islamique a des racines historiques profondes. Les premiers empires musulmans ont généralement accommodé les coutumes locales et permis aux communautés non musulmanes²¹¹ — en particulier aux juifs et aux chrétiens sous le statut de *dhimmi* — de conserver leurs propres traditions juridiques, bien qu'avec des limites. L'expression religieuse publique était généralement limitée tandis que la conversion pour quitter l'Islam n'était pas autorisée.

Une femme musulmane reçoit 23 coups de fouet après avoir été retrouvée à proximité de son petit ami à Banda Aceh, en Indonésie.

Pour les minorités non abrahamiques, les conditions pouvaient être encore bien plus sévères, comme le montre la persécution des yézidis en Irak par Daech en 2014.²¹²

Transformations modernes

Les XIXe et XXe siècles ont exercé une forte pression sur la société pour qu'elle s'adapte aux modèles juridiques, militaires et éducatifs occidentaux. Les réponses ont varié : la Turquie a embrassé la laïcisation, l'Égypte a poursuivi des réformes juridiques partielles, l'Arabie Saoudite a résisté à de tels changements, les présentant comme incompatibles avec l'authenticité islamique. Aujourd'hui, quatre grands courants de pensée influencent les débats musulmans sur la charia :²¹³

1. **La laïcité, visant à éliminer la religion de la gouvernance publique ;**
2. **Le modernisme, qui consiste à croire que la charia peut être réinterprétée pour s'aligner sur les valeurs modernes ;**
3. **Le traditionalisme, qui soutient que la loi islamique est déjà suffisante et complète ;**
4. **Le fondamentalisme, appelant à un retour aux premières sources islamiques avec une stricte adhésion textuelle.**

Implications pour la liberté religieuse

Là où la charia est interprétée de manière à soumettre les non-musulmans, à interdire les conversions ou à criminaliser les insultes ressenties à l'encontre de l'Islam, la liberté religieuse est considérablement limitée. Au Pakistan, les accusations de blasphème ont déclenché des violences de masse et des persécutions judiciaires. Sous les talibans en Afghanistan, l'apostasie est passible de la peine de mort. Pourtant, les développements ne sont pas uniformément négatifs. En Tunisie et au Maroc, des réformes de nature religieuse ont élargi les droits des femmes et renforcé les protections des minorités. Dans certaines régions d'Asie centrale, des constitutions laïques ont empêché l'imposition de codes juridiques sectaires, même si cela s'applique souvent au détriment de libertés politiques et religieuses plus larges. Quant à l'Arabie Saoudite, en 2022, le Prince héritier Mohammed ben Salmane a lancé un projet visant à identifier et compiler les hadiths les plus authentiques du Prophète, selon lui pour prévenir leur exploitation par des acteurs extrémistes.²¹⁴

Conclusion

La charia se manifeste sous différentes formes, allant de références constitutionnelles à des systèmes complets appliqués par le pouvoir étatique. Son rôle dans les pays à majorité musulmane dépend de l'histoire, de l'influence politique et de la solidité ou de la faiblesse des institutions. Pour les défenseurs de la liberté religieuse, cette complexité exige une approche nuancée, adaptée à chaque contexte spécifique. Les défis sont réels, mais tout comme les signes de changement et d'ouverture à la discussion. Alors que les pays continuent de chercher leur identité et leur direction juridique, la manière dont la charia est utilisée restera une question clé dans la lutte pour la liberté religieuse dans le monde.



© AFP via Getty Images

Proche-Orient et Afrique du nord

La région du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord demeure l'une des zones les plus complexes et instables au monde. Bien que certains développements positifs aient été observés au cours de la période de deux ans faisant l'objet du présent rapport, ils ont été largement éclipsés par des tendances préoccupantes et par le conflit entre Israël et le Hamas, qui a déclenché des niveaux de violence sans précédent et une déstabilisation régionale plus large.

Plusieurs tendances majeures peuvent être identifiées qui, naturellement, ne s'appliquent pas à tous les pays de la région du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord ni à tous les États voisins à majorité musulmane comme la Turquie, le Pakistan et l'Afghanistan.

Les gestes du gouvernement envers les minorités religieuses

Bien que la liberté religieuse complète soit absente dans les États à majorité musulmane, certains ont montré une plus grande inclination à reconnaître que le pluralisme religieux constitue toujours une partie nécessaire du tissu social. Les monarchies islamiques telles que la Jordanie et le Maroc, en particulier, ont une longue tradition de dialogue interreligieux et appellent fréquemment à la modération religieuse.

Depuis plusieurs années, d'autres États à majorité musulmane de la région les ont rejoints en adoptant des politiques religieuses tolérantes. Les Émirats Arabes Unis (EAU), en particulier, ont continué à faire preuve de tolérance envers les

juifs et les chrétiens. L'inauguration de la Maison de la Famille Abrahamique à Abu Dhabi en 2023 en est l'un des exemples. Ce centre multiconfessionnel comprend une église, une synagogue et une mosquée. En avril 2023, la communauté juive des EAU a pu célébrer Pessah.²¹⁵ Et en février 2024, le Premier ministre indien, Narendra Modi, a inauguré le premier temple hindou d'Abu Dhabi.²¹⁶

Le Maroc a également pris des mesures en direction de la communauté juive. En novembre 2022, l'Université polytechnique Mohammed VI à Marrakech a inauguré la première synagogue d'un campus dans le monde arabe. Elle a été construite à côté d'une nouvelle mosquée du campus, les deux structures partageant un mur commun pour symboliser l'unité religieuse.²¹⁷ Cependant, il n'y avait aucun étudiant juif inscrit à l'université lorsque la synagogue a été ouverte, et en juillet 2025, il n'y en avait toujours pas. Quelques mois après l'inauguration, Israël a reconnu l'annexion du Sahara Occidental par le Maroc. La première administration Trump avait reconnu l'annexion en 2020 dans le cadre des discussions facilitant la normalisation des relations entre le Maroc et Israël.²¹⁸

En février 2023, Oman et le Saint-Siège ont établi des relations diplomatiques complètes.²¹⁹ À Bahreïn, le roi a fait don d'un terrain à l'Église orthodoxe et a rendu visite au Pape François après le voyage de ce dernier dans le pays.²²⁰

Ces étapes sont sans aucun doute positives, car elles commencent à réduire les réserves profondément ancrées à

l'égard des non-musulmans. Cependant, elles sont généralement associées à des intentions politiques, les États respectifs souhaitant se présenter à l'étranger comme tolérants, tout en agissant souvent de manière répressive sur le plan intérieur et en n'accordant pas de liberté religieuse complète.

Islam politique

Une enquête de l'Arab Barometer en 2023 a montré que dans la plupart des pays, les citoyens, jeunes et âgés, avaient une préférence claire pour un rôle accru de la religion en politique.²²¹

Cela se reflète dans les tendances de vote. L'aile politique des Frères musulmans a connu un grand succès lors des élections parlementaires en Jordanie en septembre 2024. Avec 31 sièges sur 138, le parti islamiste est devenu la plus grande faction du Parlement et a obtenu son meilleur résultat en 35 ans. Les autorités jordaniennes ont interdit les Frères musulmans en avril 2025, les accusant de planifier des actes de violence. L'aile politique a été autorisée à se maintenir, mais ses bureaux ont été perquisitionnés.²²²

La prise du pouvoir en Syrie par la milice islamiste du Hayat Tahrir al-Sham (HTS) à la fin de l'année 2024 a été beaucoup plus significative, tant sur le plan national qu'international. Au début de l'année 2025, le chef du HTS, Ahmed al-Sharaa, a été nommé Président pour la « période de transition ». Il a succédé au Président de longue date Bachar al-Assad, renversé par une offensive rebelle éclair, qui a mis fin à des décennies de règne de la minorité alaouite. Le Président al-Charaa est le fondateur d'al-Nusra²²³, une branche d'al-Qaïda qui a été responsable de dizaines d'attaques contre des civils, impliquant des massacres de chrétiens²²⁴ et de druzes. Malgré des commentaires plus récents en faveur de la liberté religieuse, al-Charaa (anciennement al-Julani) avait également déclaré, lors d'un entretien accordé en 2014, que son objectif « était de voir la Syrie gouvernée par la loi islamique, et qu'il n'y avait pas de place pour les minorités alaouites, chiïtes, druzes et chrétiennes dans le pays ».²²⁵

On ne sait pas encore avec certitude quel impact la prise de pouvoir du HTS aura en Syrie sur la liberté religieuse. Certains États occidentaux considèrent les nouveaux dirigeants comme des partenaires légitimes, bien que le gouvernement britannique ait déclaré que Hay'at Tahrir al-Sham était « un nom alternatif pour al-Nusrah », et considérait le HTS comme faisant partie d'al-Qaïda et donc comme une organisation terroriste interdite.²²⁶ Le Conseil de sécurité de l'ONU liste également le HTS comme une branche d'al-Qaïda et une organisation terroriste.²²⁷ Pourtant, le Président par intérim al-Charaa a été reçu à Paris par le Président Emmanuel Macron au début mai 2025. Le Président américain Donald Trump l'a rencontré en mai en Arabie saoudite, et en juillet 2025, les États-Unis ont retiré le HTS de leur liste des organisations terroristes.²²⁸

Les présidents Macron et Trump ont tous deux appelé à des politiques inclusives envers les minorités en Syrie, et

l'inclusion d'un chrétien et d'un druze dans le gouvernement de transition est un signe positif. Le gouvernement a assuré les chefs religieux chrétiens que les droits des minorités seraient respectés. Cependant, en juillet 2025, les chefs chrétiens ont déclaré qu'ils ne pouvaient pas faire confiance au Président al-Charaa pour les protéger, eux ou les druzes²²⁹, le HTS restant idéologiquement aligné avec l'islamisme radical.

Dans ce contexte, le massacre de centaines de membres de la communauté alaouite en mars 2025 est profondément troublant. Les chrétiens ont également été touchés.²³⁰ À la fin avril, des affrontements ont eu lieu entre des membres de la minorité druze et les troupes pro-gouvernementales, qui ont fait près d'une centaine de morts.²³¹

Étant donné la majorité sunnite en Syrie, rien n'indique qu'un gouvernement laïc sera formé après la période de transition de cinq ans. Aucun signe ne le laisse présager jusqu'à présent. Au contraire, les changements apportés à la constitution intérimaire indiquent une islamisation accrue de la vie politique et publique. Cela inclut la déclaration de mars 2025 affirmant que le Président doit être musulman et que la jurisprudence islamique constitue la principale source de la législation.²³²

Islamisation

L'islamisation de la vie publique, qui vise à obtenir l'approbation de la population et à accroître la légitimité des acteurs politiques, est une tendance croissante dans plusieurs régions. En Libye, le Gouvernement d'unité nationale (GNU) basé à Tripoli est reconnu internationalement, bien qu'il ne contrôle qu'environ le tiers du nord du pays et aucun territoire au sud. En novembre 2024, son ministre de l'Intérieur a annoncé qu'il prévoyait de réactiver la police de la « morale ». Il a ajouté que les femmes ne seraient pas autorisées à sortir de chez elles sans porter le voile islamique ni à voyager seules sans un gardien masculin.²³³

Le même mois, le Parlement irakien a étendu l'interdiction de l'alcool aux hôtels et aux clubs sociaux, rapprochant le pays d'une prohibition totale.²³⁴ Cependant, le nord du pays, contrôlé par les Kurdes, qui abrite de nombreux yézidis et a une grande population chrétienne dans sa capitale, Erbil, a largement ignoré l'interdiction.²³⁵ La vente d'alcool revêt une grande importance économique pour les minorités comme les chrétiens et les yézidis.

La même tendance à l'islamisation peut être observée en Turquie où, en 2024, l'église de Saint-Sauveur en Chora, datant du I^{er} siècle, a été officiellement transformée en mosquée. Le projet ÇEDES du pays a rencontré une forte opposition²³⁶ lorsque des imams ont été nommés « conseillers spirituels » dans les écoles. Le secrétaire général du syndicat des enseignants a qualifié cette mesure de réactionnaire et a déclaré que les enseignants n'emmèneraient pas les enfants aux séances que le gouvernement prévoyait.²³⁷

Le terrorisme islamiste réémerge

Le terrorisme djihadiste dans la région n'a pas atteint le niveau qu'il avait atteint en 2014 avec l'expansion territoriale de l'État islamique.

En janvier 2025, l'Institut pour l'étude de la guerre a déclaré que l'État islamique réémergeait en Syrie, où les récents changements dans la stratégie internationale de lutte contre le terrorisme avaient créé des vides de sécurité qu'il pouvait exploiter.²³⁸ Ils ont permis sa lente reconstitution dans le centre du pays.²³⁹

Le djihadisme s'est également répandu à de nouveaux endroits. En juillet 2024, six personnes, dont un policier, ont été tuées et 28 autres blessées lors d'une fusillade sans précédent dans une mosquée chiite située dans la capitale d'Oman, Mascate. L'État islamique a revendiqué la responsabilité d'une attaque pour la première fois dans l'histoire du pays.²⁴⁰

Au Pakistan, l'État islamique dans la province du Khorasan (EIPK) figure parmi les nombreux groupes terroristes qui déstabilisent le pays.²⁴¹ Il cible fréquemment les civils et les minorités religieuses, en particulier les musulmans chiites et les factions sunnites rivales comme les talibans. Alors que les talibans intensifiaient leur répression de l'EIPK en Afghanistan, de nombreux combattants se sont relocalisés au Pakistan, où ils ont construit des réseaux tant dans les zones urbaines que rurales. Cela a conduit à une forte augmentation de la violence, marquée par des attaques de plus en plus sophistiquées contre les minorités religieuses.²⁴² Il en va de même pour l'Afghanistan lui-même, où la liberté religieuse a complètement disparu depuis le retour au pouvoir des talibans en 2021. En plus de discriminer lourdement les minorités religieuses telles que les musulmans soufis et chiites, les dirigeants ne parviennent pas à les protéger contre l'EIPK.

Le conflit en Terre Sainte

Le conflit entre Israël et le Hamas a entraîné des niveaux de violence sans précédent. L'attaque terroriste contre Israël par le Hamas le 7 octobre 2023 a entraîné le plus grand massacre de juifs depuis la Seconde Guerre mondiale. La réponse militaire d'Israël a rendu de vastes parties de la bande de Gaza inhabitables. Le nombre de morts à partir de juillet 2025 dépasse les 60 000²⁴³, tandis que le nombre de blessés et de personnes souffrant d'une grave insécurité alimentaire est encore plus élevé. Israël a établi un précédent mortel en tuant plus de 400 travailleurs humanitaires et 1 300 travailleurs du secteur médical²⁴⁴, en raison de son absence de respect des Conventions de Genève dont il est signataire. Les mosquées et les églises de Gaza ont été gravement touchées. Les procureurs de la Cour pénale internationale accusent les deux parties de crimes de guerre.²⁴⁵

En Israël, le fossé entre les populations juive et arabe s'est creusé à cause de la guerre. La coalition dirigée par le Premier

ministre Benjamin Netanyahu a exacerbé les divisions ethniques et religieuses. Le ministre de la Sécurité nationale du gouvernement, Itamar Ben-Gvir, a attisé les tensions en visitant avec ostentation le Haram al-Sharif/Mont du Temple, à Jérusalem. Cela a entraîné des affrontements entre les musulmans et les forces de sécurité israéliennes. Pendant ce temps, le Président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, lors d'un discours aux Nations Unies à New York, a affirmé que le Mont du Temple était une propriété exclusivement musulmane.²⁴⁶

Les chrétiens en Israël, à leur tour, ont souffert d'un niveau sans précédent de violence et de mépris alors que des juifs fanatiques ciblaient à la fois les institutions chrétiennes et leurs dirigeants. L'impact de la guerre sur le tourisme religieux a aggravé l'affaiblissement économique des chrétiens en Terre Sainte.

Le conflit Israël-Hamas a déclenché une vague d'antisémitisme dans la région. En octobre 2023, un policier égyptien a abattu deux touristes israéliens à Alexandrie, et le djihadisme, qui a pris à cœur la cause des Palestiniens contre Israël, gagne de l'ampleur.

Le rapprochement entre l'Arabie Saoudite et Israël a été, du moins temporairement, interrompu par la guerre à Gaza. Le conflit entre l'Iran et Israël s'est également intensifié, avec une confrontation directe entre les deux États.

Les tendances géopolitiques évoluent au détriment des puissances chiites

L'équilibre des pouvoirs dans la région a basculé au détriment de l'islam chiite. Cela est particulièrement évident en Syrie avec l'ascension au pouvoir du mouvement islamiste sunnite HTS et le renversement du Président Assad, de confession alaouite, une confession issue de l'islam chiite. Tant en Syrie qu'au Liban voisin, la milice chiite Hezbollah a été gravement affaiblie par les frappes militaires israéliennes, et elle a été décapitée par l'assassinat de son dirigeant Hassan Nasrallah à Beyrouth. En Irak, de puissantes milices soutenues par l'Iran ont annoncé qu'elles envisageraient, pour la première fois, de désarmer afin d'éviter une escalade du conflit avec l'administration Trump.²⁴⁷ Le changement de pouvoir en Syrie et l'affaiblissement du Hezbollah au Liban ont à leur tour sévèrement limité l'influence régionale de l'Iran chiite. Le régime iranien a réagi en augmentant sa répression à l'intérieur du pays. En plus des femmes qui refusent de porter le voile obligatoire, cette répression compte aussi parmi ses victimes les minorités religieuses telles que les sunnites, les baha'is et les convertis au christianisme. Au cours de la dernière décennie, le nombre de chrétiens en Iran a plus que doublé, contrecarrant la tendance dans la région du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord et atteignant plus d'un million de croyants.

Les conditions de vie socio-économiques se détériorent

Selon le Programme alimentaire mondial, la région a connu « un niveau de crises sans précédent, des millions de personnes étant prises dans l'étreinte d'un conflit implacable, de troubles politiques, de crises de réfugiés stupéfiantes et d'un ralentissement économique profond. »²⁵⁰ Les pays du Maghreb ont adopté une ligne de plus en plus dure à l'égard des migrants subsahariens qui tentent de rejoindre l'Europe. Les autorités tunisiennes ont ainsi fait plus de 10 000 sans-abris en incendiant leurs campements de fortune.²⁵¹ La hausse des prix des aliments a intensifié la pression, avec une forte inflation dans plusieurs pays de la région – dépassant 250 % à Gaza à la fin de 2024²⁵² et 79 % en Syrie. Cependant, un signe d'espoir dans le domaine économique a été la levée des sanctions américaines sur la Syrie par le Président Trump en mai 2025.²⁵³ Le Royaume-Uni et l'Union européenne ont également assoupli ou levé les sanctions imposées au pays, alors que les Églises locales les appelaient à le faire depuis des années.²⁵⁴

Malgré des projections optimistes, l'Irak lutte contre la chute des prix du pétrole. En mai 2025, le Fonds Monétaire International a averti que cela impactait l'économie irakienne, exacerbant les vulnérabilités du pays.²⁵⁵ La baisse des prix a été aggravée par des attaques contre des champs pétroliers dans le nord kurde du pays, menées par ce que le Premier ministre régional a qualifié de « milices criminelles à la solde du gouvernement irakien », qui ont paralysé 70 % de la production pétrolière de la région.²⁵⁶ Étant donné que le budget de l'État irakien dépend fortement des revenus pétroliers, tout cela contribue à une économie déjà fragile et pourrait avoir de graves répercussions sociales et politiques, notamment en accélérant l'exode en cours des chrétiens et d'autres minorités religieuses du pays.

Conclusion

La région du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord a une fois de plus prouvé son instabilité dans les domaines politique, économique et sécuritaire. Depuis les années 1990, les épisodes de conflit ont plus que doublé et le nombre de morts dans la région a été multiplié par six.²⁵⁷ Cela est particulièrement dû à l'escalade du conflit Israël-Hamas. Les conditions socio-économiques montrent peu ou pas de signes d'amélioration. En effet, elles se sont détériorées, laissant les minorités religieuses vulnérables. Un signe encourageant durant cette période a été l'élection du Général Joseph Aoun en tant que Président du Liban en janvier 2025 – mettant fin à plus de deux ans de vacance du pouvoir – ce qui a marqué une étape positive vers le rétablissement de la stabilité institutionnelle.²⁵⁸

Plusieurs développements encourageants en matière de liberté religieuse ont eu lieu, tels que le projet de loi sur le statut personnel pour les chrétiens en Égypte.²⁵⁹ L'inauguration de la Maison de la Famille Abrahamique à Abou Dhabi, fruit de la vision du Pape François, a également mis en évidence que la liberté religieuse était possible dans un pays islamique stable et était inhérente aux valeurs communes des religions abrahamiques : le droit à la vie et le droit des parents d'inculquer des valeurs morales à leurs enfants, la complémentarité des sexes et le désir de protéger les bâtiments sacrés et d'honorer les chefs religieux. Cependant, dans l'ensemble la région n'avance pas de manière substantielle vers une liberté religieuse globale pour tous ses habitants.

Célébrations de rue sur la place Saadallah Al-Jabri, à Alep, le premier vendredi suivant la transition politique vers le nouveau régime, décembre 2024.



Persécution polie : le péché par omission

A Les actes d'hostilité contre les chrétiens dans les États occidentaux de l'OSCE sont souvent négligés et peu étudiés en raison d'un manque de documentation systématique. Lors d'un débat à la Chambre des Lords du Parlement britannique, Lord Moylan a déclaré qu'en France, en Allemagne et en Espagne, les attaques d'églises, de symboles religieux et d'institutions chrétiennes avaient augmenté ces dernières années, les incendies criminels de lieux de culte chrétiens ayant augmenté de 44 % en Europe occidentale.²⁶⁰

En 2016, le Pape François a identifié deux formes distinctes de persécution : la persécution explicite et ce qu'il a qualifié de « persécution polie » — une forme plus subtile se manifestant souvent par des pressions légales, culturelles ou institutionnelles.²⁶¹ Cette dernière forme a également suscité des inquiétudes au sein de l'OSCE²⁶² et d'autres organismes internationaux.

Le politiquement correct peut jouer un rôle dans ce type de persécution lorsqu'il n'est pas correctement pris en compte au niveau gouvernemental.²⁶³ Bien que la persécution polie soit distincte des actes criminels anti-chrétiens, tels que les attaques contre des croyants ou des églises, l'absence de réaction face à de tels comportements, alors que d'autres formes de crimes de haine sont combattues, est un symptôme de persécution polie.

L'OSCE

L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et son Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme (BIDDH) se distinguent parmi les organisations intergouvernementales par leur action contre les crimes de haine, y compris ceux à caractère anti-chrétien, en collaborant avec les gouvernements et les groupes de la société civile afin de collecter des informations sur les crimes de haine. Depuis 2009, la base de données sur les crimes de haine de l'OSCE a publié des informations reçues des États participants sur le nombre d'actes de haine enregistrés dans chaque pays, le type de crime de haine

et le groupe minoritaire ciblé. La collecte de données, soutient l'OSCE, est la première étape pour s'attaquer aux crimes de haine, et elle permet d'élaborer des politiques ciblées et un soutien personnalisé aux victimes.²⁶⁴

L'OSCE a été le premier organe intergouvernemental, en 2009, à qualifier la tendance à la marginalisation des chrétiens d'« intolérance et discrimination à l'encontre des chrétiens ».²⁶⁵ En juillet 2018, l'OSCE a publié une fiche d'information sur les crimes de haine anti-chrétiens dans la région de l'OSCE.²⁶⁶

Le talon d'Achille de la base de données sur les crimes de haine est qu'elle ne peut être plus performante que les données fournies par les États participants. Malheureusement, il existe une disparité importante dans la manière dont les pays prennent au sérieux leurs engagements de suivi envers l'OSCE.

Bonnes et mauvaises pratiques

Bien que l'OSCE ait identifié ce problème, peu de choses ont été faites pour y remédier. Les actes témoignant d'animosité à l'égard des chrétiens, y compris les actes criminels, continuent d'affecter la région de l'OSCE avec des données suggérant que la situation se dégrade.²⁶⁷ Pourtant, de nombreux États participant à l'OSCE ont fait peu d'efforts pour quantifier l'ampleur des problèmes dans le cadre de leurs frontières. Parmi les pays nordiques, par exemple, seule la Finlande a signalé des actes de haine contre les chrétiens depuis 2023. De plus, un retard significatif dans le rapport effectué par l'OSCE est à déplorer. Ainsi, le BIDDH n'a pas encore publié de statistiques pour 2024.

Aux États-Unis, une augmentation notable des actes de vandalisme à l'encontre des églises et d'autres sites chrétiens a été constatée, le gouvernement n'a pourtant pas publié de données officielles. Des groupes de la société civile ont néanmoins entrepris cette tâche et ont découvert une dure vérité : les attaques contre les chrétiens et les lieux de culte chrétiens deviennent beaucoup plus fréquentes.²⁶⁸ La Conférence des évêques catholiques des États-Unis est un exemple de bonne pratique, car elle suit minutieusement les attaques contre les biens appartenant à l'Église catholique.²⁶⁹ Elle a enregistré 56 actes criminels en 2024, et 19 de janvier à juin 2025. Parmi les attaques les plus notables, l'activation d'un engin explosif sur l'autel d'une église en Pennsylvanie le 6 mai 2025 et plusieurs incendies criminels dans des églises en octobre 2024 dans le Massachusetts, l'Arizona et en Floride sont à déplorer.

Le Royaume-Uni collecte des données auprès des différentes forces de police du territoire, mais ne les divulgue pas systématiquement au public. La *Countryside Alliance*, une organisation britannique défendant les intérêts ruraux, a soumis plusieurs demandes d'accès à l'information (FOI) aux 45 forces de police territoriales du Royaume-Uni



L'église de l'Immaculée Conception de Saint-Omer, en France, partiellement détruite après un incendie dans la nuit du 2 septembre 2024.

© Emmanuel Quinart

concernant les crimes commis dans des églises. 44 ont répondu, et les réponses ont montré que 34 forces de police ont dû intervenir pour s'occuper de 9 648 actes criminels visant des églises entre 2022 et 2024.²⁷⁰ La plupart de ces actes n'étaient pas des crimes de haine anti-chrétiens – par exemple, le rapport a identifié 181 vols de plomb et de métaux. Cependant, constatant que « en moyenne, au moins huit crimes par jour ont eu lieu dans des églises au cours de cette période de trois ans », la Countryside Alliance a demandé au gouvernement de « prolonger et garantir le financement futur ainsi que la promotion du programme de sécurité pour les lieux de culte », afin de couvrir les crimes commis dans des églises vulnérables en zone rurale.²⁷¹ Le programme actuel ne protège que les lieux de culte ou les centres communautaires qui ont subi des crimes de haine.²⁷²

La France a enregistré les cas de façon exemplaire²⁷³, et complé à d'autres formes de collecte de renseignements, ça lui a permis de mieux anticiper le danger. Pour la Semaine Sainte 2023 par exemple, le ministère de l'Intérieur a déployé plus de 10 000 policiers et a élevé le niveau de menace intérieure à l'alerte maximale.²⁷⁴ Le gouvernement grec est également un exemple de bonnes pratiques dans la tenue de dossiers concernant les incidents de haine anti-chrétienne. Le ministère des Affaires religieuses est en effet chargé de tenir des statistiques sur les attaques contre les lieux de culte.²⁷⁵

Les conséquences d'une documentation médiocre ou sélective

L'absence de signalement systématique des actes anti-chrétiens conduit à des politiques inefficaces, à la normalisation de l'hostilité, à un traitement inégal entre les groupes religieux et à une vulnérabilité accrue des communautés chrétiennes. Au sein de l'UE, des avancées positives ont été réalisées, car la coordinatrice de la Commission européenne chargée de la lutte contre la haine antimusulmane en Europe a examiné des moyens de résoudre les problèmes, notamment le lancement du rapport *Être musulman dans l'UE* (les 24 et 25 octobre 2024). La Commission européenne et le ministère néerlandais de l'Intérieur et des Relations au sein du Royaume ont également coorganisé un atelier à La Haye le 21 novembre 2024 intitulé « Lutter contre la haine antimusulmane : Présentation des efforts et partage des meilleures pratiques des ministères de l'Intérieur de l'UE ». ²⁷⁶ Cependant, face à la montée des attaques contre les églises et les ministres du culte chrétiens, Alessandro Calcagno, conseiller à la Commission des évêques de la Communauté européenne (COMECE), a appelé à désigner également un coordinateur de l'UE pour lutter contre la haine anti-chrétienne en Europe.²⁷⁷ Il n'existe actuellement aucun soutien comparable pour les groupes chrétiens dans l'UE.

L'absence d'identification du problème a pour conséquence de laisser mijoter la haine antichrétienne dans des pans entiers de la région de l'OSCE.

ANALYSE RÉGIONALE



Pays de l'OSCE

Roger Kiska

L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) se décrit comme la plus grande organisation régionale de sécurité au monde.²⁷⁸ Ses 57 États membres sont souvent divisés entre ceux « à l'est de Vienne » et ceux « à l'ouest de Vienne ». L'OSCE comprend la Russie, les États-Unis, le Canada, l'Europe (UE, EEE, Royaume-Uni, et Suisse), et tous les pays de l'ancienne Europe de l'Est soviétique, le Caucase et l'Asie centrale.

Chaque État participant à l'OSCE dispose d'une forme de protection constitutionnelle de la liberté religieuse. Cependant, la manière dont la liberté religieuse et les droits de l'homme sont respectés dans la pratique varie considérablement.

Augmentation de l'antisémitisme et des actes anti-musulmans

La région de l'OSCE, en particulier « à l'ouest de Vienne », a connu une augmentation spectaculaire des actes antisémites et anti-musulmans depuis l'attaque du 7 octobre 2023 contre Israël, et la guerre qui en a résulté. La France a enregistré une augmentation de plus de 1 000 % des actes antisémites, avec 1 676 actes survenus rien qu'en 2023.²⁷⁹ Au cours de l'année suivante, pas moins de 106 attaques physiques ont été rapportées, dont le viol d'une jeune fille juive de 12 ans à Courbevoie.²⁸⁰ En 2023, le nombre d'actes de haine anti-musulmans en France a augmenté de 29 % pour atteindre 242.²⁸¹

Aux États-Unis, les campus universitaires ont connu une éruption de manifestations anti-Israéliennes et des campements permanents à travers le pays. Cela a conduit à l'arrestation ou la suspension de centaines d'étudiants, à la prise d'assaut de bâtiments universitaires et à la démission de présidents d'université. Le ciblage des étudiants juifs a conduit certains d'entre eux à se sentir en insécurité pour assister aux cours ou aux examens

sur le campus, et a forcé certaines universités à passer aux cours en ligne pour pouvoir continuer l'enseignement.²⁸³

Le Royaume-Uni a enregistré des chiffres records de crimes de haine antisémites²⁸⁴ et anti-musulmans²⁸⁵ à la suite du 7 octobre. Des mosquées et des centres islamiques ont été attaqués dans le cadre d'une série de manifestations et d'émeutes à la fin de juillet et au début d'août 2024, déclenchées par de fausses informations sur les réseaux sociaux selon lesquelles les coups de couteau mortels reçus par trois jeunes filles lors d'un cours de danse à Southport avaient été portés par un immigré, à qui on a ensuite attribué un nom à consonance musulmane. Dans les faits, les parents de l'assaillant étaient des immigrés et son lien principal avec l'islam était de posséder un manuel de formation d'al-Qaïda.²⁸⁷

Un rapport de 2023 en Allemagne a enregistré 4 369 crimes liés au conflit Israël-Hamas, soit une augmentation sans précédent par rapport aux 61 cas de 2022.²⁸⁸ L'Association fédérale des départements de recherche et d'information sur l'antisémitisme (RIAS) a documenté 4 782 cas d'antisémitisme, soit une augmentation de plus de 80 % par rapport à l'année précédente.²⁸⁹ Le réseau CLAIM a signalé 1 926 actes anti-musulmans en 2023, soit plus du double du chiffre de l'année précédente, qui était de 898.²⁹⁰

Les zones affectées par les conflits armés

La guerre en cours en Ukraine a entraîné des violations de la liberté religieuse des deux côtés. En Ukraine occupée par la Russie, les autorités ont systématiquement réprimé toute confession religieuse ou membre du clergé suspecté d'être pro-ukrainien. L'Église orthodoxe d'Ukraine et l'Église gréco-catholique ukrainienne ont été particulièrement touchées, mais les communautés musulmanes indépendantes, les évangéliques

et d'autres minorités religieuses l'ont également été.²⁹¹ Pour sa part, l'Ukraine a réprimé des organisations religieuses et laïques qu'elle soupçonnait d'avoir des sympathies pour Moscou. Le 23 septembre 2024, la Loi sur la Protection de l'Ordre Constitutionnel dans le Domaine de l'Activité des Organisations Religieuses est entrée en vigueur²⁹², interdisant les organisations religieuses liées à la Russie. Bien que non mentionnée directement, la cible principale de la loi était manifestement l'Église Orthodoxe Ukrainienne du Patriarcat de Moscou (ÉOU-PM), une Église autonome sur laquelle l'Église orthodoxe russe continue de revendiquer sa juridiction. En mai 2024, l'ÉOU-PM comptait 10 587 paroisses en Ukraine, contre 8 075 paroisses pour l'Église orthodoxe d'Ukraine.²⁹³

Depuis la fin de 2024, l'Ukraine a connu une augmentation spectaculaire du nombre de procédures pénales à l'encontre des objecteurs de conscience au service militaire, avec des peines de prison pouvant aller jusqu'à trois ans. Fin octobre 2024, environ 300 objecteurs de conscience, dont 95 % étaient des témoins de Jéhovah, faisaient l'objet d'une enquête criminelle.²⁹⁴ Un phénomène similaire, assorti de lignes directrices similaires pour ce qui est des peines de prison, a eu lieu dans la Fédération de Russie, où aucune disposition légale ne prévoit de service civil alternatif pendant une période de mobilisation.²⁹⁵

En 2023, l'armée azerbaïdjanaise a lancé une offensive majeure et a pris le contrôle total de la région contestée du Haut-Karabakh, entraînant le nettoyage ethnique de 120 000 Arméniens.²⁹⁶ La région était historiquement habitée par des chrétiens arméniens, et après sa prise de contrôle, le gouvernement azéri a procédé à la destruction d'églises historiques.²⁹⁷

Incidents anti-chrétiens

La région de l'OSCE a également été témoin d'un vandalisme continu contre des églises. Au Canada, selon un rapport de CBC News, au moins 33 églises ont été détruites par le feu entre mai 2021 et décembre 2023, et 24 cas ont été confirmés comme étant des incendies criminels.²⁹⁸

Les attaques contre des églises en Espagne ont également été fréquentes. Le 8 mars 2023, des militantes féministes ont collé des affiches sur l'entrée principale de l'église du Cœur-Immaculé-de-Marie à Sabadell, et l'ont peinte en violet lors d'une manifestation pour la Journée des femmes.²⁹⁹ L'Espagne a également été témoin de nombreuses attaques contre des clercs et des laïcs. Le 25 janvier 2023, un djihadiste présumé a tué un sacristain, blessé un prêtre ainsi qu'un converti marocain à Algeciras.³⁰⁰ À Valence, un prêtre a été tué et plusieurs autres blessés dans leur monastère par un homme qui criait : « Je suis Jésus-Christ. »³⁰¹

En Italie, 41 des 42 attaques contre des lieux de culte visaient des églises.³⁰²

La prière mensuelle du rosaire par des hommes de confession catholique sur la place principale de Zagreb et dans 12 autres

localités en Croatie a subi les attaques répétées d'activistes, après que les convictions pro-vie des participants ont été révélées. Depuis que ces hommes ont commencé à se rassembler pour ces prières apolitiques en janvier 2023, ils sont devenus la cible de manifestations agressives.³⁰³

En Grèce, selon les autorités, un total de 608 actes de vandalisme et d'incendie criminel ont été commis en 2024 contre des lieux de culte, les chapelles et églises orthodoxes étant les plus ciblées. Le plus grand nombre de ces actes a eu lieu à Athènes-Pirée.³⁰⁴

La France a enregistré environ 1 000 actes anti-chrétiens en 2023, dont 90 % étaient des attaques contre des bâtiments religieux chrétiens.³⁰⁵

Aux États-Unis, les attaques contre les églises ont doublé entre 2022 et 2023³⁰⁶, certaines d'entre elles étant liées à des manifestations en rapport avec l'avortement, à la suite de la décision de la Cour suprême *Dobbs* en 2022³⁰⁷ qui a supprimé l'autorisation fédérale pour l'avortement et a délégué sa réglementation aux États.

Persécution polie

La persécution polie fait référence à des formes d'oppression non violentes mais coercitives, se manifestant à travers des pratiques gouvernementales ou bureaucratiques, des normes sociales et des lois. Leur effet est de marginaliser les chrétiens, les empêchant de manifester leurs croyances religieuses dans la vie publique, y compris sur leurs lieux de travail. Il devient de plus en plus courant, par exemple, que des fonds publics ne soient disponibles que si l'organisme bénéficiaire n'a pas de croyances considérées comme discriminatoires envers la communauté LGBT. Dans une municipalité du sud-ouest de la Norvège, un tel règlement a donné lieu à des plaintes de la part de cinq groupes chrétiens différents qui se sont vu refuser un financement, prétendument en raison de leurs opinions doctrinales.³⁰⁸

Le harcèlement de chrétiens accusés de soi-disant incitation à la haine se poursuit également. En Finlande, Päivi Räsänen, une parlementaire chrétienne et ancienne ministre de l'Intérieur, fait l'objet de poursuites pénales depuis 2019 pour avoir exprimé des points de vue chrétiens conservateurs sur l'homosexualité dans une brochure qu'elle a aidé à produire en 2004, ainsi qu'en raison de commentaires publics qu'elle a faits en 2019 et 2020. Bien qu'elle ait été acquittée par le tribunal pénal de première instance et par la Cour d'appel, le gouvernement a fait appel de l'affaire devant la Cour suprême.³⁰⁹

En 2024, en Belgique, un tribunal a statué que l'archevêque Luc Terlinden et l'ancien archevêque Jozef De Kesel avaient discriminé une femme en lui refusant deux fois l'accès à la formation diaconale parce que c'était une femme, et leur a ordonné de payer une amende.³¹⁰ Cette décision soulève de graves questions sur l'autonomie de l'Église à gouverner sa propre doctrine.

Cependant, des développements positifs ont eu lieu, certaines des plus hautes juridictions de la région de l'OSCE s'opposant à

la persécution polie, en faveur de la liberté religieuse. Dans l'affaire *Higgs contre l'école de Farmor*³¹¹, la plus haute Cour d'appel d'Angleterre et du pays de Galles a statué en faveur d'une administratrice pastorale qui avait été licenciée par son employeur, une école primaire, pour avoir publié deux messages sur Facebook critiques à l'égard de l'éducation LGBT pour les jeunes enfants. Les messages, qui étaient imprégnés de contenu chrétien, faisaient écho à un débat en cours en Angleterre sur l'éducation aux relations sexuelles et à l'idéologie de genre, rendue obligatoire dans les écoles primaires.

La Cour suprême des États-Unis a également rendu deux décisions s'opposant à la persécution polie. Dans l'affaire *Groff contre DeJoy*³¹², elle a clarifié un débat de longue date sur la mesure selon laquelle les employeurs doivent fournir des aménagements raisonnables aux personnes présentant des caractéristiques protégées pertinentes, dont la religion. Le plaignant, un employé des postes, avait poursuivi son employeur pour avoir changé ses politiques et exigé qu'il travaille le dimanche. La Cour suprême a statué que le fait de ne pas prendre en compte ses croyances chrétiennes profondément ancrées violait son droit à la liberté religieuse en vertu du Premier amendement, car le bureau de poste n'a pas pu établir que son absence de travail le dimanche causerait un préjudice substantiel à l'entreprise.

Asie centrale et islam

Dans les pays de cette région – et peut-être de manière encore plus aiguë au Turkménistan – les violations de la liberté religieuse doivent être évaluées dans le cadre des préoccupations de sécurité nationale, en particulier à la lumière de la menace perçue de l'extrémisme islamique. L'islam est présent dans la région depuis le VIII^e siècle, façonné par une forte influence soufie, puis s'est consolidé sous divers khanats, y compris ceux de Gengis Khan. Cette tradition spirituelle et culturelle a largement survécu à la période soviétique et demeure intacte. En revanche, l'émergence du salafisme – tel que promu par des groupes comme l'État islamique – est devenue une préoccupation croissante au cours des 25 dernières années.

Dans ce contexte, les mesures adoptées par les gouvernements régionaux pour contrer la radicalisation nécessitent une évaluation minutieuse, au cas par cas, en tenant compte de la proportionnalité de la réponse par rapport à la crédibilité de la menace. Distinguer l'intention sous-jacente des restrictions à la pratique religieuse est essentiel pour faire la différence entre des impératifs de sécurité légitimes et une répression injustifiée. En avril 2023, le régime d'Azerbaïdjan a arrêté des centaines de musulmans chiites présumés avoir des liens avec l'Iran.³¹³ Le Mouvement d'Unité Musulmane (Müsəlman Birliyi Hərəkəti, MBH), un groupe chiite opposé au contrôle de l'État sur les pratiques religieuses, a également subi une persécution continue, incluant des arrestations, des passages à tabac et de la torture.³¹⁴ En janvier 2024, l'Azerbaïdjan s'est retiré de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe après la décision de l'institution de ne pas ratifier les pouvoirs de la délégation azerbaïdjanaise en raison de violations présumées des droits de l'homme.³¹⁵

En 2023, la Commission américaine sur la liberté religieuse internationale (USCIRF), à la suite d'une visite sur le terrain, a recommandé que le Kazakhstan soit placé sur une Liste de Surveillance Spéciale pour ses violations « graves » de la liberté religieuse.³¹⁶ Des musulmans sunnites continuent d'être maintenus en détention, malgré un appel formulé deux ans auparavant par le Groupe de travail des Nations Unies sur la détention arbitraire en faveur de leur libération.³¹⁷

Le Kirghizistan a continué de réprimer les expressions de la foi islamique qui différaient de la version de l'islam approuvée par l'État. Entre janvier et juin 2023, le Comité d'État pour la sécurité nationale (SCNS) a arrêté au moins 23 membres de Hizb ut-Tahrir et 16 membres de Yakyn Inkar. Ces arrestations étaient souvent justifiées par la possession de matériaux « extrémistes ».³¹⁸ En août 2023, le SCNS a fermé 39 mosquées et 21 madrasas (écoles islamiques) dans la région d'Osh, mentionnant le non-respect des lois sur la liberté religieuse, les normes de construction, l'hygiène et la sécurité contre les incendies.³¹⁹ En novembre 2023, une proposition a été faite au Parlement kirghize pour interdire les voiles et les longues barbes pour des « raisons de sécurité publique ».³²⁰

Au Tadjikistan, un pays à majorité sunnite, les musulmans qui s'opposaient simplement aux politiques gouvernementales étaient classés arbitrairement comme extrémistes. Les fonctionnaires tadjiks maintenaient leur surveillance et leur punition des pratiques religieuses en utilisant la « loi sur les traditions » qui interdit les rituels religieux considérés comme excessifs.³²¹ Plusieurs mosquées ont été détruites ou fermées en 2023 pour faire pression en faveur de la conscription.³²²

Au Turkménistan, le régime de la famille Berdimuhamedow a réagi de manière agressive face aux pratiques musulmanes « non traditionnelles » et conservatrices. Les musulmans qui s'écartent de l'interprétation de l'islam approuvée par l'État ont été victimes de persécutions, dont de longues peines de prison.³²³ En août 2023, Forum 18 a rapporté qu'à Türkmenbaşy, la police avait effectué des descentes dans les maisons de musulmans pieux, saisissant des ouvrages religieux.³²⁴ En avril 2024, les services de sécurité ont intensifié la surveillance des jeunes fréquentant les mosquées, arrêtant et interrogeant les jeunes hommes qui priaient sur place, en particulier après l'attaque terroriste de *Crocus City Hall* à Moscou.³²⁵ Des magasins vendant des vêtements et des articles religieux ont également été perquisitionnés.³²⁶

L'Ouzbékistan présente des traits communs avec d'autres républiques d'Asie centrale post-soviétiques. En juin 2024, environ 100 hommes musulmans ont été arrêtés dans la région méridionale de Qashqadaryo dans le cadre d'une campagne nationale visant les individus partageant et discutant de leur foi.³²⁷ En septembre 2023, les autorités ouzbèkes ont fermé au moins 10 restaurants halal à Tachkent parce qu'ils ne vendaient pas d'alcool.³²⁸ En février 2024, la police de Tachkent a arrêté au moins dix hommes portant une barbe jugée longue et les a emmenés au poste de police, où ils ont été contraints de se raser la barbe sous la menace d'une peine de prison.³²⁹

Le recul du droit à l'objection de conscience

OSCE

Le 8 mars 2022, l'Organisation mondiale de la santé en collaboration avec le Programme spécial de recherche, de développement et de formation à la recherche en reproduction humaine a publié ses *Lignes directrices sur les soins liés à l'avortement*. L'objectif de ce guide de 170 pages est, selon l'ONU, « de présenter l'ensemble des recommandations et des meilleures pratiques de l'OMS relatives à l'avortement ».³³⁰

Parmi les 50 recommandations, la recommandation 22 stipule qu'il existe une « obligation en matière de droits humains de veiller à ce que l'objection de conscience n'entrave pas l'accès à des soins de qualité pour l'avortement ».³³¹ Le rapport déclare que l'objection de conscience « continue de faire obstacle à l'accès à des soins de qualité pour l'avortement ».³³²

La région de l'OSCE est composée de 57 États participants, dont 46 (membres du Conseil de l'Europe) ont ratifié l'article 9 de la Convention européenne des droits de l'homme, qui reconnaît explicitement que : « Toute personne a droit à la liberté de pensée, de **conscience** et de religion. »³³³ C'est un droit qui, s'il est violé, peut faire l'objet de procédures judiciaires devant la Cour européenne des droits de l'homme.

L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe s'est également exprimée avec autorité à propos de la liberté de conscience, en particulier concernant la recherche et la fourniture de services qui détruiraient la vie humaine. La Résolution 1763 (2010)³³⁴ déclare notamment :

« 1. Nul hôpital, établissement ou personne ne peut faire l'objet de pressions, être tenu responsable ou subir des discriminations d'aucune sorte pour son refus de réaliser, d'accueillir ou d'assister un avortement, une fausse couche provoquée ou une euthanasie, ou de s'y soumettre, ni pour son refus d'accomplir toute intervention visant à provoquer la mort d'un fœtus ou d'un embryon humain, quelles qu'en soient les raisons ».

Comme moyen supplémentaire d'assurer l'accès à l'avortement, la Recommandation 22 des *Lignes directrices sur les soins liés à l'avortement* suggère « de prohiber les revendications institutionnelles de conscience ». Ne pas prévoir d'objection de conscience institutionnelle pour les prestataires de soins médicaux à caractère confessionnel dans des domaines comme l'avortement et le suicide assisté — actes considérés comme une manière de prendre intentionnellement la vie et/ou une violation de la doctrine religieuse — constitue une violation de la liberté de conscience tout aussi grave que la privation des droits individuels.³³⁵

Le plus grand fournisseur de soins de santé non gouvernemental au monde est l'Église catholique. Responsables d'environ 25 % des établissements de santé dans le monde (ce chiffre pouvant se situer entre 40 % et 70 % dans certaines parties de l'Afrique subsaharienne, en particulier dans des zones rurales isolées)³³⁶, les établissements médicaux catholiques ont une compréhension claire du droit de protéger la vie, de la conception jusqu'à sa fin naturelle. Les Lignes directrices sur les soins liés à l'avortement constituent une attaque directe contre le droit à l'objection de conscience de ces institutions médicales et du personnel catholique et d'autres institutions confessionnelles.

Les défis au niveau supranational reflètent des développements – concernant à la fois l'avortement et l'euthanasie – à des niveaux locaux. En Suède, malgré une pénurie de sage-femmes largement reconnue, Ellinor Grimark s'est vue refuser un emploi par plusieurs prestataires de soins de santé en raison de son objection de conscience à l'avortement. La Cour européenne des droits de l'homme a finalement refusé de prendre en charge son affaire.³³⁷

La Cour suprême du Royaume-Uni, dans un jugement très médiatisé, a jugé de manière défavorable deux sage-femmes qui, en Écosse, avaient refusé de participer à des actes liés à l'avortement, en soutenant que la clause d'objection de conscience de la loi sur l'avortement de 1967 ne s'appliquait qu'à la participation directe.³³⁸

En mai 2023, la Commission Communautaire Commune de la Région de Bruxelles-Capitale a émis de nouvelles normes exigeant que les institutions, y compris celles à éthique catholique ou d'autres religions, pratiquent des avortements ou des euthanasies au sein de leurs hôpitaux ou, en cas de circonstances exceptionnelles, prévoient que ces actes soient effectués par un hôpital coopérateur.³³⁹

Conclusion

Malgré les protections explicites accordées à la liberté de conscience dans tous les États participant à l'OSCE, y compris des recours en droit privé devant les tribunaux, les droits individuels et institutionnels à l'objection de conscience ont été menacés lorsque les systèmes juridiques ont jugé d'autres intérêts concurrents, tels que la conscription militaire ou les services d'avortement, plus importants que la liberté religieuse.



Régimes autoritaires et l'alliance idéologique progressiste et socialiste en Amérique latine

Dr. Marcela Szymanski

Partout dans le monde, un nombre croissant de **régimes autoritaires** restreignent la liberté religieuse dans le cadre de stratégies plus vastes visant à consolider leur pouvoir et à éliminer les centres d'influence concurrents. Que ce soit par l'intermédiaire d'institutions étatiques ou de réseaux criminels, ces régimes démantèlent des structures indépendantes telles que les syndicats, les médias, les associations professionnelles et les communautés religieuses qui ne se conforment pas au discours officiel. Dans ce contexte où l'État de droit est faible ou appliqué de manière sélective, les violations de la liberté religieuse sont fréquentes et souvent non documentées.

Cette tendance mondiale est particulièrement visible en **Amérique latine**, où une alliance de partis à l'idéologie progressiste et socialiste, connue sous le nom de **Forum de São Paulo** (FSP), a gagné du terrain. Bien que le Forum prétende promouvoir l'intégration régionale et la justice sociale, il ferme régulièrement les yeux sur les pratiques autoritaires de ses membres, voire les approuve.

Fondé en 1990 à São Paulo, au Brésil, le Forum comprend des partis politiques de 24 pays, dont 13 ont exercé le pouvoir au cours de la période faisant l'objet du présent rapport. Son objectif déclaré est de renforcer l'unité de la gauche, de promouvoir des alternatives au néolibéralisme et de poursuivre l'intégration régionale, comme déclaré

dans son document fondateur de 1990 et réaffirmé lors de ses plus récentes réunion et résolution, en juillet 2023.³⁴⁰

Créé à l'origine comme une plateforme de réalignement idéologique post-Guerre froide, le Forum de São Paulo est devenu un réseau de soutien soudé entre les régimes autoritaires progressistes et socialistes d'Amérique latine, indépendamment de leur ancrage démocratique. Les analystes ont noté que le Forum fonctionne souvent comme un mécanisme de soutien politique mutuel, notamment pour les régimes confrontés à la critique internationale, inscrivant cette solidarité dans des termes d'anti-impérialisme et de souveraineté nationale.

Excluant tous les partis libéraux ou conservateurs, le FSP sert de plateforme pour la mise en œuvre des modèles socialistes dans les pays d'Amérique latine. À l'instar de Cuba, du Nicaragua et du Venezuela³⁴¹, ses partis membres rejettent l'universalité des droits fondamentaux au profit d'un « bien-être populaire » défini par l'autorité de l'État et, au nom de la justice distributive, privilégient la propriété publique des biens. Le Forum prône le soutien mutuel pour construire un « monde multilatéral, juste et égalitaire », aligné sur les idéaux socialistes mais ancré dans l'identité latino-américaine.

Dans ce modèle, la religion a peu de valeur, et constitue même une menace, à moins qu'elle ne soit en accord avec les objectifs de l'État.

Les groupes religieux possèdent souvent une forte capacité organisationnelle, des réseaux transnationaux et une autorité morale, le groupe religieux opposé constitue un défi direct à l'autorité centralisée de l'État.

Image du haut : Pays d'Amérique latine membres du Forum de São Paulo (en vert).

Page opposée : Première réunion du Forum de São Paulo en juillet 1990.

Pour les régimes autoritaires, la première stratégie est la collaboration et, à défaut, la répression. Lors des troubles sociaux au Nicaragua et au Venezuela, les gouvernements ont d'abord tenté de récupérer³⁴² puis de harceler les Églises³⁴³ — initialement en refusant des permis de résidence et des visas au clergé, en surveillant les offices religieux, et enfin en accusant les Églises de trahison, ce qui a conduit à l'expropriation d'écoles et d'hôpitaux³⁴⁴, à des expulsions du pays ou des emprisonnements.³⁴⁵

Lors de sa réunion de 2023, le Forum a rejeté des propositions de condamnation des régimes de Nicolás Maduro (Venezuela) et de Daniel Ortega (Nicaragua) pour avoir ignoré les résultats d'élections³⁴⁶, démontrant ainsi sa loyauté envers ses alliés idéologiques au détriment des principes démocratiques et des droits de l'homme.

En 2025, **les partis membres du FSP gouvernent au moins 524 millions de citoyens à travers l'Amérique latine.** Dans beaucoup de ces pays, la liberté religieuse ainsi que d'autres droits de l'homme sont en déclin.³⁴⁷

Les dirigeants d'organisations confessionnelles sont souvent soumis à une surveillance étroite dans des environnements politiques qui privilégient une loyauté sans faille envers l'État. Lorsque des chefs religieux sont officiellement

qualifiés d'opposants ou de subversifs, leur travail devient non seulement difficile, mais aussi dangereux. L'objectif n'est pas seulement de neutraliser l'opposition, mais de redéfinir la religion elle-même comme un outil de propagande d'État.

Malgré ces contraintes, les groupes religieux demeurent essentiels pour fournir éducation, soins de santé et autorité morale.

La tension entre la liberté religieuse et l'autoritarisme socialiste en Amérique latine n'est pas théorique. C'est une réalité quotidienne pour un grand nombre de fidèles et religieux, qui du fait de leur engagement en faveur de la justice et de la dignité humaine, se retrouvent en conflit direct avec des régimes en quête de contrôle absolu.

Le Forum de São Paulo représente plus qu'une alliance politique idéologique régionale. Il illustre comment les autocraties modernes évoluent au nom de la justice, de l'égalité et de la souveraineté nationale. Ce faisant, elles érodent les valeurs mêmes qu'elles prétendent défendre, dont le droit à la liberté de conscience, de pensée, de croyance, du culte et d'expression. En Amérique latine, la liberté religieuse est de plus en plus sacrifiée au profit de la conformité idéologique. Le monde devrait être attentif à cette réalité.



ANALYSE RÉGIONALE



Amérique latine et Caraïbes

Au cours de la période 2023-2024, la liberté de religion ou de croyance en Amérique latine et dans les Caraïbes a été marquée par des tensions entre les garanties constitutionnelles et les réalités politiques, sociales et culturelles de la région. Le christianisme est la religion prédominante. Néanmoins, malgré une homogénéité apparente, plusieurs facteurs – dont le crime organisé, la faiblesse des institutions, des cadres réglementaires restrictifs et des tensions idéologiques – ont continué de menacer la liberté religieuse.

La violence contre les chefs religieux et le vandalisme

En 2023 et 2024, **au moins 13 chefs religieux ont été tués** au Mexique, en Colombie, en Équateur, au Salvador, au Guatemala et au Honduras. Dix-sept missionnaires et laïcs ont également été assassinés dans des contextes pastoraux en Équateur, en Haïti, au Honduras et au Mexique. À cela, il convient d'ajouter la **mort de neuf autres laïcs** au Mexique au début de 2025. Il n'y a pas de preuves que tous ces crimes aient été motivés par une haine de la foi, mais ils reflètent l'insécurité entourant le ministère dans des zones très conflictuelles et instables. Les chefs religieux occupent une place importante dans leurs communautés et leur influence en fait des cibles d'attaques et d'intimidations. Il en va de même pour ceux qui osent critiquer les régimes autoritaires. Ils sont considérés comme une menace et peuvent faire l'objet de représailles. En **Haïti**, au moins 19 prêtres et religieux ont été enlevés contre rançon, et deux religieuses ont été tuées en 2025.

Des attaques, des profanations et des cas de violence symbolique ont eu lieu contre des lieux de culte **en Bolivie, au Brésil, au Chili, en Colombie, à Cuba, en Haïti, au Mexique, au Nicaragua, au Panama, au Pérou, en République dominicaine, en Uruguay et au Venezuela**. D'autres pays, en revanche, ont connu une baisse de la fréquence des actes de cette nature et un nombre réduit d'atteintes aux convictions religieuses.

Certains pays disposent d'observateurs ou de canaux de signalement qui facilitent la quantification et la description des violences. Selon l'Observatoire cubain des droits de l'homme, il y a eu 996 actes contre la liberté religieuse

dans ce pays pendant la période faisant l'objet du présent rapport. Au Brésil, les citoyens peuvent dénoncer les violations des droits humains via le numéro de téléphone 100. En 2023, 2 124 plaintes liées à l'intolérance religieuse ont été recensées, principalement déposées par des adeptes de la religion afro-brésilienne. Au Nicaragua, le Collectif Nunc-a Más, Me Martha Patricia Molina Montenegro (avocate) et l'ONG Monitoreo Azul y Blanco suivent les persécutions religieuses. Au Mexique, le Centro Católico Multimedial observe la violence contre les prêtres, les religieux et les institutions de l'Église catholique.

Depuis le début du conflit entre Israël et le Hamas en octobre 2023, plusieurs pays de la région ont été témoins de la **prolifération d'expressions antisémites**, dont des graffitis de croix gammées, des menaces contre les communautés juives et des attaques contre des monuments ou des institutions juives, en particulier dans les grands centres urbains et sur les réseaux sociaux.

Au Brésil, les adeptes des religions afro-brésiliennes, telles que l'Umbanda et le Candomblé, dénoncent la discrimination et l'intolérance religieuse ainsi que les attaques contre les lieux de culte.

Trafic de drogues et crime organisé

Le commerce de la drogue est devenu l'une des menaces les plus significatives à l'encontre de la liberté religieuse. Dans un contexte marqué par des conflits opposant des cartels rivaux pour le contrôle territorial, **le vide institutionnel laissé par l'État a conduit les chefs religieux à devenir les intendants de leurs communautés**, les contraignant à affronter la violence tout en assumant les fonctions de protecteurs et de médiateurs dans des zones dominées par des gangs criminels. Bien qu'il n'y ait aucune preuve de persécution systématique pour des raisons religieuses, les Églises et les chefs religieux sont devenus des victimes de la violence structurelle, limitant leur action d'aide à la communauté et mettant en péril leur sécurité.

La période faisant l'objet du présent rapport a été marquée par l'application, par des organisations criminelles, de mécanismes de contrôle sur les chefs religieux et les Églises, tels que l'extorsion de fonds contre une protection ou des injonctions. Au **Mexique**, cette extorsion des Églises et des chefs religieux a eu lieu sous le couvert de paiements pour une prétendue « protection » contre des gangs rivaux. Au **Venezuela**, un groupe guérillero colombien a établi un contrôle de facto sur plusieurs communautés le long de la frontière, obligeant les chefs religieux à demander la permission de célébrer des messes, de tenir des processions et de réaliser d'autres activités pastorales, ainsi qu'à se conformer à des restrictions concernant les horaires, les déplacements et l'utilisation des lieux de culte. Ces pratiques représentent une grave atteinte à la liberté religieuse, car elles conditionnent son exercice à la soumission aux

groupes armés illégaux agissant en dehors du cadre d'un État de droit.

Le soi-disant « culte de la Santa Muerte », lié aux activités de gangs criminels, a suscité des inquiétudes **en Équateur, au Guatemala et au Mexique**. En Équateur, des soldats ont démantelé un autel consacré à la Santa Muerte lors d'un rassemblement illégal durant un état d'urgence. Au Guatemala, le culte est accusé d'avoir des liens avec des gangs impliqués dans des meurtres et des extorsions de fonds. Au Mexique, l'Église catholique l'a dénoncé comme une expression de la culture de la violence promue par le trafic de drogue.

Les restrictions légales aux activités religieuses

Au cours de la période faisant l'objet du présent rapport, Cuba, le Nicaragua et le Venezuela ont adopté de nouvelles règles qui ont accru le contrôle de l'État sur les activités religieuses et élevé le risque de criminalisation, en particulier pour les communautés qui ne sont pas officiellement enregistrées.

À **Cuba**, le code pénal en vigueur depuis décembre 2022 punit la participation à des associations non autorisées, affectant les églises évangéliques non reconnues. Le code a également introduit l'idée d'un « abus de la liberté religieuse » et restreint la liberté des parents d'éduquer leurs enfants dans un cadre religieux. Des normes supplémentaires, telles que la loi sur la citoyenneté et la loi sur les étrangers, permettent l'application de sanctions pour des raisons idéologiques. Les résolutions gouvernementales réglementent strictement l'utilisation des lieux de culte, y compris ceux situés dans des propriétés privées.

Au **Nicaragua**, de nouvelles lois ont permis à l'État de retirer leur nationalité aux personnes qualifiées de « traîtres », y compris des chefs religieux. D'autres lois ont imposé de sévères restrictions aux organisations caritatives et aux groupes religieux, les soumettant à une vigilance politique, à une inscription obligatoire et à un contrôle de la coopération internationale, ce qui a érodé leur autonomie.

Au Venezuela, une loi de 2024 a contraint les organisations non gouvernementales à déclarer leurs sources de financement ce qui a eu un impact sur celles qui dépendent de financements étrangers.

La laïcité, la neutralité de l'État et les tensions idéologiques

Les tensions sur la nature laïque de l'État ont augmenté dans plusieurs pays de la région, avec des décisions judiciaires contradictoires. En **Colombie**, la Cour constitutionnelle a ordonné le retrait d'une image de la Vierge Marie d'un bâtiment public, invoquant la neutralité religieuse de l'État. En revanche, la Cour constitutionnelle du **Costa Rica** a autorisé la réinstallation d'un crucifix dans une chambre

d'hôpital, arguant que sa présence représentait une expression légitime de la liberté religieuse.

Au **Mexique**, la Cour suprême a examiné des plaintes alléguant que l'installation de crèches dans des espaces publics au Yucatán contrevenait au principe de la laïcité. L'affaire n'est pas encore close.

La CIDH et la discussion sur les normes interaméricaines

En février 2024, la **Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH)** a publié une étude sur la liberté de religion et de croyance. Cela a suscité la controverse, car elle a présenté la liberté religieuse comme un obstacle potentiel à d'autres droits présumés, en particulier ceux liés à la non-discrimination, à la santé reproductive et sexuelle, et à la diversité de genre. La CIDH a soutenu que les expressions religieuses qui contredisaient son agenda pouvaient être interprétées comme des discours de haine.

Deux des sept commissaires ont voté contre le rapport, critiquant ce qu'ils ont considéré comme une orientation idéologique dépassant le champ de compétence de la CIDH. Plusieurs organisations religieuses, telles que

l'Université Catholique Nuestra Señora de la Asunción au Paraguay, ont exprimé leurs inquiétudes à l'égard du préjugé laïc du document et du risque de criminalisation des croyances religieuses traditionnelles.

D'autre part, la **CIDH** a continué de suivre les violations graves de la liberté religieuse dans la région. En janvier 2023, elle a accordé des mesures conservatoires à onze membres de la communauté jésuite de Cerocahui, dans l'État mexicain de Chihuahua, considérant qu'ils se trouvaient dans une situation grave et urgente en raison de menaces et de harcèlement de la part de groupes criminels organisés. Au Nicaragua, la CIDH a dénoncé la fermeture de nombreuses organisations civiles, dont des organisations confessionnelles, et a exprimé son inquiétude concernant la persécution religieuse, les arrestations arbitraires, les actes de répression et les conditions auxquelles étaient soumis ceux qui étaient privés de liberté. De plus, la Commission a accordé de nouvelles mesures conservatoires à dix membres de l'Église Mountain Gateway, qui étaient détenus dans des conditions particulièrement dures.



Les amis et la famille du poète et ecclésiastique catholique nicaraguayen Ernesto Cardenal portent son cercueil après une messe funèbre boycottée par des partisans du gouvernement sandiniste, à la cathédrale de Managua, au Nicaragua, en 2020.

Cependant, les mesures de précaution de la CIDH se sont révélées inefficaces dans le cas du Père Marcelo Pérez, qui a été abattu au Chiapas, au Mexique, en octobre 2024. Les autorités n'ont pas encore traduit les coupables en justice.³⁴⁷

Nicaragua

Au cours de la période faisant l'objet du présent rapport, une escalade significative de l'hostilité du gouvernement envers les Églises et les communautés religieuses a été observée. Cette persécution a pris la forme d'arrestations arbitraires, d'expulsions, d'exils forcés, de retrait de nationalité ainsi que de l'interdiction de célébrer des offices religieux dans des espaces publics et de la révocation en masse du statut légal des institutions confessionnelles. Dans le même temps, des réformes constitutionnelles et de nouvelles normes ont doté le régime d'outils juridiques pour contrôler les organisations religieuses. Plusieurs organisations internationales ont classé le pays comme l'un des pires en termes de persécution religieuse dans la région.

Cuba

Bien que l'État cubain reconnaisse les confessions religieuses, son contrôle sur leurs activités reste intense, notamment concernant les restrictions à l'aide sociale fournie par les Églises évangéliques et via le durcissement de la législation. La Conférence des évêques catholiques de Cuba a décrit la situation comme la plus grave de ces dernières décennies, soulignant que le pays traversait « l'une des périodes les plus difficiles de son histoire » et précisant : « nos communautés et nos agents pastoraux partagent l'épuisement général vécu au quotidien à Cuba. La richesse que la pluralité de pensées, d'opinions et d'idées, de plus en plus présente parmi nous, représente pour la nation, n'est pas suffisamment reconnue ».

Venezuela

La crise politique au Venezuela s'est aggravée, avec de graves violations des droits de l'homme et une instrumentalisation croissante de la croyance religieuse par l'État. Des initiatives telles que « Mon Église bien équipée (*Mi Iglesia Bien Equipada*) », et d'autres avantages accordés aux communautés religieuses, sont présentées comme un soutien à la vie spirituelle. Cependant, elles peuvent être



© picture alliance / ASSOCIATED PRESS | Alfredo Zuniga

motivées électoralement et compromettre l'indépendance des communautés religieuses. En outre, le cadre légal accorde au régime de vastes pouvoirs discrétionnaires pour sanctionner ceux qui le critiquent. Pendant la période électorale de 2024, des actes de surveillance ou d'intimidation par des agents de l'État envers des chefs religieux ont été relatés. Un pasteur a déclaré que le gouvernement offrait des avantages aux Églises qui le soutenaient, mais punissait celles qui les refusaient.

Mexique

Le Mexique continue d'être l'un des pays les plus dangereux au monde pour un chef religieux. Cinq des 13 meurtres de chefs religieux qui ont eu lieu dans la région entre 2023 et 2024 se sont produits au Mexique tandis que d'autres chefs religieux ont fait l'objet d'extorsions et de menaces de la criminalité organisée dans les communautés où l'Église effectue des travaux sociaux ou humanitaires. Le travail pastoral dans des régions comme le Chihuahua a même bénéficié de mesures de précaution de la part de la CIDH.

Haïti

Haïti est en état d'effondrement institutionnel et peut désormais être décrite comme un État défaillant. L'insécurité chronique, l'effondrement du système de santé et l'urgence alimentaire ont conduit à une vulnérabilité extrême. Des groupes criminels armés contrôlent de vastes étendues de territoire, imposant un régime de violence et d'intimidation qui maintient la population dans un état de peur constante. Les Églises, les communautés religieuses et les chefs religieux sont devenus des cibles fréquentes d'enlèvements et d'extorsions de fonds.

Migration forcée

Les migrations de grande ampleur dans la région ont également eu un impact sur la liberté religieuse. De nombreuses personnes déplacées ont perdu le contact avec leurs communautés confessionnelles et sont souvent dépourvues des conditions nécessaires pour exercer librement leurs croyances dans les pays de transit. Des événements tels que l'Assemblée du Réseau Clamor³⁴⁹ (Bogota, 2024), ont mis en évidence la responsabilité des Églises d'accompagner les migrants et d'alerter sur la discrimination religieuse à leur arrivée. Au Mexique, l'Église catholique s'est concentrée sur l'offre d'une aide pastorale dans les auberges et les régions frontalières, souvent dans des conditions très difficiles et peu sûres.

Des personnes se sont rassemblées autour du cercueil du prêtre catholique et militant assassiné, Père Marcelo Pérez, lors d'une messe sur la place principale de San Andrés Larráinzar, dans l'État du Chiapas, au Mexique, le 21 octobre 2024.

Page opposée : Le père Marcelo Pérez présente un ostensor à un habitant de Simojovel, dans l'État du Chiapas, au Mexique, le 13 juin 2020.



ÉTUDE DE CAS

Entre les balles et les bénédictions

Centro Católico Multimedial (Mexico)

Une expérience éprouvante de l'évêque de Chilpancingo-Chilapa, Mgr José de Jesús González Hernández, au début de son ministère épiscopal, révèle la dureté d'une violence qui ne respecte ni les soutanes ni les croix.

Nommé évêque de la prélature de Jesús María, El Nayar, en 2010, cet évêque franciscain a raconté comment, lors d'une visite pastorale peu après sa prise de fonction, il a été la victime d'une attaque armée dans les montagnes. Il a été confondu avec un baron de la drogue rival – « El Bigotón » – et son véhicule a été criblé de balles. Ses assaillants ont visé sa tête, avec l'intention claire de le tuer. Par miracle, aucune balle ne l'a touché. En voyant l'évêque dans son habit religieux, les assaillants se sont excusés, ont proposé de payer les réparations, et se sont même alignés pour demander sa bénédiction, reconnaissant que le prélat portait « le Tout-Puissant » sur sa croix pectorale épiscopale.

Cette anecdote, racontée avec une touche d'humour noir – l'évêque ayant même plaisanté en évoquant sa grande envie de frapper le tueur lorsqu'il s'est penché avec piété pour demander sa bénédiction – est non seulement un témoignage de survie providentielle, mais souligne également la vulnérabilité de nombreux acteurs sociaux œuvrant pour la paix, parmi lesquels des prêtres catholiques et des agents pastoraux.

Malheureusement, le Mexique est devenu le pays le plus dangereux d'Amérique latine pour un prêtre. Bien que le nombre de meurtres ait diminué, des cas emblématiques comme celui du meurtre du Père Javier Campos et du Père Joaquín Mora, deux jésuites, à Chihuahua en 2022, montrent comment les religieux deviennent des cibles lorsqu'ils abritent des victimes ou refusent de payer les cartels criminels. Le dernier exemple est celui du Père Marcelo Pérez de l'Église de San Cristóbal de Las Casas, ciblé pour son travail de défense des droits humains.

D'autres développements sont tout aussi alarmants. Le nombre d'extorsions, d'enlèvements de courte durée (appelés localement *levantones*), d'échanges de tirs et d'agressions à l'intérieur des églises et des centres d'évangélisation a considérablement augmenté. Des laïcs ont été assassinés à l'intérieur de locaux de communautés religieuses.

Ces crimes ne sont pas de simples statistiques. Ils reflètent la dure réalité d'un Mexique ravagé par la violence, où les prêtres et les évangélistes deviennent des symboles d'espoir au milieu de la terreur.

Dans l'État de Guerrero – qui abrite le diocèse de Chilpancingo-Chilapa – la situation est désespérée. La violence s'étend dans les zones rurales, caractérisée par des fosses communes, des disparitions et un contrôle des autoroutes par le crime organisé. Selon l'indice mondial de la paix (*Global Peace Index*) de 2025, le taux d'homicides au Mexique est supérieur de 54,7 % à celui de 2015, pointant l'État de Guerrero parmi les États les moins pacifiques. Les communautés sont assiégées, des cartels imposant leur règne et extorquant les civils. Dans certains cas, des prêtres ont quitté l'autel pour s'interposer face à la violence, cherchant la paix par le dialogue.

Dans ce contexte, l'Église catholique est intervenue en tant que médiateur. Les évêques ont négocié des trêves entre les chefs de gangs criminels, tandis que des initiatives nationales de l'Église ont exigé des réformes dans la police et la justice. Pourtant, ces efforts soulèvent des questions délicates : le clergé devrait-il négocier avec des criminels lorsque l'État ne parvient pas à agir – voire devenir complice ? Ce rôle de médiation place l'Église en tension avec les autorités, naviguant sur un chemin périlleux entre foi et survie.

L'histoire de Mgr González Hernández souligne ce paradoxe tragique. Le respect du sacré persiste – mais la foi ne devrait jamais avoir à esquiver des balles.



Courtesy David Agren

Le Pape François et la liberté religieuse : un droit à la paix

Alessandro Gisotti*

Directeur éditorial adjoint du Dicastère pour la Communication et ancien directeur par intérim du Bureau de presse du Saint-Siège

« Il ne peut y avoir de paix sans liberté de religion, liberté de pensée, liberté d'expression et respect des opinions des autres. »³⁵⁰ Il est significatif que ce soit l'un des derniers messages du pape François au titre de son Magistère. Des mots prononcés non à voix haute, mais contenus dans son dernier message de Pâques Urbi et Orbi de 2025, lorsque quelques heures avant sa mort, Jorge Mario Bergoglio n'a pu annoncer « le Christ est ressuscité », laissant la lecture complète du message au Maître des Célébrations Liturgiques Pontificales. Cela est significatif parce qu'à travers tout son Pontificat – littéralement jusqu'à la toute fin – François a été un défenseur courageux et passionné des droits inséparables de la liberté de pensée, de conscience et de religion. Il les a défendus par des mots, des gestes et des textes importants. Peut-être l'a-t-il fait plus particulièrement au cours de voyages d'une importance extraordinaire, souvent vers des lieux où des raisons politiques ou de sécurité avaient conduit de nombreuses personnes à conseiller au Pape de ne pas y aller.

Le Pape François a promu une vision positive et non-conflictuelle de la liberté religieuse, dans la recherche de la paix, de la fraternité et de la « culture de la rencontre », qui est devenue un pilier de son travail pour le bien commun de l'humanité. Il a défendu les chrétiens – tous les chrétiens, pas seulement les catholiques – en forgeant l'expression puissamment évocatrice d'« œcuménisme du sang ». Mais il a également défendu les droits des juifs, des musulmans, des yézidis et d'autres, convaincu que la coexistence pacifique entre les peuples et les cultures était le seul chemin viable, particulièrement à une époque de plus en plus marquée par des « chocs de civilisations » ouverts ou cachés.

Comme saint Jean-Paul II, le Pape François considérait la liberté religieuse comme un droit humain fondamental – le fondement de toutes les autres libertés – parce qu'elle est enracinée dans la dignité inhérente de la personne humaine. Dès le début de son ministère pétrinien, il a appelé les systèmes juridiques, qu'ils soient nationaux ou internationaux, à « reconnaître, garantir et protéger la liberté religieuse, qui est un droit intrinsèquement inhérent à la nature humaine, à sa dignité d'être libre et qui est aussi le critère d'une démocratie saine. »³⁵¹ Cet appel sincère a été réitéré de nombreuses fois devant la communauté internationale et les gouvernements nationaux, notamment lors de ses discours traditionnels de Nouvel An au Corps diplomatique accrédité près le Saint-Siège.

Il ne fait aucun doute que certains des signes les plus durables de l'engagement du Pape François en faveur de la liberté religieuse ont été gravés lors de ses 47 voyages apostoliques internationaux. L'une des visites les plus émouvantes et prophétiques a eu lieu en Irak en mars 2021. Parmi les images les plus puissantes de son pontificat figurent sûrement celles de Mossoul, une ville dévastée par l'occupation de l'ÉI. Se tenant au milieu des ruines de maisons et d'églises détruites par la violence islamiste fondamentaliste, le Pape François a déclaré : « Aujourd'hui, nous réaffirmons notre conviction que la fraternité est plus forte que le fratricide, que l'espérance est plus forte que la mort, que la paix est plus forte que la guerre. »³⁵²

La liberté religieuse était également au cœur de son voyage « impossible » en République centrafricaine, dans de nombreux pays asiatiques et en Albanie – une nation qui, à l'époque de son régime communiste, a été déclarée État athée avec comme principe fondamental le déni de Dieu et de toute expression religieuse. Le Pape François a également souvent parlé de la liberté religieuse lors de sa visite aux États-Unis, où, au cœur



Le pape François lâche une colombe symbolisant la paix sur les ruines de l'église syriaque catholique de l'Immaculée-Conception à Mossoul, en Irak, lors de son voyage apostolique en 2021.

de la démocratie la plus puissante au monde, il a rappelé que la liberté religieuse était l'un des plus grands succès de l'Amérique – un succès qui ne doit pas être compromis par des tentatives de reléguer la foi à la sphère privée.³⁵³

À côté du voyage en Irak, un autre voyage qui a marqué un tournant pour la liberté religieuse fut sa visite à Abu Dhabi en février 2019. Là, aux côtés du Grand Imam d'Al-Azhar, Ahmad Al-Tayyib, le Pape François a signé la *Déclaration sur la Fraternité humaine* – un document qui affirme que le pluralisme religieux découle d'une sage volonté divine, par laquelle Dieu a créé les êtres humains.

Cette sagesse divine, poursuit le document – qui avec le temps a été soutenu par de nombreux chefs religieux – est « l'origine dont découle le droit à la liberté de croyance et à la liberté d'être différents. C'est pourquoi on condamne le fait de contraindre les gens à adhérer à une certaine religion ou à une certaine culture. »³⁵⁴ J'ai eu le privilège d'accompagner le Pape François dans ce voyage en tant que directeur du Bureau de presse du Saint-Siège. Je me souviens qu'un jour après la signature, le Saint-Père m'a demandé comment les médias internationaux avaient réagi au document et quelles étaient les réactions les plus

significatives, tant dans le monde chrétien que dans le monde musulman.

Le Magistère du pape François sur cette question figure également en bonne place dans les documents clés de son pontificat. Dans l'exhortation apostolique *Evangelii Gaudium*³⁵⁵, il a consacré un paragraphe entier à la liberté religieuse, et dans l'encyclique *Fratelli Tutti*³⁵⁶, il a réitéré qu'« un droit humain fondamental ne doit pas être oublié dans le chemin vers la fraternité et la paix. C'est la liberté religieuse pour les croyants de toutes les religions » – précisant que cela inclut non seulement la liberté du culte, mais aussi le droit de vivre publiquement sa foi. Cette vision repose sur une référence constante au Concile Vatican II, en particulier à la déclaration *Dignitatis Humanae*.³⁵⁷ Le 60^{ème} anniversaire de cette publication sera célébré en décembre 2025.

En conclusion, on peut légitimement dire que le Pape François a fait de la liberté religieuse l'un des piliers de sa mission en tant que successeur de Pierre, la liant étroitement à la promotion de la paix, du dialogue et de la dignité humaine. C'est un héritage maintenant confié au Pape Léon, qui continue de nous mettre tous au défi de construire une humanité plus libre et plus fraternelle.



TENDANCE GLOBALE EN CE QUI CONCERNE LA LIBERTÉ RELIGIEUSE

Les pays énumérés dans le tableau ci-dessous sont classés en fonction du type et de la gravité des violations de la liberté de religion et de croyance. La classification suit trois grandes catégories :

Persécution : cette catégorie comprend des pays dans lesquels les gens font face à des actes de violence ou de harcèlement graves et répétés en raison de leur foi. La persécution peut provenir de gouvernements, de groupes armés ou d'individus et peut impliquer des crimes de haine, des attaques, des menaces ou des efforts pour chasser ou réduire au silence des communautés religieuses. Ces actions se produisent souvent en toute impunité, et les autorités peuvent les ignorer ou même les soutenir.

Discrimination : les pays de cette catégorie ont des lois ou des pratiques qui ciblent injustement certains groupes religieux, limitant leurs droits et leurs possibilités. La discrimination peut inclure des restrictions en matière de culte, un accès inégal à l'emploi, à l'éducation ou à la justice, ainsi que des obstacles indirects tels que des conditions défavorables dans l'accès aux institutions publiques ou privées. Elle peut être imposée par l'État ou par des acteurs non étatiques, et il est fréquent qu'elle ne soit pas contestée par les personnes au pouvoir.



En observation : cette catégorie comprend des pays présentant des signes avertissant de violations graves de la liberté religieuse, bien que les preuves actuelles restent insuffisantes pour les classer de manière définitive comme pays discriminatoires ou persécuteurs. Ces situations nécessitent une surveillance étroite. Dans les cartes d'analyse régionale, ces pays sont marqués d'un symbole de loupe.

Tous les autres pays sont considérés comme « conformes », car ils ne montrent aucune preuve significative de violations de la liberté de religion ou de croyance et adhèrent généralement aux normes internationales protégeant ce droit.

Amélioration depuis 2023
 Détérioration depuis 2023
 Pas d'évolution majeure depuis 2023

Nom du pays	Tendance	Persécution / Discrimination auteur(s) principal(aux) et cause(s)	Résumé
Afghanistan	↓	Acteurs étatiques/non étatiques Autoritarisme et extrémisme religieux	Depuis le retour au pouvoir des talibans, les minorités religieuses font face à une escalade de la violence et à une répression systémique, les attaques ciblant fréquemment des lieux de culte. L'État islamique - province du Khorasan (EIPK) a intensifié ses attaques. Les autorités talibanes ont imposé des politiques discriminatoires contre les musulmans chiites.
Arabie Saoudite	—	Autoritarisme d'État	La liberté religieuse est pratiquement absente. Les citoyens chiites ont été confrontés à des arrestations, à l'application de la peine de mort et à des exécutions record. Les lois sur le blasphème ont été appliquées, la dissidence réduite au silence. Malgré des gestes interreligieux et une messe copte publique, le culte non musulman est resté interdit en public.
Bangladesh	—	Acteurs étatiques/non étatiques Autoritarisme et extrémisme religieux	Les hindous, les chrétiens, les ahmadis et les soufis ont souffert de violences et de discriminations. Plus de 1 000 violations ont été signalées en un an. Des dizaines de lieux de culte ont été attaqués, tandis que des tribus chrétiennes ont subi répression et arrestations massives. La levée de l'interdiction de Jamaat-e-Islami a suscité des craintes concernant l'influence islamiste croissante.
Burkina Faso	↓	Acteurs non étatiques Extrémisme religieux	Le Burkina Faso a connu une escalade de la violence djihadiste et des groupes armés. En 2024, plus de 1 500 personnes ont été tuées, dont des civils dans des églises et des mosquées. Des dizaines de chefs religieux ont été enlevés ou exécutés, et plus de 30 paroisses ont fermé leurs portes. Les chrétiens et les musulmans restent menacés.
Cameroun	↓	Acteurs non étatiques Extrémisme religieux	En 2024, le Cameroun a connu une augmentation des enlèvements par Boko Haram et l'ISWAP, des violences dans les régions anglophones, et des attaques contre des membres du clergé et des lieux de culte. La détérioration de la situation en matière de sécurité compromet gravement la liberté religieuse, laissant les minorités vulnérables.
Chine	↓	Autoritarisme d'État	La Chine a introduit de nouvelles lois restreignant le clergé, interdisant les activités religieuses étrangères et imposant l'éducation patriotique dans les lieux religieux. La persécution des Ouïghours, des Tibétains, du Falun Gong, des églises domestiques et de l'Église catholique clandestine s'est poursuivie, avec de nouvelles arrestations et des peines de prison.
Corée du Nord	—	Autoritarisme d'État	La liberté religieuse en Corée du Nord est pratiquement inexistante. Le régime criminalise toutes les croyances non autorisées, punissant le culte par l'emprisonnement, la torture ou la peine de mort. La répression s'est intensifiée à travers des lois idéologiques, les fermetures de frontières et les rapatriements forcés de déserteurs par la Chine.
Érythrée	↓	Autoritarisme d'État	L'Érythrée a intensifié la répression contre les minorités religieuses. Des centaines de musulmans et de chrétiens ont été arrêtés, y compris des mineurs. Des descentes de police, des actes de tortures et des détentions au secret ont persisté. Les rapports de l'ONU ont dénoncé des violations systémiques et l'ingérence de l'État dans la religion.
Inde	↓	Acteurs étatiques/non étatiques Autoritarisme et nationalisme ethno-religieux	La violence d'inspiration religieuse et les restrictions juridiques ont fortement augmenté. Les lois anti-conversion se sont étendues, les attaques par les foules se sont intensifiées, les églises et les chrétiens ont fait face à une hostilité croissante. La rhétorique nationaliste hindoue, en particulier autour des élections, a alimenté les tensions et l'impunité pour les agresseurs.

Nom du pays	Tendance	Persécution / Discrimination auteur(s) principal(aux) et cause(s)	Résumé
Iran	↓	Autoritarisme d'État	La liberté religieuse en Iran reste gravement restreinte. Les convertis, les bahá'ís, les sunnites et les religieux dissidents ont été confrontés à des arrestations, à de la torture ou à des exécutions. La surveillance étatique et la répression se sont intensifiées tandis que la répression à l'encontre de la dissidence et les violations des droits religieux ont fortement augmenté.
Libye	↓	Acteurs étatiques/non étatiques Autoritarisme et extrémisme religieux	La liberté religieuse en Libye s'est détériorée en raison de l'instabilité et de l'islamisation croissante. Les soufis, les ibadites et les chrétiens ont été confrontés à des arrestations, des disparitions forcées et des restrictions de culte. Les autorités ont réprimé les minorités, réactivé la police des mœurs et réprimé les croyances dissidentes.
Maldives	—	Acteurs étatiques/non étatiques Autoritarisme et extrémisme religieux	La liberté religieuse aux Maldives reste sévèrement limitée. Le culte non musulman est interdit, le prosélytisme criminalisé, et les protections constitutionnelles sont absentes. Les travailleurs migrants et les touristes font face à des arrestations et des expulsions. Les influences islamistes et la répression de la dissidence persistent.
Mali	↓	État/Acteurs non étatiques Autoritarisme et extrémisme religieux	La liberté religieuse au Mali a été menacée par l'escalade de la violence djihadiste, l'effondrement de l'accord de paix de 2015 et l'autoritarisme de la junte. Les chefs religieux chrétiens et musulmans ont dénoncé l'extrémisme, tandis que les chrétiens de Mopti étaient soumis à la djizya, imposée par des militants islamistes.
Mozambique	↓	Acteurs non étatiques Extrémisme religieux	Les militants islamistes ont intensifié les attaques antichrétiennes à Cabo Delgado, détruisant des églises et forçant à la conversion à l'islam, sous peine de mort. Les violences postélectorales, les assassinats ciblés et la méfiance croissante de la population ont encore déstabilisé le pays et affaibli les garanties institutionnelles.
Myanmar	↓	Autoritarisme d'État et nationalisme ethno-religieux	Au Myanmar, les facteurs politiques, ethniques et religieux sont profondément interconnectés. La guerre civile a provoqué une forte baisse de la liberté religieuse : des églises ont été détruites, des membres du clergé attaqués et des lieux de culte bombardés, incendiés ou utilisés comme postes militaires.
Nicaragua	↓	Autoritarisme d'État	Le régime Ortega a intensifié la répression contre l'Église. Les groupes religieux ont perdu leur statut légal, le culte public a été interdit et les processions interdites. Des membres du clergé et des laïcs ont été arrêtés, exilés ou privés de leur nationalité. Le gouvernement a fermé des œuvres de charité et a confisqué des biens appartenant à l'Église.
Niger	↓	Acteurs non étatiques Autoritarisme et extrémisme religieux	La liberté religieuse reste protégée par la Charte de transition, mais la détérioration de l'état de la sécurité a compromis son exercice effectif. Des groupes djihadistes comme l'EIPS (État islamique – Province du Sahel) et les filiales d'Al-Qaïda ont intensifié leurs attaques, tuant des centaines de personnes, déplaçant des milliers de personnes et ciblant des églises, des mosquées et des fidèles.
Nigeria	↓	Acteurs étatiques/non étatiques Autoritarisme et extrémisme religieux	La liberté religieuse au Nigeria est menacée par les attaques djihadistes, les conflits confessionnels et la faible protection de l'État. Boko Haram et la Province d'Afrique de l'Ouest de l'État islamique (ISWAP) ciblent des musulmans et les chrétiens et enlèvent des membres du clergé. Dans la Ceinture Centrale, la violence s'est intensifiée, des églises ont été incendiées et des fidèles ont été tués.
Pakistan	↓	Acteurs étatiques/non étatiques Autoritarisme et extrémisme religieux	Les attaques djihadistes se sont multipliées. Les lois sur le blasphème ont été utilisées de manière abusive, ce qui a conduit à des centaines d'emprisonnements et à des massacres de foule. Les conversions et les mariages forcés de jeunes filles chrétiennes et hindoues persistent. Des ahmadis ont été arrêtés pour l'Aïd. Les réformes juridiques n'ont apporté que peu de changements dans un contexte de violence généralisée.
République démocratique du Congo	↓	Acteurs non étatiques Extrémisme religieux	Plus de 120 groupes armés opèrent dans le pays, dont le M23 et les Forces démocratiques alliées (ADF) djihadistes, qui ont intensifié les attaques contre les chrétiens et les musulmans modérés par des meurtres, des enlèvements et la destruction d'églises. L'incapacité de l'État à assurer la protection dans un contexte de violence croissante a approfondi la crise.
Somalie	—	Acteurs non étatiques Extrémisme religieux	La liberté religieuse est restée absente. Al-Shabaab et l'EI ont ciblé les convertis et les travailleurs humanitaires. Les chrétiens ont fait face à des attaques et vivent dans la clandestinité. Les interdictions du niqab ont été réinstaurées au milieu de craintes pour la sécurité. Les tensions fédérales et le contrôle djihadiste ont aggravé la situation des minorités religieuses.
Soudan	↓	Acteurs étatiques/non étatiques Autoritarisme et extrémisme religieux	La guerre civile au Soudan a provoqué un déplacement massif. Les églises et les mosquées ont été attaquées, des prêtres torturés, des chrétiens pressés de se convertir. Les réformes antérieures se sont effondrées alors que la famine, les atrocités et l'anarchie augmentaient. Les minorités religieuses restent particulièrement vulnérables.
Turkménistan	↓	Autoritarisme d'État	La liberté religieuse est restée strictement contrôlée sous le régime de Berdimuhamedow. La pratique d'un culte non enregistré est restée illégale, et l'enregistrement est souvent refusé. Les musulmans et les chrétiens ont fait face à des descentes de police, à la surveillance et à des menaces. Les convertis subissent des violences familiales, les minorités sont incitées à se convertir à l'islam.
Yémen	—	Acteurs étatiques/non étatiques Autoritarisme et extrémisme religieux	Le régime houthi a imposé sa version de l'islam zaydite et a persécuté les bahá'ís. Les convertis chrétiens et les étrangers ont subi des pressions. L'apostasie reste passible de la peine de mort. La résurgence d'Al-Qaïda et les menaces djihadistes ont encore affaibli la liberté religieuse.

Nom du pays	Tendance	Persécution / Discrimination auteur(s) principal(aux) et cause(s)	Résumé
Algérie	↓	Autoritarisme d'État	L'Algérie a continué à restreindre la liberté religieuse. Des dizaines de temples protestants sont restés fermés, les tribunaux ont condamné des convertis et des fidèles pour activité non autorisée. Les lois contre le blasphème ont été appliquées, et les critiques de l'islam ont fait face à des arrestations et du harcèlement.
Azerbaïdjan	↓	Autoritarisme d'État	La liberté religieuse en Azerbaïdjan s'est détériorée en raison de la répression des musulmans chiites, des témoins de Jéhovah et des chrétiens arméniens. Les autorités ont imposé de la surveillance, effectué des descentes de police et des arrestations. Environ 120 000 Arméniens du Haut-Karabakh ont fait l'objet d'un nettoyage ethnique, leurs sites religieux ont été soumis à une surveillance et détruits après l'invasion.
Bahreïn	—	Autoritarisme d'État	Bahreïn a amélioré ses relations avec l'Église catholique, mais les citoyens chiites ont été confrontés à des arrestations, des restrictions rituelles et de la discrimination. Les critiques de l'islam ont été punies. Les convertis font face à de graves conséquences légales et sociales. Une nouvelle loi régleme les lieux de culte, mais certains permis d'églises restent en attente.
Brunei	—	Autoritarisme d'État	Le code pénal de la charia du Brunei continue de restreindre la liberté religieuse. Les non-musulmans sont confrontés à des interdictions de faire du prosélytisme, de l'instruction religieuse et des rassemblements. Les groupes non enregistrés sont illégaux. La loi islamique façonne la vie publique, et la critique de la religion est criminalisée. Le contrôle reste strict et centralisé.
Comores	—	Autoritarisme d'État	Entre 2024 et 2025, la réélection du Président Assoumani et l'arrestation controversée d'un imam ont soulevé des inquiétudes concernant l'expression religieuse. Une perquisition de la police dans une église malgache a néanmoins entraîné une condamnation officielle. Les chrétiens restent marginalisés dans un contexte de tensions plus larges sur l'identité et les droits.
Cuba	↓	Autoritarisme d'État	La liberté religieuse à Cuba s'est encore détériorée sous le contrôle strict du Parti communiste. Le clergé et les croyants ont été confrontés à une intimidation croissante, des arrestations, de la surveillance et des interdictions de culte. Les groupes non enregistrés ont été réprimés. Des églises ont été vandalisées et pillées par des individus non identifiés, approfondissant la peur et l'isolement.
Djibouti	—	Autoritarisme d'État	La liberté religieuse à Djibouti est restée contrainte par la domination de l'islam sunnite et le contrôle de l'État. Les non-musulmans ont fait face à des limitations de la pratique cultuelle, à de la discrimination au travail et à des obstacles administratifs. La conversion à l'islam a été découragée, pouvant entraîner de l'ostracisme ou des violences.
Égypte	—	Acteurs étatiques/non étatiques Autoritarisme et extrémisme religieux	Les légalisations des églises et un projet de loi sur le statut personnel ont marqué des progrès, mais la violence confessionnelle, les poursuites pour blasphème et la discrimination contre les groupes non reconnus ont persisté. Des cas d'enlèvements et de conversions forcées de jeunes filles chrétiennes ont également continué, selon différents rapports.
Émirats Arabes Unis	—	Autoritarisme d'État	La liberté religieuse aux Émirats arabes unis est limitée par des lois contre le prosélytisme et le blasphème, mais le dialogue interreligieux s'est développé. La Maison de la Famille Abrahamique, le premier temple hindou à Abou Dhabi, et des réformes juridiques signalent des progrès. Des contrôles stricts et une attaque antisémitique demeurent des préoccupations.
Éthiopie	—	Autoritarisme d'État	La liberté religieuse en Éthiopie demeure fragile au milieu des divisions au sein de l'Église orthodoxe, des interdictions du hijab et des tensions ethniques. Malgré un accord de paix avec le Tigré, des rivalités profondément enracinées et la menace de l'extrémisme continuent de compromettre une coexistence religieuse durable.
Haïti	↓	Acteurs non étatiques Criminalité organisée	La liberté religieuse en Haïti est gravement compromise par la violence rampante, l'effondrement de l'État et l'impunité. Des gangs armés enlèvent régulièrement des chefs religieux, pillent des églises et tuent des civils. Bien que le dialogue interreligieux persiste, l'insécurité rend la pratique religieuse difficile.
Irak	—	Acteurs étatiques/non étatiques Autoritarisme et extrémisme religieux	La liberté religieuse en Irak est restée fragile. Les chrétiens ont été confrontés à une marginalisation politique et poussés à émigrer, tandis que les yézidis ont souffert de déplacements continus. Les milices soutenues par l'Iran et le retour en force de l'État islamique ont encore plus menacé les minorités. L'égalité des citoyens reste un vœu pieux.
Israël	↓	Acteurs étatiques Nationalisme ethno-religieux	La liberté religieuse en Israël s'est détériorée, avec des attaques contre des églises et des mosquées, du harcèlement envers les chrétiens et de plus fortes restrictions imposées aux musulmans arabes, surtout à Jérusalem. Malgré les condamnations, l'impunité prévaut. L'attaque du Hamas en octobre 2023 a approfondi la polarisation et les tensions.
Jordanie	—	Acteurs étatiques/non étatiques Autoritarisme et extrémisme religieux	La liberté religieuse est restée stable mais limitée. Les chrétiens ont bénéficié du soutien de l'État, tandis que les groupes non reconnus ont rencontré des obstacles juridiques. Des attaques contre des églises ont eu lieu, et la pression sociale contre l'apostasie a persisté, en particulier dans un contexte d'influence islamiste croissante.
Kazakhstan	↑	Autoritarisme d'État	Des mesures positives ont été prises pendant la période faisant l'objet du présent rapport, y compris la reconnaissance officielle de l'objection de conscience. Ces changements ont conduit à une légère, mais significative amélioration de l'environnement général pour la liberté religieuse. Cependant, des restrictions importantes sont restées en place, notamment des exigences strictes d'enregistrement, des amendes pour culte non enregistré ou expression religieuse en ligne. En outre, des propositions d'amendements pourraient à terme encore renforcer le contrôle de l'État sur les activités religieuses.

Nom du pays	Tendance	Persécution / Discrimination auteur(s) principal(aux) et cause(s)	Résumé
Kirghizistan	↓	Autoritarisme d'État	La liberté religieuse a diminué alors que les autorités kirghizes ont réprimé les groupes non enregistrés, ont effectué des descentes de police dans des églises et des mosquées, et ont adopté une nouvelle loi sur la religion, avec des règles d'enregistrement plus strictes. Les groupes minoritaires ont été confrontés à des amendes, des arrestations et une pression croissante.
Koweït	—	Acteurs étatiques/non étatiques Autoritarisme et extrémisme religieux	La liberté religieuse est restée limitée aux groupes enregistrés. Les chiites ont fait face à des restrictions de culte, tandis que les lois sur le blasphème et la discrimination ont persisté. Les chrétiens enregistrés pratiquent librement leur culte, mais manquent toujours d'une pleine reconnaissance légale et font face à des obstacles administratifs.
Laos	↓	Autoritarisme d'État	La liberté religieuse au Laos est fortement restreinte malgré des protections juridiques. Des dizaines d'églises ont été attaquées, des chrétiens arrêtés et des communautés expulsées. Les fonctionnaires locaux prennent souvent le parti des villageois hostiles aux chrétiens. Le contrôle de l'État au moyen du Décret n° 315 étouffe la vie religieuse, en particulier pour les protestants.
Malaisie	—	Autoritarisme d'État	Malgré les protections constitutionnelles, la liberté religieuse en Malaisie reste limitée. L'apostasie est interdite dans la plupart des États, le prosélytisme par des non-musulmans est criminalisé, et les chiites font face à des discriminations. Les chrétiens et les groupes autochtones rencontrent des obstacles juridiques et administratifs.
Maroc	—	Autoritarisme d'État	Le Maroc garantit la liberté de croyance, mais l'Islam reste la religion d'État. La conversion de l'Islam à une autre religion n'est pas illégale, mais demeure pénalisée socialement. Le culte non musulman est toléré, mais les chrétiens et les baha'is rencontrent des limites légales. Le discours officiel promeut un Islam modéré sans réformes juridiques.
Mauritanie	—	Autoritarisme d'État	La liberté religieuse en Mauritanie demeure pratiquement inexistante. L'apostasie est passible de la peine de mort et le blasphème est sévèrement poursuivi. Le culte non musulman est réservé aux étrangers, tandis que la petite communauté catholique fait face à des barrières légales et au manque de clergé local.
Mexique	↓	Acteurs non étatiques Criminalité organisée	La liberté religieuse au Mexique est protégée par la Constitution, mais le clergé et les croyants font face à de graves menaces de la part du crime organisé. Les violence, extorsions de fonds et profanations d'églises sont omniprésentes, avec une impunité généralisée. Des tensions surgissent également des débats sur la laïcité dans les rapports entre l'Église et l'État.
Népal	↓	Acteurs étatiques/non étatiques Nationalisme ethno-religieux	Le Népal garantit la liberté religieuse mais des lois anti-conversion sont en place et le prosélytisme est interdit. Les chrétiens, en particulier les dalits, font face à des attaques, des arrestations et des fermetures d'églises. La loi favorise les traditions hindoues, abandonnant les minorités vulnérables à la discrimination, à la violence et à des sanctions juridiques pour évangélisation.
Oman	—	Acteurs étatiques/non étatiques Autoritarisme et extrémisme religieux	La liberté religieuse à Oman reste limitée à un culte approuvé par l'État. Le prosélytisme est interdit, et les lois sur le blasphème imposent des sanctions sévères. Les non-musulmans peuvent prier dans des lieux désignés. Une attaque liée à l'État islamique contre une mosquée chiite a souligné des inquiétudes confessionnelles croissantes.
Ouzbékistan	↓	Autoritarisme d'État	L'Ouzbékistan contrôle étroitement la religion, ciblant les musulmans par des lois anti-extrémisme. Des arrestations, des actes de tortures et des peines de prison ont eu lieu pour des infractions mineures à caractère religieux. Des dizaines de lieux de culte ont été fermés ou rasés. La censure et la répression révèlent un climat détérioré pour la liberté religieuse.
Qatar	—	Autoritarisme d'État	La liberté religieuse au Qatar demeure limitée à un culte, contrôlé par l'État, des religions abrahamiques. Alors que le culte juif public et des événements catholiques ont eu lieu, les baha'is ont été confrontés à des expulsions et à des interdictions d'embauche. Le prosélytisme par des non-musulmans et l'apostasie restent criminalisés en vertu de la loi islamique.
Russie	↓	Autoritarisme d'État	La liberté religieuse en Russie a décliné en raison de la répression liée à la guerre. Des lois générales sur l'extrémisme, les agents étrangers et les activités missionnaires ciblent les minorités et la dissidence.
Sri Lanka	↑	Acteurs étatiques/non étatiques Extrémisme religieux	La liberté religieuse au Sri Lanka reste fragile. La majorité bouddhiste détient un statut privilégié, tandis que les chrétiens, les musulmans et les hindous subissent du harcèlement, des restrictions et des discours de haine. L'instrumentalisation de la loi sur le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP) permet des arrestations, et la rhétorique nationaliste bouddhiste se poursuit sans être remise en cause.
Syria	↓	Acteurs étatiques/non étatiques Autoritarisme et extrémisme religieux	La liberté religieuse en Syrie est restée fortement restreinte dans un contexte d'insécurité et de violences confessionnelles. Des sites yézidis, chiites et chrétiens ont été attaqués, tandis que des factions islamistes ont vandalisé des églises et des symboles de Noël. La discrimination légale persiste. Malgré un discours inclusif, les perspectives demeurent incertaines.
Tadjikistan	↓	Autoritarisme d'État	La liberté religieuse au Tadjikistan reste étroitement contrôlée. Tous les groupes doivent s'enregistrer, le prosélytisme est restreint et les pratiques islamiques sont interdites. Les chrétiens et d'autres minorités sont également affectés par la surveillance et la répression. Les lois anti-extrémisme permettent des abus.



Aid to the
Church in Need

ACN INTERNATIONAL



Sources

- 1 Par exemple Adrian Shtuni, The Islamic State in 2025: an Evolving Threat Facing a Waning Global Response, ICCT – The Hague, 11 juillet 2025, <https://icct.nl/publication/islamic-state-2025-evolving-threat-facing-waning-global-response> (page consultée le 8 août 2025).
- 2 Francesco Marone, Spillover terrorism? Exploring the effects of the Israel-Hamas war on jihadist violence in Europe, *Journal of Contemporary European Studies*, online first, 2025, <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/14782804.2025.2505146> (page consultée le 8 août 2025).
- 3 Aaron Y. Zelin, The Damascus Church Attack: Who Is Saraya Ansar al-Sunnah?, The Washington Institute, 25 juin 2025, <https://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/damascus-church-attack-who-saraya-ansar-al-sunnah> (page consultée le 8 août 2025).
- 4 Refugee Population Statistics Database, Office of the United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), last update 12th June 2025, <https://www.unhcr.org/refugee-statistics> (page consultée le 2 juillet 2025).
- 5 "Rohingya Refugee Crisis Explained," Office of the United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), 22 août 2024, <https://www.unrefugees.org/news/rohingya-refugee-crisis-explained/> (page consultée le 2 juillet 2025).
- 6 Kielce Gussie, "Syria: 'The few certainties that existed are now gone'," Vatican News, 19 mars 2025, <https://www.vaticannews.va/en/church/news/2025-03/syria-the-few-certainties-that-existed-are-now-gone.html>; "Syrian priest: 'People are telling us, 'Father, we are afraid for the future of our children,'" Aid to the Church in Need, 26th June 2025, <https://www.churchinneed.org/father-fadi-azar-speaks-about-the-situation-of-christians-in-syria/> (page consultée le 2 juillet 2025).
- 7 "Iraq," Aid to the Church in Need, <https://acninternational.org/iraq/> (page consultée le 2 juillet 2025).
- 8 Amy Balog, "Iraq: Preserving Christianity in Iraq 10 years after Daesh invasion," Aid to the Church in Need United Kingdom, 5 août 2024, <https://acnuk.org/news/iraq-preserving-christianity-in-iraq-10-years-after-daesh-invasion/> (page consultée le 2 juillet 2025).
- 9 Country Guidance: Afghanistan. Common analysis and guidance note, European Union Agency for Asylum, mai 2024, p. 66, https://euaa.europa.eu/sites/default/files/publications/2024-05/2024_CG_AFG_Final.pdf (page consultée le 2 juillet 2025).
- 10 "R4Sahel Coordination Platform for Forced Displacements in Sahel", Operational Data Portal, Office of the United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), dernière mise à jour le 30 juin 2025, Situation Crise au Sahel (page consultée le 5 août 2025).
- 11 Méryl Demuyne, "Mass Displacement and Violent Extremism in the Sahel: A Vicious Circle?", International Centre for Counter-Terrorism (ICCT) Policy Brief, août 2022, <https://icct.nl/sites/default/files/2022-12/meryl-policy-brief-final-version.pdf> (page consultée le 5 août 2025).
- 12 Iwona Zamkowska, "Islamic insurgency in the Sahel as the root of mass displacement in Burkina Faso," *International Institute for Religious Freedom (IIRF)*, Vol 15:1/2 2022, <https://iirf.org/index.php/home/article/view/131>; "Sahel: ACN comes to the aid of Christians displaced by terror", Aid to the Church in Need, 8 février 2024, <https://acninternational.org/sahel-acn-comes-to-the-aid-of-christians-displaced-by-terror/#:~:text=Another%20of%20those%20driven%20out,as%20well%20as%20medical%20expenses> Amy Balog, "Burkina Faso: Church helping thousands of Christians forced into exile", Aid to the Church in Need – United Kingdom, 25 septembre 2024: <https://acnuk.org/news/burkina-faso-church-helping-thousands-of-christians-forced-into-exile/#:~:text=Af%20of%20those%20driven%20out,as%20well%20as%20medical%20expenses> (page consultée le 6 août 2025).
- 13 "Journeys of Pakistani migrants and refugees to Thailand," Mixed Migration Centre (UNODC), décembre 2023, https://mixedmigration.org/wp-content/uploads/2023/12/308_Pakistani_migrants_refugees_Thailand.pdf (page consultée le 5 août 2025).
- 14 Convention and Protocol relating to the Status of Refugees, Office of the United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), <https://www.unhcr.org/media/1951-refugee-convention-and-1967-protocol-relating-status-refugees> (page consultée le 6 août 2025).
- 15 Handbook and Guidelines on Procedures and Criteria for Determining Refugee Status under the 1951 Convention and the 1967 Protocol, UN High Commissioner for Refugees (UNHCR), December 2011 (reissued April 2019), <https://www.unhcr.org/sites/default/files/legacy-pdf/5ddfdcd47.pdf> (page consultée le 5 août 2025). Voir aussi (en français) le « Guide des procédures et critères à appliquer pour déterminer le statut de réfugié au regard de la Convention de 1951 et du Protocole de 1967 relatifs au statut des réfugiés », UNHCR, Handbook on Procedures and Criteria for Determining Refugee Status under the 1951 Convention and the 1967 Protocol relating...
- 16 Statut de Rome de la Cour pénale internationale, Cour pénale internationale, <https://www.icc-cpi.int/resource-library#corelCCTexts> (page consultée le 6 août 2025).
- 17 Christophe Foltzenlogel, "The Persecution of Ex-Muslim Christians in France and in Europe", *European Centre for Law and Justice (ECLJ)*, 13 juillet 2022, https://eclj.org/religious-freedom/coe/the-persecution-of-ex-muslim-christians-in-france-and-in-europe?lng=en&fbclid=IwAR0SLVPV3pDCje6ijJ5LhJX85D_uYWNK8cxAuqSRE4SMQFMxvFz_MOA (page consultée le 23 juillet 2025).
- 18 "Ex-Muslim Christian refugees in Europe: the ECLJ calls for greater protection", *European Centre for Law and Justice (ECLJ)*, 11 mars 2025, <https://eclj.org/asylum/un/ex-muslim-christian-refugees-in-europe-the-eclj-calls-for-greater-protection#:~:text=Similar%20tragedies%20are%20unfolding%20in,or%20violence%20from%20other%20migrants> (page consultée le 6 août 2025).
- 19 ACN International, Rapport sur la liberté religieuse dans le monde - Cuba, Aid to the Church in Need (ACN International), 2023, Cuba Report 2023 (page consultée le 21 août 2025).
- 20 Uriá, I. "Iglesia y Revolución en Cuba. Enrique Pérez Serantes (1883-1968), el obispo que salvó a Fidel Castro," 2011, Ediciones Encuentro.
- 21 Jarquin, E., Payá, R. M., & Machado, M. C. (2021), "Nicaragua, Cuba y Venezuela: Crónicas del fin de la libertad," (Serie Informe Sociedad y Política, No. 180), Libertad y Desarrollo. <https://lyd.org/wp-content/uploads/2021/11/SIP-180-1.pdf> (page consultée le 26 août 2025).
- 22 "Almagro dice que Cuba exporta 'mecanismos de terror' a Nicaragua y Venezuela", EFE, Los Angeles Times, 7 décembre 2011, <https://www.latimes.com/espanol/noticias-mas/articulo/2018-12-07/efe-3836161-14914210-20181207> (page consultée le 26 août 2025).
- 23 "Venezuela y Cuba: progresía, socialismo y simulacros," Clarín 1er août 2023, https://www.clarin.com/mundo/venezuela-cuba-progresia-socialismo-simulacros_0_oteizNbh0.html (page consultée le 26 août 2025).
- 24 Voir les rapports sur le Nicaragua, le Venezuela et Cuba des trois dernières éditions du Rapport sur la liberté religieuse dans le monde d'Aid to the Church in Need (ACN) Principales constataciones - La liberté religieuse 2023 (page consultée le 26 août 2025).
- 25 Ibid.
- 26 "Los cubanos en Venezuela," Martí Noticias, 21 octobre 2018, <https://www.martinoticias.com/a/los-cubanos-en-venezuela/216715.html> (page consultée le 26 août 2025).
- 27 Voir les rapports sur le Nicaragua des trois dernières éditions du Rapport sur la liberté religieuse dans le monde d'Aid to the Church in Need (ACN) Principales constataciones - La liberté religieuse 2023 (page consultée le 26 août 2025).
- 28 Carlos Carrillo, "Cuba's 'migratory stampede' has no end in sight," Reuters, 11 septembre 2024, <https://www.reuters.com/world/americas/cubas-migratory-stampede-has-no-end-sight-2024-09-11/> (page consultée le 21 août 2025).
- 29 "Remittances from Nicaraguan migrants mark new record, passing \$4 billion," Reuters 28 décembre 2023, <https://www.reuters.com/world/americas/remittances-nicaraguan-migrants-mark-new-record-passing-4-billion-2023-12-27/> (page consultée le 21 août 2025).
- 30 Crisis in Venezuela: More than 7.7 million refugees and migrants, UNHCR Spain, (as of mid-2025), <https://www.acnur.org/es-es/emergencias/situacion-de-venezuela> (page consultée le 21 août 2025).
- 31 Sina Hartert, « Pour des milliers de déplacés chrétiens au Burkina Faso : c'est comme l'exil du Peuple de Dieu à Babylone », Aid to the Church in Need (ACN), Pour des milliers de déplacés chrétiens au Burkina Faso : c'est comme l'exil du Peuple de Dieu à Babylone | ACN International (page consultée le 5 août 2025).
- 32 « Burkina Faso : Nouveau chapitre douloureux pour les chrétiens », Aid to the Church in Need (ACN), 21 novembre 2023, Chrétiens en détresse au Burkina Faso | ACN International (page consultée le 5 août 2025).
- 33 Good Governance Africa. "Fulani and Jihad in West Africa: A Complex Relationship." Good Governance Africa, 2020, gga.org/fulani-and-jihad-in-west-africa-a-complex-relationship/ (page consultée le 26 août 2025).
- 34 Uppsala University Press Release. "New study unravels the history of the largest pastoral population in Africa." 12 février 2025, <https://phys.org/news/2025-02-history-fulani-largest-pastoral-populations.html>; "Fulani", The Africanica, 25 mars 2025, <https://theafricanica.com/people/fulani/> (page consultée le 21 août 2025); B. Sangare, "Fulani People and Jihadism in Sahel and Western African countries", Fondation Pour la Recherche Stratégique, 8 février 2019, <https://www.frstrategie.org/en/programs/observatoire-du-monde-arabo-musulman-et-du-sahel/fulani-people-and-jihadism-sahel-and-west-african-countries-2019> (page consultée le 21 août 2025).
- 35 Fortes-Lima, C., et al. (2025). "Population history and admixture of the Fulani people from the Sahel." *The American Journal of Human Genetics*, <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0002929724004579> (page consultée le 26 août 2025).
- 36 Boukary Sangare, "Fulani People and Jihadism in Sahel and West African Countries", Fondation for Strategic Research, 8 février 2019, <https://www.frstrategie.org/en/programs/observatoire-du-monde-arabo-musulman-et-du-sahel/fulani-people-and-jihadism-sahel-and-west-african-countries-2019> (page consultée le 26 août 2025).
- 37 U.S. Commission on International Religious Freedom. "Factsheet: Fulani Communities." By Madeline Velturo, USCIRF, 2020, www.uscifr.gov/sites/default/files/2020%20Factsheet%20-%20Fulani%20Communities_FINAL_0.pdf. (page consultée le 26 août 2025).
- 38 Good Governance Africa. "Fulani and Jihad in West Africa: A Complex Relationship." Good Governance Africa, 2020, gga.org/fulani-and-jihad-in-west-africa-a-complex-relationship/ (page consultée le 26 août 2025).
- 39 International Crisis Group, "The Social Roots of Jihadist Violence in Burkina Faso's North," Africa Report N°254, 12 octobre 2017, <https://www.crisisgroup.org/africa/west-africa/burkina-faso/254-social-roots-jihadist-violence-burkina-faso-north>; Boukary Sangare, "Annexe 1 : Organizations and stratification of the Fulani society in central Mali, Fulani People and Jihadism in Sahel and West African Countries," Fondation for Strategic Research, 8 février 2019, <https://www.frstrategie.org/en/programs/observatoire-du-monde-arabo-musulman-et-du-sahel/fulani-people-and-jihadism-sahel-and-west-african-countries-2019> (page consultée le 26 août 2025).
- 40 "Focus on the Sahel: Terrorism, NGOs and the Fulani Communities", France 24, 23 octobre 2024, <https://www.france24.com/en/africa/20241023-focus-sahel-terrorism-ngos-fulani-communities-alqaeda-jnim>. (page consultée le 26 août 2025).
- 41 Marta Petrosillo and Maria Lozano, "Burkina Faso, extremism and terrorism: Country Report", Aid to the Church in Need (ACN) International, <https://media.acninternational.org/wp-content/uploads/2025/08/ACN-20241205-177390.pdf>
- 42 Ibid.
- 43 Boukary Sangare, "Fulani People and Jihadism in Sahel and West African Countries," Fondation for Strategic Research, 8 février 2019, <https://www.frstrategie.org/en/programs/observatoire-du-monde-arabo-musulman-et-du-sahel/fulani-people-and-jihadism-sahel-and-west-african-countries-2019> (page consultée le 26 août 2025).
- 44 "Burkina Faso, extremism and terrorism: Country Report," op. cit.
- 45 Maria Lozano, "Nigeria at the Crossroads: Country Report" (Aid to the Church in Need (ACN) International,



- 2023), <https://media.acninternational.org/wp-content/uploads/2025/03/ACN-20230202-139856.pdf> (page consultée le 26 août 2025).
- 46 Nucha Suintai Gambo, "Reconstructing the Origin and the Main Drivers of Conflict between Tiv Farmers and Fulani Herders in Benue State, Nigeria" (Taraba State University, December 2023), <https://ijidjournal.org/index.php/ijid/article/view/462/333> (page consultée le 21 août 2025).
- 47 John Shiaoondo, "Untold Story of the Tiv War Against Hegemony", Blueprint, 2 mai 2025, <https://blueprint.ng/untold-story-of-the-tiv-war-against-hegemony/> (page consultée le 26 août 2025).
- 48 Pierre Prier, "Africa. The Living Memory of the Usman Dan Fodio's Caliphate", Orient XXI, 2019, <https://orientxxi.info/magazine/africa-the-living-memory-of-the-usman-dan-fodio-s-caliphate,3556> (page consultée le 26 août 2025).
- 49 "Killings: Some Politicians Prefer to Worsen Crisis, Have State of Emergency in Benue – Tor Tiv", Channels Television, 18 juin 2025, <https://www.channelstv.com/2025/06/18/killings-some-politicians-prefer-to-worsen-crisis-have-state-of-emergency-in-benue-tor-tiv/> (page consultée le 26 août 2025).
- 50 Maria Lozano, "Nigeria at the Crossroads: Country Report" (Aid to the Church in Need (ACN) International, 2023), <https://media.acninternational.org/wp-content/uploads/2025/03/ACN-20230202-139856.pdf> (page consultée le 26 août 2025).
- 51 Ibid.
- 52 Amy Balog, "Nigeria: Leaders Accused of Inaction Amid Ongoing Killings and Food Crisis," Aid to the Church in Need, 2024, <https://acninternational.org/nigeria-leaders-accused-of-inaction-amid-ongoing-killings-and-food-crisis/> (page consultée le 26 août 2025).
- 53 Nucha Suintai Gambo, "Reconstructing the Origin and the Main Drivers of Conflict between Tiv Farmers and Fulani Herders in Benue State, Nigeria" (Taraba State University, décembre 2023), <https://ijidjournal.org/index.php/ijid/article/view/462/333> (page consultée le 21 août 2025).
- 54 Boukary Sangare, "Fulani People and Jihadism in Sahel and West African Countries," Foundation for Strategic Research, February 8, 2019, <https://www.frstrategie.org/en/programs/observatoire-du-monde-arabo-musulman-et-du-sahel/fulani-people-and-jihadism-sahel-and-west-african-countries-2019> (page consultée le 26 août 2025).
- 55 Pierre Prier, "Africa. The Living Memory of the Usman Dan Fodio's Caliphate", Orient XXI, 2019, <https://orientxxi.info/magazine/africa-the-living-memory-of-the-usman-dan-fodio-s-caliphate,3556> (page consultée le 26 août 2025).
- 56 A.Thurston, Central Mali: The Possibilities and Limits of Incorporation, In: Jihadists of North Africa and the Sahel: Local Politics and Rebel Groups, Cambridge University Press, 2020.
- 57 Africa Surpasses 150,000 Deaths Linked to Militant Islamist Groups in Past Decade, Africa Center for Strategic Studies, 28 juillet 2025, <https://africacenter.org/spotlight/en-2025-mig-10-year/> (page consultée le 10 août 2025).
- 58 "Global Terrorism Index 2025: Measuring The Impact of Terrorism," Institute for Economics & Peace, mars 2025, <https://www.visionofhumanity.org/wp-content/uploads/2025/03/Global-Terrorism-Index-2025.pdf> (page consultée le 10 août 2025).
- 59 Ibid.
- 60 Sina Hartet and Maria Lozano, « ACN dénonce de nouveaux meurtres perpétrés par des terroristes islamistes au Burkina Faso », Aid to the Church in Need International, 30 août 2024, ACN dénonce de nouveaux meurtres perpétrés par des terroristes islamistes au Burkina Faso | ACN International (page consultée le 10 juillet 2025).
- 61 Mali crisis: Key players, BBC News, 12 mars 2013, <https://www.bbc.com/news/world-africa-17582909>, (page consultée le 21 août 2025).
- 62 "Global Terrorism Index 2025: Measuring The Impact of Terrorism," op.cit
- 63 "Defining a new approach to the Sahel's military-led states," International Crisis Group, 22 mai 2025, <https://www.crisisgroup.org/africa/sahel/burkina-faso-mali-niger/defining-new-approach-sahels-military-led-states> (page consultée le 10 juillet 2025).
- 64 "The coup in Niger," International Institute for Strategic Studies, août 2024, <https://www.iiss.org/sv/publications/strategic-comments/2023/the-coup-in-niger/> (page consultée le 21 août 2025).
- 65 Dipo Faloyin, "A coup in Gabon seems to have ended one family's 56-year rule", Vice News, 10 août 2023, <https://www.vice.com/en/article/a-coup-in-gabon-seems-to-have-ended-one-familys-56-year-rule/> (page consultée le 15 juin 2024).
- 66 Wycliffe Muia, "Burkina Faso army says it foiled 'major' coup plot", BBC News, 22 avril 2025, <https://www.bbc.co.uk/news/articles/c5ygzpzkzno> (page consultée le 19 août 2025).
- 67 B. Rukanga & N. Booty, "Guinea-Bissau: Attempted coup was foiled, says President Embaló", BBC News, 3rd December 2023, <https://www.bbc.com/news/world-africa-67586556> (page consultée le 19 août 2025).
- 68 Wedaeli Chibelushi, "US and British citizens among 37 sentenced to death in DR Congo coup trial", BBC News, 13 septembre 2024, <https://www.bbc.co.uk/news/articles/cx2e2v2le8wo> (page consultée le 19 août 2025).
- 69 Booty, N. and Akinpelu, Y. "Central African Republic President Toudera wins referendum with Wagner hep", BBC, 7 août 2023, <https://www.bbc.com/news/world-africa-66428935> (page consultée le 27 février 2025).
- 70 Constitution Gabonaise 2024, République Gabonaise, <https://www.gouvernement.ga/object.getObject.do?id=3958> (page consultée le 27 décembre 2024).
- 71 Gérauds Wilfried Obangome, "Gabon takes historic step towards democratic renewal," Africanews, 13 août 2024, <https://www.africanews.com/2024/04/03/gabon-takes-historic-step-towards-democratic-renewal/> (page consultée le 15 juin 2024).
- 72 Natasha Booty and Nicolas Negoce, "Togo constitution: Parliament passes reforms likened to coup," BBC News, 20 avril 2024, <https://www.bbc.com/news/world-africa-68860091> (page consultée le 8 juin 2024).
- 73 Sofia Christensen, Burkina Faso junta leader says no elections until the country safe for voting, Reuters, 29 septembre 2023, <https://www.reuters.com/world/africa/burkina-faso-junta-leader-says-no-elections-until-country-safe-voting-2023-09-29/> (page consultée le 10 août 2025).
- 74 Morgane Le Cam, In Mali, democracy has been indefinitely postponed, Le Monde (Opinion), 19 mai 2024, https://www.lemonde.fr/en/opinion/article/2024/05/19/in-mali-democracy-has-been-indefinitely-postponed_6671934_23.html (page consultée le 10 août 2025).
- 75 Guinea: December (postponed) 2024 Elections, Africa Center for Strategic Studies, 17 janvier 2024, <https://africacenter.org/spotlight/2024-elections/guinea/> (page consultée le 10 août 2025).
- 76 Dabo Alberto, Guinea-Bissau opposition vows to 'paralyse' country in election timing row, Reuters, 26 février 2025, <https://www.reuters.com/world/africa/guinea-bissau-opposition-vows-paralyse-country-election-timing-row-2025-02-26/> (page consultée le 10 août 2025).
- 77 "BBC News, 'Slavery, migration, and jihadists-the issues as Mauritania votes,' BBC News, 4 décembre 2023, <https://www.bbc.com/news/articles/c51y81exdjlo> (page consultée le 8 janvier 2025)."
- 78 "Mahamat Idriss Déby officially declared winner of presidential election", France 24, 16 mai 2024, <https://www.france24.com/en/live-news/20240516-%F0%9F%94%B4-chad-junta-chief-mahamat-idriss-d%C3%A9by-officially-declared-winner-of-presidential-election>, (page consultée le 10 août 2025).
- 79 Le Monde, "Senegal: A triumph, a shock, and a wake-up call," Le Monde, 26 mars 2024, https://www.lemonde.fr/en/international/article/2024/03/26/senegal-a-triumph-a-shock-and-a-wake-up-call_6655708_4.html (page consultée le 15 février 2025).
- 80 "Togo ruling party wins big parliamentary majority in boost for Gnassingbé", France 24, 5 mai 2024, <https://www.france24.com/en/africa/20240505-togo-ruling-party-wins-big-parliamentary-majority-in-boost-for-gnassingbe> (page consultée le 8 juin 2024).
- 81 Silas Isenja, "Catholic Bishops Laud South Africa's 'overwhelming' free and fair polls", Acia Africa, 3r juin 2024, <https://www.aciafrica.org/news/11063/catholic-bishops-laud-south-africas-overwhelmingly-free-and-fair-polls> (page consultée le 15 janvier 2025).
- 82 "Sudan Crisis Explained", UN Refugee Agency, 27 février 2025, <https://www.unrefugees.org/news/sudan-crisis-explained/#:~:text=Sudan%20has%20also%20been%20heavily,exacerbating%20food%20insecurity%20for%20families> (page consultée le 10 mars 2025).
- 83 Santino Fardol W. Dicken, "South Sudan postpones elections to 2026: A move toward inclusivity and stability," Wilson Center, 6 février 2025, <https://www.wilsoncenter.org/article/south-sudan-postpones-elections-2026-move-toward-inclusivity-and-stability> (page consultée le 3 mars 2025).
- 84 Faisal Ali, "Ethiopia and Somaliland reach historic agreement over access to Red Sea ports", The Guardian, 1er janvier 2024, <https://www.theguardian.com/world/2024/jan/01/ethiopia-and-somaliland-reach-historic-agreement-over-access-to-red-sea-ports> (page consultée le 15 juin 2025).
- 85 "What's Next for the Fight Against al-Shabaab in Kenya and Somalia – August 2024," ACLED (Armed Conflict Location & Event Data Project), 4 septembre 2024, <https://acleddata.com/report/whats-next-fight-against-al-shabaab-kenya-and-somalia-august-2024/> (page consultée le 10 août 2025).
- 86 "Government ends extra vetting for for ID registration in borders counties", President of the Republic of Kenya, 5 février 2025, <https://www.president.go.ke/government-ends-extra-vetting-for-id-registration-in-borders-counties/> (page consultée le 19 août 2025).
- 87 Burton, D. and Kim M. "Muslim terrorists slaughter record numbers of Christians in central Nigeria," Truth Nigeria, 24 juin 2023, <https://truthnigeria.com/2023/06/muslim-terrorists-slaughter-record-numbers-of-christians-in-central-nigeria/> (page consultée le 13 mai 2025).
- 88 Masara Kim, "Nigeria under invasion," Truth Nigeria, 2 janvier 2024, <https://truthnigeria.com/2024/01/christmas-massacre-led-by-3000-invading-terrorists/> (page consultée le 13 mai 2025).
- 89 « Nigeria : près de 200 morts lors d'une attaque nocturne », Aid to the Church in Need (ACN), 28 mai 2025, Nigeria : près de 200 morts lors d'une attaque nocturne | ACN International (page consultée le 15 juin 2025).
- 90 "Heroic staff save pupils as gunmen attack Catholic school at night", Aid to the Church in Need (ACN), 2 mai 2025, <https://acninternational.org/heroic-staff-save-pupils-as-gunmen-attack-catholic-school-at-night/> (page consultée le 15 juin 2025).
- 91 Chinedu Asadu, "M23 rebels seize key towns in eastern Congo as violence intensifies," Associated Press, 16 février 2025, <https://apnews.com/article/m23-rebels-congo-nyanzale-north-kivu-5ab5f58872065924343f0669c0689a4> (page consultée le 24 juillet 2025).
- 92 Antoine Roger Lokongo, "DRC bishops face backlash over peace plan", The Pillar, 24 mars 2025, <https://www.pillaratholic.com/p/drc-bishops-face-backlash-over-peace> (page consultée le 28 juillet 2025).
- 93 2025 Global Report on Internal Displacement (GRID), Internal Displacement Monitoring Centre (IDMC), 13 mai 2025, <https://api.internal-displacement.org/sites/default/files/publications/documents/idmc-grid-2025-global-report-on-internal-displacement.pdf> (page consultée le 10 août 2025).
- 94 Refugee Statistics, UN Refugees (Refugee Facts), (as of end of April 2025), <https://www.unrefugees.org/refugee-facts/statistics/> (page consultée le 10 août 2025).
- 95 Wendy Williams, "African Migration Trends to Watch in 2025", Africa Center for Strategic Studies, 3rd February 2025, <https://africacenter.org/spotlight/migration-trends-2025/> (page consultée le 10 août 2025).
- 96 "Memórias de 7 anos de terror em Cabo Delgado", Aid to the Church in Need (Portugal), février 2024, <https://fundacao-ais.pt/memorias-de-7-anos-de-terror-em-cabo-delgado/> (page consultée le 5 août 2025).
- 97 Ibid.
- 98 « Mozambique : L'Église s'attache à promouvoir le dialogue interreligieux dans le nord du pays en proie au terrorisme », Aid to the Church in Need (ACN) International, 13 juin 2023, Mozambique : L'Église promeut le dialogue interreligieux | ACN Intl (page consultée le 5 août 2025).
- 99 Burkina Faso: les associations islamiques se mobilisent contre les discours haineux sur les réseaux sociaux <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20250714-burkina-faso-associations-islamiques-mobilisent-contre-les-discours-haineux-r%C3%A9seaux-sociaux-sensibilisation>
- 100 See Alberto Quintavalla and Jeroen Temperman (eds.), Artificial Intelligence and Human Rights, Oxford University Press, 2023.

- 101 « Message de Sa Sainteté François pour la 57ème Journée Mondiale de la Paix », 1er janvier 2024, LVIIe Journée mondiale de la Paix 2024 - Intelligence artificielle et paix (page consultée le 6 août 2025).
- 102 Yugang He, "Artificial intelligence and socioeconomic forces: transforming the landscape of religion," *Humanities and Social Sciences Communications*, Vol. 11, No. 602, 2024, <https://doi.org/10.1057/s41599-024-03137-8>; Nadia Nooreydzan, "India's religious AI chatbots are speaking in the voice of god – and condoning violence," *Rest of World*, 9 mai 2023, <https://restofworld.org/2023/chatgpt-religious-chatbots-india-gitagpt-krishna/>; Edibe Betul Yucer, "Will Artificial Intelligence reshape how we practice religion?," *TRT Global*, 3 décembre 2024, <https://trt.global/world/article/18239230> (page consultée le 5 août 2025).
- 103 Andri Nirwana et al., "SWOT Analysis of AI Integration in Islamic Education: Cognitive, Affective, and Psychomotor Impacts," *Qubahan Academic Journal*, Vol. 5, no. 1, March 2025, <https://doi.org/10.48161/qaj.v5n1a1498> (page consultée le 5 août 2025).
- 104 Michael Voskoboinik, "AI in the Classroom: Connecting to Ancestors with AI," *HaYidion: The Prizmah Journal*, Center for Jewish Day Schools, Fall 2023, <https://prizmah.org/hayidion/ai-and-tech/ai-classroom> (page consultée le 5 août 2025).
- 105 Christos Papakostas, "Artificial Intelligence in Religious Education: Ethical, Pedagogical, and Theological Perspectives," *Religions* 16, No. 5, 563, avril 2025, <https://www.mdpi.com/2077-1444/16/5/563>; Rico C. Jacoba, "Exploring the Role of Artificial Intelligence in Interreligious Discourse," *Religion and Social Communication*, Vol. 21, No. 2, 2023, pp. 375-400, <https://asianresearchcenter.org/blog/articles/exploring-the-role-of-artificial-intelligence-in-interreligious-discourse> (page consultée le 5 août 2025).
- 106 Harris Wiseman, "Generative AI Cannot Replace a Spiritual Companion or Spiritual Advisor," *Christian Perspectives on Science and Technology*, Vol. 3, 3 avril 2025, <https://doi.org/10.58913/REGES291> (page consultée le 5 août 2025).
- 107 Cathrin Schaefer, "How extremist groups like 'Islamic State' are using AI," *Deutsche Welle (DW)*, 10 juillet 2024, <https://www.dw.com/en/how-extremist-groups-like-islamic-state-are-using-ai/a-69609398> (page consultée le 5 août 2025).
- 108 Mykola Makhortykh, "AI and the Holocaust: rewriting history? The impact of artificial intelligence on understanding the Holocaust," *UNESCO*, Paris, 2024, <https://www.gcedclearinghouse.org/sites/default/files/resources/240178eng.pdf> (page consultée le 5 août 2025).
- 109 "Using artificial intelligence to stop vandalism on historic sites," *Canterbury Christ Church University*, 10 janvier 2024, <https://www.canterbury.ac.uk/news/2024/using-artificial-intelligence-to-stop-vandalism-on-historic-sites>; Ben Emmerson, "Civilian impact of remotely piloted aircraft," Chapter III, Report of the Special Rapporteur on the promotion and protection of human rights and fundamental freedoms while countering terrorism to the UN Human Rights Council, A/HRC/25/59, 11 mars 2014, <https://docs.un.org/en/A/HRC/25/59>; "Ensuring use of remotely piloted aircraft or armed drones in counterterrorism and military operations in accordance with international law, including international human rights and humanitarian law," *UN Human Rights Council*, Resolution 25/22, A/HRC/RES/25/22, 15th April 2014, <https://docs.un.org/en/A/HRC/RES/25/22> (page consultée le 5 août 2025).
- 110 Nicola Milnes and Rida Lyammouri, "Countering Jnim's Drone Proliferation in the Sahel," *Policy Center for the New South*, July 2025, p. 5, https://www.policycenter.ma/sites/default/files/2025-07/PP_24-25%20%28Nicola%20Milnes%20%26%20Rida%20Lyammouri%29_0.pdf (page consultée le 5 août 2025).
- 111 Daniel Sprick, "Predictive Policing in China: An Authoritarian Dream of Public Security," *Navei Reet: Nordic Journal of Law and Social Research (NNJLSR)*, No. 9, 2019, pp. 299-324, https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=3700785 (accessed 23rd July 2025).
- 112 Beatrice Nolan, "A smuggled North Korean smartphone reveals how the regime censors information, including screenshotting users activities every five minutes," *Fortune*, 4th June 2025, <https://fortune.com/2025/06/04/north-korea-smartphone-censorship-screenshots-every-five-minutes/> (page consultée le 23 juillet 2025).
- 113 Taimur Aimen, "Cognitive freedom and legal accountability: Rethinking the EU AI act's theoretical approach to manipulative AI as unacceptable risk," *Cambridge Forum on AI: Law and Governance* 1, e20, 16th May 2025, pp. 1-28, <https://www.cambridge.org/core/journals/cambridge-forum-on-ai-law-and-governance/article/cognitive-freedom-and-legal-accountability-rethinking-the-eu-ai-acts-theoretical-approach-to-manipulative-ai-as-unacceptable-risk/45F379C0707D7A415C042BB08088F8F8>; Michael Klenk, "Ethics of generative AI and manipulation: a design-oriented research agenda," *Ethics and Information Technology*, Vol. 26, No. 9, 2024, <https://link.springer.com/article/10.1007/s10676-024-09745-x#citeas> (page consultée le 5 août 2025).
- 114 Committee of Ministers, "Declaration by the Committee of Ministers on the Manipulative Capabilities of Algorithmic Processes," *Council of Europe*, 13 février 2019, point 9, [https://search.coe.int/cm/#\[?CoEIdentifier\[\"i\"\];\"090000168092d4b\"\];\"sort\[\"i\"\];\"CoEValidationDate%20Descending\"\]](https://search.coe.int/cm/#[?CoEIdentifier[\) (page consultée le 26 juillet 2025).
- 115 Marcello Ienca, "On Artificial Intelligence and Manipulation," *Topoi* 42, pp. 833-842, 20 juin 2023, <https://link.springer.com/article/10.1007/s11245-023-09940-3> (page consultée le 10 août 2025).
- 116 Aengus Lynch, Caleb Larson and Sören Minderermann, "Agentic Misalignment: How LLMs Could be an Insider Threat," *Anthropic Research*, 21 juin 2025, <https://www.anthropic.com/research/agentic-misalignment> (page consultée le 5 août 2025).
- 117 Big Data Analytics in Motor and Health Insurance: A Thematic Review, Luxembourg, European Insurance and Occupational Pensions Authority, 2019, p. 39, https://register.eiopa.europa.eu/Publications/EIOPA_BigDataAnalytics_ThematicReview_April2019.pdf; Kate Quiñones, "What is 'debanking' and how does it affect Catholics?," *Catholic News Agency*, 25 mars 2025, <https://www.catholicnewsagency.com/news/262917/cna-explains-what-is-debanking-and-how-does-it-affect-catholics> (page consultée le 6 août 2025).
- 118 The Rome Call for Ethics, *RenAissance Foundation*, 28 février 2020, https://www.romecall.org/wp-content/uploads/2022/03/RomeCall_Paper_web.pdf (page consultée le 26 juillet 2025).
- 119 David Kaye, « Promotion et protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression », *Nations Unies*, Assemblée générale, 29 août 2018, point 29, Document Viewer (page consultée le 26 juillet 2025).
- 120 Robert Gorwa, Reuben Binns and Christian Katzenbach, "Algorithmic content moderation: Technical and political challenges in the automation of platform governance," *Big Data & Society*, Vol. 7, No. 1, February 2020, <https://journals.sagepub.com/doi/full/10.1177/2053951719897945> (page consultée le 5 août 2025).
- 121 "Fake message to President of Burkina Faso attributed to Pope," *Vatican News*, 21 mai 2025, <https://www.vaticannews.va/en/world/news/2025-05/pope-leo-xiv-burkina-faso-fake-video-message.html> (page consultée le 26 juillet 2025).
- 122 "Fifth Deep fake to a bishop: they clone his voice and ask for money in his name," *Zenit*, 19 juillet 2025, <https://zenit.org/2025/07/19/fifth-deep-fake-to-a-bishop-they-clone-his-voice-and-ask-for-money-in-his-name/>; Mario Ramírez Millán, "Suplantan la voz del arzobispo de Mérida-Badajoz para estafar telefónicamente," *Antenna 3*, 26 juillet 2025, https://www.antena3.com/noticias/sociedad/suplantan-voz-arzobispo-meridabadajoz-estafar-telefonicamente_202507266884d80ff4ec026a96bc56bb.html; Rosa Matas, "Suplantan con IA al obispo de Urgell para publicitar inversiones en petróleo," *La Vanguardia*, 23 mai 2024, <https://www.lavanguardia.com/vida/20240523/9668776/suplantan-ia-obispo-urgell-publicitar-inversiones-petroleo.html> (page consultée le 26 juillet 2025).
- 123 Sadie Harley (ed.), "AI reveals hidden language patterns and likely authorship in the Bible," *Phys. org*, 5 juin 2025, <https://phys.org/news/2025-06-ai-reveals-hidden-language-patterns.html>; Alexander Lozano, "Some Observations on Artificial Intelligence (AI) and Religion," *Catholic Insight*, 15 juillet 2024, <https://catholicinsight.com/2024/07/15/some-observations-on-artificial-intelligence-ai-and-religion/> (page consultée le 5 août 2025); Jasmine Liu, "AI Can Help Reconstruct Ancient Texts - With Stunning Accuracy," *Hyperallergic*, 24 mars 2022, <https://hyperallergic.com/719349/ai-can-help-reconstruct-ancient-texts-with-stunning-accuracy/> (page consultée le 11 août 2025).
- 124 Najmeh Bozorgmehr, "Robots can help issue a fatwa': Iran's clerics look to harness AI," *Financial Times*, 24 septembre 2023, <https://www.ft.com/content/9c1c3fd3-4aea-40ab-977b-24fe5527300c> (page consultée le 26 juillet 2025).
- 125 Lance Eliot, "The Crucial Ways That Religion And Generative AI ChatGPT Are Crossing Fateful Faithful Paths," *Forbes*, 10 mai 2023, <https://www.forbes.com/sites/lanceeliot/2023/05/10/the-crucial-ways-that-religion-and-generative-ai-chatgpt-are-crossing-fateful-faithful-paths/>; Lluís Oviedo, "Artificial Intelligence and Theology: Looking for a Positive – but not Uncritical – Reception," *Zygon: Journal of Religion and Science*, Vol. 57, No. 4, 2022, 938-952, <https://www.zygonjournal.org/article/id/14871> (page consultée le 13 août 2025); Anne-Charlotte Muller, "Une IA chrétienne, une des grandes missions du 21e siècle ?", *Fédération romande d'Eglises évangéliques (FREE)*, 4 octobre 2024, <https://lafree.info/info/une-ia-chretienne-une-des-grandes-missions-du-21e-siecle?highlight=WjJpbnRlbgxpZ2VuY2UilCJhcnRpZmljaWVsbGUiLjpbRlbgxpZ2VuY2UyXGJ0aWZpY2l1bGxll0=> (page consultée le 26 juillet 2025).
- 126 "What are AI hallucinations?," *IBM*, <https://www.ibm.com/think/topics/ai-hallucinations> (page consultée le 5 août 2025).
- 127 Jing Zhang, Wenlong Song and Yang Liu, "Cognitive bias in generative AI influences religious education," *Scientific Report*, 15, No. 15720, 5 mai 2025, <https://www.nature.com/articles/s41598-025-99121-6> (page consultée le 5 août 2025).
- 128 Claire Giangravé, "Artificial intelligence program poised to shake up Catholic education, doctrine," *Religion News Service (RNS)*, 24th August 2023, <https://religionnews.com/2023/08/24/artificial-intelligence-program-poised-to-shake-up-catholic-education-doctrine/> (accessed 5th August 2025).
- 129 Neil McArthur, "Gods in the machine? The rise of artificial intelligence may result in new religions," *The Conversation*, 15 mars 2023, <https://theconversation.com/gods-in-the-machine-the-rise-of-artificial-intelligence-may-result-in-new-religions-201068> (page consultée le 5 août 2025).
- 130 Jordan Wales, "The Image and the Idol: A Theological Reflection on AI Bias," *Church Life Journal*, 11 octobre 2021, <https://churchlifejournal.nd.edu/articles/the-image-and-the-idol-a-theological-reflection-on-ai-bias/>; Mark Harris, "Inside the First Church of Artificial Intelligence," *Wired*, 15 novembre 2017, <https://www.wired.com/story/anthony-levandowski-artificial-intelligence-religion/> (page consultée le 5 août 2025).
- 131 "La Intelligencia Artificial. Una mirada pastoral desde América Latina y el Caribe," *Consejo Episcopal Latinoamericano y Caribeño (CELAM)*, January 2025, p. 84, <https://adn.celam.org/wp-content/uploads/2025/05/IA-mirada-pastoral-desde-ALC.pdf> (page consultée le 26 juillet 2025).
- 132 See Article 2 of the Council of Europe Framework Convention on Artificial Intelligence and Human Rights, Democracy and the Rule of Law, *Council of Europe Treaties Series*, 5 septembre 2024, <https://rm.coe.int/1680afae3c> (page consultée le 5 août 2025).
- 133 Carissan Véliz, "Moral zombies: why algorithms are not moral agents," *AI & Society*, Vol. 36, 16 avril 2021, pp. 487-497, <https://doi.org/10.1007/s00146-021-01189-x> (page consultée le 5 août 2025).
- 134 Jovana Davidovic, "On the purpose of meaningful human control of AI," *Frontiers in Big Data*, Vol. 5, 2022, 9 janvier 2023, <https://www.frontiersin.org/journals/big-data/articles/10.3389/fdata.2022.1017677/full> (page consultée le 6 août 2025).
- 135 Card Víctor Manuel Fernández et al., "Antiqua et Nova. Note on the Relationship Between Artificial Intelligence and Human Intelligence," *Dicastery for the Doctrine of the Faith and Dicastery for Culture and Education*, 14 janvier 2025, https://www.vatican.va/roman_curia/congregations/cfaith/documents/rc_dcf_doc_20250128_antiqua-et-nova_en.html; "Statement of the Commission on Ethics of COMECE: A European Call for Responsibility. Ethical demands for a human-centric artificial intelligence," *Commission of the Bishops' Conferences of the European Union (COMECE)*, 1er février 2024, <https://www.comece.eu/wp-content/uploads/sites/2/2024/02/Statement-01022024-COMECE-on-EU-AI-Act-EN.pdf>; Bishop William D. Byrne et al., "Joint Letter on Artificial Intelligence: Principles and Priorities," *United States Conference of Catholic Bishops (USCCB)*, 9 juin 2025, <https://www.usccb.org/resources/joint-letter-artificial-intelligence-principles-and-priorities> (page consultée le 10 août 2025).
- 136 CSW, General Briefing, China, 17 décembre 2024 - <https://www.csw.org.uk/2024/12/17/report/6398/article.htm> (page consultée le 1er juillet 2025).
- 137 Xi'an Church of Abundance: Trial Against Pastors Starts with Fabricated "Victims", *Bitter Winter*, 1er juillet, <https://bitterwinter.org/xian-church-of-abundance-trial-against-pastors-starts-with-fabricated-victims/>, (page consultée le 10 août 2025).
- 138 China File, "A New Round of Restrictions Further Constrains Religious Practice in Xinjiang", 19 avril 2024 - <https://www.chinafile.com/reporting-opinion/viewpoint/new-round-of-restrictions-further-constrains-religious-practice-xinjiang> (page consultée le 1er juillet 2025).



- 139 "China: Hundreds of Uyghur Village Names Change," Human Rights Watch, 18 juin 2024, <https://www.hrw.org/news/2024/06/18/china-hundreds-uyghur-village-names-change> (page consultée le 15 juin 2025).
- 140 Jang, S. "Repatriated N. Korean defectors who interacted with Christians sent to political prison camps," Daily NK, 24 avril 2024, <https://www.dailynk.com/english/repatriated-north-korean-defectors-interacted-christians-sent-political-prison-camps/> (page consultée le 16 mars 2025).
- 141 Country policy and information note: ethnic and religious groups, Vietnam, December 2024, GOV.UK, <https://www.gov.uk/government/publications/vietnam-country-policy-and-information-notes/country-policy-and-information-note-ethnic-and-religious-groups-vietnam-february-2022-accessible-version> (page consultée le 19 août 2025).
- 142 "Christian Persecution in Laos: Evangelical Pastor Killed," AsiaNews, 26 juillet 2024, <https://www.asianews.it/news-en/Christian-persecution-in-Laos-evangelical-pastor-killed-61228.html> (page consultée le 30 janvier 2025).
- 143 John Cosenza, "The Rise of Buddhist Ethnonationalism and Military Impunity in Myanmar," International Christian Concern (ICC), 7 février 2020, <https://www.persecution.org/2020/02/07/rise-buddhist-ethnonationalism-military-impunity-myanmar/> (page consultée le 11 juin 2025).
- 144 "Religious Freedom under attack in Burma," Voice of America (VOA), 4 mars 2025, <https://editorials.voa.gov/a/religious-freedom-under-attack-in-burma/7997635.html> (page consultée le 11 juin 2025).
- 145 Myanmar 2008, Constitution Project, https://www.constituteproject.org/constitution/Myanmar_2008 (page consultée le 19 août 2025).
- 146 End Blasphemy Laws, Sri Lanka, <https://end-blasphemy-laws.org/countries/asia-central-southern-and-south-eastern/sri-lanka/> (page consultée le 19 août 2025).
- 147 Purohit, K. "Empty bed lost jobs; the price of India's crackdown on NGO funds", 11 juillet 2024, Context <https://www.context.news/money-power-people/empty-beds-lost-jobs-the-price-of-indias-crackdown-on-ngo-funds> (page consultée le 10 février 2025).
- 148 "New anti-conversion law takes effect in Rajasthan", 21 février 2025, International Christian Concern, <https://www.persecution.org/2025/02/21/new-anti-conversion-law-takes-effect-in-rajasthan/> (page consultée le 19 août 2025).
- 149 "Growing violence threatens Christian existence in India," UCA News, 24 janvier 2024, <https://www.ucanews.com/news/growing-violence-threatens-christian-existence-in-india/107676> (page consultée le 10 février 2025).
- 150 "Manipur Mods Destroyed Hundreds of Our Churches. Yet God Calls Us Christians to Repent," Christianity Today, 9 août 2023, <https://www.christianitytoday.com/2023/08/manipur-kuki-india-christian-persecution-pastor-impfal/> (page consultée le 10 février 2025).
- 151 Rozario, R. "Christians in Nepal persecuted by religious and political decree," UCA News, 7 mai 2021, <https://www.ucanews.com/news/christians-in-nepal-persecuted-by-religious-and-political-decree/92379>, (page consultée le 15 mai 2025).
- 152 "Church attacked as part of growing trend," Voice of the Martyrs, 14 septembre 2024, <https://www.vomcanada.com/np-2023-09-14.htm> (page consultée le 15 mai 2025).
- 153 "Nepal: Police seal illegal church after Hindu organisations protest against mass conversion of Dalits into Christianity, demands action against Pastor who converted from Hinduism," OP India, 31 août 2024, <https://www.opindia.com/2024/08/nepal-police-locks-church-after-hindu-organisations-protest-against-mass-conversion-of-dalits-into-christianity/> (page consultée le 15 mai 2025).
- 154 Kallol Mustafa, "The shadow of Digital Security Act over Cyber Protection Ordinance," The Daily Star, 28 décembre 2024, <https://www.thedailystar.net/opinion/views/news/the-shadow-digital-security-act-over-the-cyber-protection-ordinance-3785841> (page consultée le 20 janvier 2025).
- 155 "Bangladesh Interim Government Lifts Ban on Jamaat-e-Islami and Islami Chhatrashibir," DD News, 28 août 2024, <https://ddnews.gov.in/en/bangladesh-interim-govt-lifts-ban-on-jamaat-e-islami-and-islami-chhatrashibir/>; "Bangladesh revokes ban imposed on main Islamic party by ex-PM Hasina," Reuters, 28 août 2024, <https://www.reuters.com/world/asia-pacific/bangladesh-revokes-ban-imposed-main-islamic-party-by-ex-pm-hasina-2024-08-28/> (page consultée le 16 mars 2025).
- 156 John Zaw, "Ethnic groups blast Myanmar for gaps in 2014 census," UCA News, 1er mars 2018, <https://www.ucanews.com/news/ethnic-groups-blast-myanmar-for-gaps-in-2014-census/81663> (page consultée le 20 août 2025).
- 157 A Brief Overview of the Ethnic Minorities of Burma, Humanitarian Aid Relief Trust, 8 février 2021, <https://www.hart-uk.org/a-brief-overview-of-the-ethnic-minorities-of-burma/>
- 158 2022 Report on International Religious Freedom: Burma, U.S. Department of State, 15 mai 2023, <https://www.state.gov/reports/2022-report-on-international-religious-freedom/burma/> (page consultée le 21 août 2025). Office of International Religious Freedom. (2023). 2023 Report on International Religious Freedom: Burma [Report]. United States Department of State., <https://www.state.gov/reports/2023-report-on-international-religious-freedom/burma/> (page consultée le 20 août 2025).
- 159 Building the Tatmadaw, Maung-Myoe, 2009, https://www.researchgate.net/profile/Maung-Myoe/publication/272092747_Building_the_Tatmadaw/links/54d4c5d50cf2ba88a68de69a/Building-the-Tatmadaw.pdf (page consultée le 26 août 2025).
- 160 Research Briefing, House of Commons Library, John Curtis, 9 avril 2025, <https://researchbriefings.files.parliament.uk/documents/CBP-10227/CBP-10227.pdf> (page consultée le 26 août 2025).
- 161 M. del Mar Hidalgo Garcia, Myanmar: Fragmentation and Humanitarian Crisis, IEEE.ES Analysis Paper 34/2025,, https://www.defensa.gob.es/documents/2073105/2564257/myanmar_2025_dieea34_eng.pdf/c3dc338e-9547-8f39-27d5-022ae0dc43c7?t=1746995121228 (page consultée le 18 août 2025).
- 162 Myanmar Abrogated Reforms and Hate Speech Circled, Py Thet, <https://www.ohchr.org/sites/default/files/documents/issues/religion/cfis/advocacy-hatred/subm-advocacy-hatred-based-cso-equality-myanmar-annex.pdf> (page consultée le 26 août 2025).
- 163 "Burma: Four 'Race and Religion Protection Laws' Adopted," Library of Congress, 14 septembre 2015, <https://www.loc.gov/item/global-legal-monitor/2015-09-14/burma-four-race-and-religion-protection-laws-adopted/> (page consultée le 20 août 2025).
- 164 Myanmar coup anniversary: Cardinal Bo urges Christians to be 'wounded healers', Vatican News, Robin Gomes, 31 janvier 2022, <https://www.vaticannews.va/en/church/news/2022-01/myanmar-military-coup-anniversary-bishops-cardinal-bo-appeals.html> (page consultée le 26 août 2025).
- 165 History of Muslim Minorities in Myanmar Revisited, multiple authors, Asep Achmurnal Iman dan Spiritualitas eISSN: 2775-4596, Vol 5, No 2, 2025, https://journal.iainsgd.ac.id/index.php/jis/article/download/44711/13674/126395?_cf_chl_tk=JxRA3XF9kbA1MyYTR.QCKB107GVM2q.eQ6yZuaEaYI-1755531996-1.0.1.1-S1aeq2dEqN6qEmFmN8x75z5DeMpXAMNuI8Qwzrhv2SY (page consultée le 26 août 2025).
- 166 UN rights chief raises alarm about Myanmar's Rohingya civilians trapped by fighting, Grant Peck, 24 August 2024, <https://apnews.com/article/myanmar-arakan-army-rakhine-rohingya-0dbdb7270b715a0779d40a60a6792825> (page consultée le 26 août 2025).
- 167 "Myanmar: Promised investigation into senior monk's shooting must actually take place," Amnesty International, 25 juin 2024, <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2024/06/myanmar-promised-investigation-into-senior-monks-shooting-must-actually-take-place/> (page consultée le 20 août 2025).
- 168 With nearly 200 destroyed, religious buildings targeted by Myanmar's junta, RFA Burmese, 8 septembre 2023, <https://www.rfa.org/english/news/myanmar/religious-buildings-09082023132748.html> (page consultée le 18 août 2025).
- 169 "Military fire devastates Cathedral of Banmaw in Myanmar," Vatican News, 8 mars 2025, <https://www.vaticannews.va/en/church/news/2025-03/myanmar-fire-set-by-military-devastates-cathedral-of-banmaw.html> (page consultée le 5 août 2025).
- 170 "In Johor, trader charged with insulting God, Islam, and Prophet on Facebook," Malaysia Mail, 7 juin 2023, <https://www.malaymail.com/news/malaysia/2023/06/07/in-johor-trader-charged-with-insulting-god-islam-and-prophet-on-facebook/73076> (page consultée le 15 janvier 2025).
- 171 Fiona Tan, Single mother, 37, sentenced to caning in M'sia for close proximity with man, 19 avril 2024, <https://mother.sg/2024/04/first-woman-caned-khalwat-malaysia/> (page consultée le 25 février 2025).
- 172 Joseph Masilamany, "Catholic MP questioned over criticism of mandatory Halal certification," AsiaNews, 13 septembre 2024, <https://www.asianews.it/news-en/Catholic-MP-questioned-over-criticism-of-mandatory-Halal-certification-61499.html> (page consultée le 15 janvier 2025).
- 173 "Court Orders Removal of 'Islam' from Man's ID in Landmark Decision", Persecution, 21 août 2024, <https://www.persecution.org/2024/08/21/court-orders-removal-of-islam-from-mans-id-in-landmark-decision/> (page consultée le 15 janvier 2025).
- 174 "Rohingyas face discrimination and hostility in Malaysia," UCA News, 10 août 2021, <https://www.ucanews.com/news/rohingya-face-discrimination-and-hostility-in-malaysia/93653> (page consultée le 15 janvier 2025).
- 175 Joseph Masilamany, "Malaysian politician wants Bible back in Sarawak schools," AsiaNews, 17 novembre 2024, <https://www.asianews.it/news-en/Malaysian-politician-wants-Bible-back-in-Sarawak-schools-61924.html> (page consultée le 15 janvier 2025).
- 176 Fathimath Shiuza, "Foreign nationals arrested in Maldives for distributing anti-religious materials; remanded for 10 Days," Maldives Voice, 29 mars 2024, <https://maldivesvoice.mv/722> (page consultée le 16 mars 2025).
- 177 Ibrahim H. Shihab, "Indian 'Spiritual Guru' Detained by Police," Maldives Republic, 29 septembre 2023, <https://mvrepublic.com/main-stories-in-maldives/indian-spiritual-guru-detained-by-police/> (page consultée le 16 mars 2025).
- 178 Darryl Coote, "U.S. sanctions 20 people accused of supporting ISIS, al-Qaida in Maldives," UPI News, 1er août 2023, https://www.upi.com/Top_News/US/2023/08/01/sanctions-ISIS-al-Qaida-Maldives/2931690876750/ (page consultée le 20 février 2025).
- 179 Yusrial, R. "Indonesian Women's Alliance Warns TNI Law Could Trigger Women's Collective Trauma," Tempo. Co. 20 mars 2025 https://en.tempo.co/read/1988672/indonesian-womens-alliance-warns-tni-law-could-trigger-womens-collective-trauma?tracking_page_direct (page consultée le 25 mars 2025).
- 180 Harsono, A. "Behind Bars for 'Blasphemy' in Indonesia", Human Rights Watch, 23 décembre 2023 <https://www.hrw.org/news/2023/12/23/behind-bars-blasphemy-indonesia> (page consultée le 25 mars 2025).
- 181 Nicole Winfield and Edna Tarigan, "In Asia, pope urges Indonesia to live up to promise of 'harmony in diversity,' fight extremism," AP News, 4 septembre 2024, <https://apnews.com/article/pope-francis-visit-indonesia-asia-05c710ad993231bd8840c75f959f2b05> (page consultée le 25 mars 2025).
- 182 Chin Soo Fang and Carmen Sin, "Once in a lifetime": More than 50,000 gathered at National Stadium for Pope Francis' mass, The Straits Times, 13 septembre 2024. <https://www.straitstimes.com/singapore/once-in-a-lifetime-excitement-fills-national-stadium-as-pope-francis-arrives-for-papal-mass> (page consultée le 20 septembre 2024).
- 183 Guinto, J. and Simonette, V. "Mindanao: Four killed in explosion at Catholic Mass in Philippines", BBC, 3 décembre 2023, <https://www.bbc.com/news/world-asia-67604592> (page consultée le 21 février 2025).
- 184 Quinones, K. "Philippine Cardinal condemns as 'horrendous sacrilegious act,' Catholic News Agency, 21 mai 2024, <https://www.catholicnewsagency.com/news/257766/philippine-cardinal-condemns-chapel-bombing-as-horrendous-sacrilegious-act> (page consultée le 21 février 2025).
- 185 "Philippine troops kill 11 suspected Islamic militants," Voice of America, 2 décembre 2023, <https://www.voanews.com/a/philippine-troops-kill-11-suspected-islamic-militants-7381850.html> (page consultée le 21 février 2025).
- 186 Status of Human Rights in Brunei for the 47th Session of the Universal Periodic Review, European Centre for Law and Justice (ECLJ), April 2025, https://upr-info.org/sites/default/files/country-document/2025-04/ECLJ_UPR47_BruneiDarussalam.pdf (page consultée le 10 août 2025).
- 187 "Twelve years later, \$13 billion, no plan: Offshore processing drags into its thirteenth year," Asylum Seeker Resource Centre (ASRC), 19 juillet 2025, <https://asrc.org.au/2025/07/19/twelve-years-later-offshore-processing/>, (page consultée le 10 août 2025).
- 188 Ibid

- 189 Ökumenischer Bericht zur Religionsfreiheit weltweit 2023, Gemeinsame Texte Nr. 28 der Deutschen Bischofskonferenz und der Evangelischen Kirche in Deutschland, page 105
- 190 https://www.constituteproject.org/constitution/China_2004?lang=en, article 36 (page consultée le 31 juillet 2025).
- 191 Ökumenischer Bericht zur Religionsfreiheit weltweit 2023, op.cit.
- 192 Patriotic Education Law of the People's Republic of China (Adopted at the 6th Meeting of the Standing Committee of the Fourteenth National People's Congress on October 24, 2023), article 22, http://en.npc.gov.cn.cdurl.cn/2023-10/24/c_1058444.htm (page consultée le 31 juillet 2025).
- 193 Education Law of the People's Republic of China, article 8, http://en.npc.gov.cn.cdurl.cn/2021-04/29/c_954855.htm (page consultée le 31 juillet 2025).
- 194 The Law of the People's Republic of China on Protection of Minors, Order of the President of the People's Republic of China No. 57, 17 octobre 2020, article 17, http://en.npc.gov.cn.cdurl.cn/2020-10/17/c_674690.htm (page consultée le 31 juillet 2025).
- 195 China heute, China-Zentrum St. Augustin: https://www.china-zentrum.de/fileadmin/PDF-Dateien/China_heute/2021/China_heute_212_Informationen.pdf, S 208 (page consultée le 31 juillet 2025).
- 196 3. Ökumenischer Bericht zur Religionsfreiheit weltweit 2023, Gemeinsame Texte Nr. 28 der Deutschen Bischofskonferenz und der Evangelischen Kirche in Deutschland, S. 109
- 197 M. Sudhir Selvaraj, Acts of violence? Anti-conversion laws in India, 2024, <https://bradscholars.brad.ac.uk/server/api/core/bitstreams/49d638c6-00ae-4f74-b2f6-9711b22262c3/content#:~:text=At%20the%20state%20level%2C%20a,particularly%20structural%20violence%20against%20Christians> (page consultée le 9 août 2025).
- 198 "Catholic nun among 4 facing conversion charges in India", Ucanews, 17 février 2025, <https://www.ucanews.com/news/catholic-nun-among-4-facing-conversion-charges-in-india/107895> (page consultée le 22 juillet 2025)
- 199 Saji Thomas, "Catholic nuns face increasing hostility in India", National Catholic Reporter, 15 mai 2025, <https://www.ncronline.org/catholic-nuns-face-increasing-hostility-india> (page consultée le 9 août 2025).
- 200 "Indian court jails first Christians under anti-conversion law", Ucanews, 23 janvier 2025, <https://www.ucanews.com/news/indian-court-jails-first-christians-under-anti-conversion-law/107657> (page consultée le 22 juillet 2025)
- 201 "Christian couple released on bail", Voice of the Martyrs, 13 février 2025, <https://www.vomcanada.com/in-2025-02-13.htm> (page consultée le 9 août 2025).
- 202 M. Sudhir Selvaraj, Acts of violence? Anti-conversion laws in India, 2024, op. cit.
- 203 "Christians stripped and paraded naked, accused of conversion in India", Ucanews, 23 janvier 2025, <https://www.ucanews.com/news/christians-stripped-and-paraded-naked-accused-of-conversion-in-india/109450> (page consultée le 22 juillet 2025)
- 204 Afsah, Ebrahim. 2014. 'Constitutional Struggles in the Muslim World.' University of Copenhagen.
- 205 Arjomand, Said Amir. 1988. The Turban for the Crown: The Islamic Revolution in Iran. Oxford University Press.
- 206 Minority Rights Group International. 2023. 'Criminalizing Blasphemy: Implications for Egypt's Religious Minorities.'
- 207 Peters, Rudolph. 2003. Islam and Human Rights. Cambridge University Press.
- 208 Shari'ah criminal law in northern Nigeria, United States Commission on International Religious Freedom, 2019, https://www.uscifr.gov/sites/default/files/USCIRF_ShariahLawinNigeria_report_120919%20v3R.pdf (page consultée le 12 août 2025).
- 209 Hirschl, Ran. 2010. Constitutional Theocracy. Harvard University Press.
- 210 Salim, Arskal. 2008. Challenging the Secular State. University of Hawaii Press.
- 211 Hallaq, Wael B. 2009. Shari'a: Theory, Practice, Transformations. Cambridge University Press.
- 212 Michelle Xiao Liu, The Enduring Genocide against the Yazidis: How Iraq's Law on Religious Identity Violates the Human Rights of Yazidi Survivors of ISIS Captivity and Their Children Born of Sexual Violence, Northwestern Journal of Human Rights, Vol. 23, Iss. 2 (2025), pp. 75-76
- 213 Afsah, Ebrahim. Constitutional Struggles in the Muslim World, University of Copenhagen, 2014, Module 1.
- 214 "Crown Prince: Proper documentation of Hadith underway", Saudi Gazette, 3 mars 2022, <https://saudigazette.com.sa/article/617731> (page consultée le 15 juin 2025).
- 215 Mubarak inaugurate Abraham Family House, Media Office Abu Dhabi, 17 février 2023, <https://www.mediaoffice.abudhabi/en/tourism/saif-bin-zayed-and-nahyan-bin-mubarak-inaugurate-abudhabi-abraham-family-house/> (page consultée le 6 décembre 2024).
- 216 Rhea Mogul, India's Modi inaugurates Abu Dhabi's first Hindu temple, CNN, 14 février 2024, <https://edition.cnn.com/2024/02/14/india/india-modi-uae-hindu-temple-intl-hnk/index.html> (page consultée le 6 décembre 2024).
- 217 Ash Obel, Morocco opens first university campus synagogue in Arab world, The Times of Israel, 6 novembre 2022, <https://www.timesofisrael.com/morocco-opens-first-university-campus-synagogue-in-arab-world/> (page consultée le 27 novembre 2024).
- 218 "Israel recognises Western Sahara as part of Morocco", Aljazeera, 17 juillet 2023, <https://www.aljazeera.com/news/2023/7/17/israel-recognises-western-sahara-as-part-of-morocco> (page consultée le 2 août 2025).
- 219 Vatican establishes diplomatic ties with Oman, widening outreach to Islam, Reuters, 23 février 2023, <https://www.reuters.com/world/vatican-establishes-diplomatic-ties-with-oman-widening-outreach-islam-2023-02-23/> (page consultée le 7 décembre 2024).
- 220 New Greek Orthodox Church to open in Bahrain, Bahrain News Agency, 23 octobre 2024 <https://www.bna.bh/en/NewGreekOrthodoxChurchtoopeninBahrain.aspx?cms=q8FmFJgiscL2fwizON1%2bDm-p%2b%2fm7Db%2bbE6%2fZwckkMKA%3d> (page consultée le 7 décembre 2024).
- 221 A New Dawn for Political Islam?, Arab Barometer, 8 mai 2023, <https://www.arabbarometer.org/2023/05/a-new-dawn-for-political-islam/> (page consultée le 13 mai 2025).
- 222 Cathrin Schaefer, How dangerous is the Islamist victory in Jordan's elections?, Deutsche Welle, 17 septembre 2024, <https://www.dw.com/en/does-an-islamist-victory-in-jordan's-elections-spell-danger-for-the-region/a-70240899> (page consultée le 2 mars 2025).
- 223 "Country reports on terrorism 2015 - al-Nusra Front", UNHCR (page consultée le 2 août 2025).
- 224 "Massacre of Christians in Sadad, Syria", European Parliament, 2013, https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/P-7-2013-013410_EN.html (page consultée le 2 août 2025).
- 225 "Justification for the invitation of Ahmed al-Sharaa", European Parliament, 2025, https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/E-10-2025-001071_EN.html (page consultée le 2 août 2025).
- 226 "Proscribed terrorist groups or organisations" UK Home Office, updated 11 juillet 2025, <https://www.gov.uk/government/publications/proscribed-terror-groups-or-organisations--2/proscribed-terrorist-groups-or-organisations-accessible-version> (accessed 2nd August 2025).
- 227 "Sanctions list materials", UN Security Council, https://main.un.org/securitycouncil/en/sanctions/1267/aq_sanctions_list (page consultée le 2 août 2025).
- 228 "US revokes terrorist designation for Syrian president's former group HTS", Aljazeera, 7 juillet 2025, <https://www.aljazeera.com/news/2025/7/7/us-revokes-terrorist-designation-for-syrian-presidents-former-group-hts> (page consultée le 2 août).
- 229 "Syrian Christian leaders say Islamist government can't protect them or Druze", Catholic Review, 22 juillet 2025, <https://catholicreview.org/syrian-christian-leaders-say-islamist-government-cant-protect-them-or-druze/> (page consultée le 2 août 2025).
- 230 Fear among Syrian Christians after deadly attacks, France 24, 10 mars 2025, <https://web.archive.org/web/20250311114358/https://www.france24.com/en/live-news/20250310-fear-among-syrian-christians-after-deadly-attacks> (page consultée le 15 mai 2025).
- 231 Bassem Mroue, What is behind latest clashes in Syria between Druze and pro-government gunmen, The Times of Israel, 3 mai 2025, <https://www.timesofisrael.com/what-is-behind-latest-clashes-in-syria-between-druze-and-pro-government-gunmen/#:~:text=What%20is%20behind%20latest%20clashes%20in%20Syria%20between%20Druze%20and%20pro%20government%20gunmen> (page consultée le 15 mai 2025).
- 232 "Constitutional declaration of the Syrian Arab Republic", 13 mars 2025, <https://constitutionnet.org/sites/default/files/2025-03/2025.03.13%20-%20Constitutional%20declaration%20%28English%29.pdf> (page consultée le 2 août 2025).
- 233 Libya: The "Morality" Police Must Not Be Re-Established, ICJ, 13 novembre 2024, <https://www.icj.org/libya-the-morality-police-must-not-be-reestablished/> (page consultée le 11 février 2025).
- 234 Iraq extends alcohol ban, L'Orient Today, 21 novembre 2024, <https://today.orientlejour.com/article/1436460/iraq-extends-alcohol-ban.html#:~:text=What%20extends%20alcohol%20ban,-Baghdad%20aligns%20with> (page consultée le 28 mars 2025).
- 235 Martin Chulov, "Iraqi customs officials ordered to impose import ban on alcohol", The Guardian, 6 mars 2023, <https://www.theguardian.com/world/2023/mar/06/iraq-customs-officials-ordered-impose-import-ban-alcohol#:~:text=In%20the%20country's%20Kurdish%20north,be%20unlikely%20to%20be%20approved> (page consultée le 4 août 2025).
- 236 "Thousands oppose Turkish government's ÇEDES project aimed at creating ultra-religious, spiteful generation", MedyaNews, 17 septembre 2023, <https://medyanews.net/thousands-oppose-turkish-governments-cedes-project-aimed-at-creating-ultra-religious-spiteful-generation/> (page consultée le 4 août 2025).
- 237 "Okullara 'manevi danışman' projesi Ankara'da protesto edildi: Uyanyoruz!", Duvar, 15 juin 2023, <https://www.gazeteduvar.com.tr/okullara-manevi-danisman-projesi-ankarada-protesto-edildi-uyanyoruz-haber-1623924> (page consultée le 21 janvier 2025).
- 238 The Islamic State's Global Long Game and Resurgence in Syria Poses an Evolved Threat to the West, The Institute for the study of war, 9 janvier 2025, <https://www.understandingwar.org/background/islamic-state%E2%80%99s-global-long-game-and-resurgence-syria-poses-evolved-threat-west#:~:text=Donate,THE%20ISLAMIC%20STATE%E2%80%99S%20GLOBAL%20LONG%20GAME%20AND%20RESURGENCE%20IN%20SYRIA%20POSES%20AN%20EVOLVED%20THREAT%20TO%20THE%20WEST,-Jan%209%2C%202025> (page consultée le 31 mars 2025).
- 239 The Islamic State's Global Long Game and Resurgence in Syria Poses an Evolved Threat to the West, The Institute for the study of war, 9 janvier 2025, <https://www.understandingwar.org/background/islamic-state%E2%80%99s-global-long-game-and-resurgence-syria-poses-evolved-threat-west#:~:text=Donate,THE%20ISLAMIC%20STATE%E2%80%99S%20GLOBAL%20LONG%20GAME%20AND%20RESURGENCE%20IN%20SYRIA%20POSES%20AN%20EVOLVED%20THREAT%20TO%20THE%20WEST,-Jan%209%2C%202025> (page consultée le 31 mars 2025).
- 240 David Gritten and Jaroslav Lukiv, Pakistanis and Indian among six killed in Oman attack claimed by IS, BBC, 16 juillet 2024, <https://www.bbc.com/news/articles/cn38vxtg2e5o> (page consultée le 8 décembre 2024).
- 241 Terrorist and other militant groups in Pakistan". US Congress, <https://www.congress.gov/crs-product/IF11934> (page consultée le 4 août 2025).
- 242 Aamer Raza and Elsa Imdad, Complex Terrorism Landscape in Pakistan-Afghanistan Region: Afghan Emirate as Counter-Terror Partner, Center for Research and Security Studies (CRSS), janvier 2025, https://crss.pk/wp-content/uploads/2025/01/COMPLEX_TERROR_LANDSCAPE_IN_PAKAFGHAN_REGION.pdf (page consultée le 16 mars 2025).
- 243 Nidal Al-Mughrabi and Emma Farge, "How many Palestinians has Israel's Gaza offensive killed?", Reuters, 30 juillet 2025, <https://www.reuters.com/world/middle-east/how-many-palestinians-has-israels-gaza-offensive-killed-2025-03-24/> (page consultée le 2 août 2025).
- 244 "Let's do our jobs - CEOs of major aid groups in Gaza warn aid system is collapsing", Norwegian Refugee Council, 17 avril 2025, <https://www.nrc.no/news/2025/april/let-us-do-our-jobs-ceos-of-major-aid-groups-in-gaza-warn-aid-system-is-collapsing> (page consultée le 2 août 2025).
- 245 Situation in the State of Palestine: ICC Pre-Trial Chamber I rejects the State of Israel's challenges to jurisdiction and issues warrants of arrest for Benjamin Netanyahu and Yoav Gallant, ICC, 21 novembre

- 2024, <https://www.icc-cpi.int/news/situation-state-palestine-icc-pre-trial-chamber-i-rejects-state-israels-challenges> (page consultée le 21 mars 2025).
- 246 Luke Tress, Abbas calls on UN to oust Israel at world body's first 'Nakba Day' commemoration, The Times of Israel, 15 mai 2023, <https://www.timesofisrael.com/abbas-calls-on-un-to-oust-israel-at-world-bodys-first-nakba-day-commemoration/> (page consultée le 21 mars 2025).
- 247 Ahmed Rasheed, Exclusive: Iran-backed militias in Iraq ready to disarm to avert Trump wrath, Reuters, 8 avril 2025, <https://www.reuters.com/world/middle-east/iran-backed-militias-iraq-ready-disarm-avert-trump-wrath-2025-04-07/#:~:text=Exclusive%3A%20Iran%20backed,By%20Ahmed%20Rasheed> (page consultée le 15 mai 2025).
- 248 "Christianity in Iran is growing faster than anywhere else in the world", Union of Orthodox Journalists, 23 mai 2025, <https://spzh.eu/en/news/86431-report-christianity-in-iran-growing-faster-than-anywhere-else-in-the-world> (page consultée le 2 août 2025).
- 249 Lela Gilbert, "Good news from Iran: a million new Christian believers", Hudson Institute, 15 juin 2023, <https://www.hudson.org/religious-freedom/good-news-iran-million-new-christian-believers-lela-gilbert> (page consultée le 2 août 2025).
- 250 WFP 2025 Global Outlook November 2024, https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000162840/download/?_ga=2.89767259.1971321472.1741023675-1148527003.1741023675 (page consultée le 13 mai 2025).
- 251 "Tunisia: authorities torch migrant camp, >10k now homeless", hic-mena, 25 avril 2025, <https://www.hic-mena.org/arabic/activitydetails.php?id=qGxsbA==> (page consultée le 2 août 2025).
- 252 Inflation Report Third Quarter 2024, Palestine Monetary Authority, https://www.pma.ps/Portals/0/Users/002/02/2/Publications/English/Quarterly%20Reports/Inflation%20Reports/Inflation%20Rep%202024/Inf%20Rep_%202024Q3.pdf?ver=2024-12-24-081026-617×tamp=1735020733450 (page consultée le 4 août 2025).
- 253 Termination of Syria Sanctions, Office of the Spokesperson, U.S. Department of State, 30 juin 2025, <https://www.state.gov/releases/office-of-the-spokesperson/2025/06/termination-of-syria-sanctions> (page consultée le 5 août 2025).
- 254 « L'archevêque de Homs cite l'émigration, les sanctions et la corruption comme des défis majeurs pour la Syrie », ACN International, 1er décembre 2023, L'archevêque de Homs cite l'émigration, les sanctions et la corruption comme des défis majeurs pour la Syrie | ACN International (page consultée le 16 mai 2025).
- 255 Falling oil prices have taken toll on Iraqi economic activity, IMF says, The National News, 15 mai 2025, <https://www.thenationalnews.com/business/economy/2025/05/15/iraq-imf-oil-prices/> (page consultée le 15 mai 2025).
- 256 "Iraq: damage to Kurdistan region oil fields puts rights at risk", Human Rights Watch, 29 juillet 2025, <https://www.hrw.org/news/2025/07/29/iraq-damage-to-kurdistan-region-oil-fields-puts-rights-at-risk> (page consultée le 4 août 2025).
- 257 MENA ECONOMIC UPDATE, OCTOBER 2024, Growth in the Middle East and North Africa, World Bank, <https://documents1.worldbank.org/curated/en/099722110212426928/bt/IDU10ab75bd15b5e146f81849712be99af6ee48.txt> (page consultée le 15 mai 2025).
- 258 ASIE/LIBAN - « Le général Aoun élu président. Père Zgheib : la « neutralité positive » est désormais la formule clé », Agenzia Fides, 10 janvier 2025, ASIE/LIBAN - Le général Aoun élu président. Père Zgheib : la « neutralité positive » est désormais la formule clé - Agenzia Fides (page consultée le 26 février 2025).
- 259 Explainer: Key facts about Egypt 1st personal status draft law for Christians, Al Ahram, 17 décembre 2024, <https://english.ahram.org.eg/NewsContent/1/2/537005/Egypt/Society/Explainer-Key-facts-about-Egypt-st-personal-status.aspx> (page consultée le 18 mai 2025).
- 260 "Christians: Persecution," Hansard, UK Parliament, Volume 837, Column 546, 25 mars 2024, <https://hansard.parliament.uk/lords/2024-03-25/debates/CB6143EE-DEAF-4202-9167-7F1D96B4F5E9/ChristiansPersecution> (page consultée le 5 août 2025).
- 261 Pope Francis, "Two kinds of persecution," Morning meditation in the Chapel of the Domus Sanctae Marthae, 12 avril 2016, The Holy See, https://www.vatican.va/content/francesco/en/cotidie/2016/documents/papa-francesco-cotidie_20160412_two-kinds-of-persecution.html (page consultée le 22 juillet 2025).
- 262 Office for Democratic Institutions and Human Rights (ODIHR), Intolerance and Discrimination against Christians: Focusing on Exclusion, Marginalization and Denial of Rights, Organization for Security and Co-operation in Europe (OSCE), 4 mars 2009, <https://www.osce.org/files/f/documents/9/f/40543.pdf> (page consultée le 7 août 2025).
- 263 "Christian persecution 'at near genocide levels'", BBC News, 3 mai 2019, <https://www.bbc.co.uk/news/uk-48146305> (page consultée le 22 juillet 2025).
- 264 Office for Democratic Institutions and Human Rights (ODIHR), Hate Crime Report, Organization for Security and Co-operation in Europe (OSCE), <https://hatecrime.osce.org/> (page consultée le 5 août 2025).
- 265 "Intolerance and discrimination against Christians needs to be addressed, concludes OSCE meeting," Organization for Security and Co-operation in Europe (OSCE), 4 mars 2009, <https://www.osce.org/odihr/50684> (page consultée le 22 juillet 2025).
- 266 Office for Democratic Institutions and Human Rights (ODIHR), "Anti-Christian Hate Crime," Organization for Security and Co-operation in Europe (OSCE), 31 juillet 2018, <https://www.osce.org/odihr/389468> (page consultée le 22 juillet 2025).
- 267 James Thompson, "Report: Christians in Europe Face Rising Discrimination and Hate Crimes," Christianity Today, 6 janvier 2025, <https://www.christianitytoday.com/2025/01/christian-discrimination-in-europe-hate-crimes-oidac-report/> (page consultée le 5 août 2025).
- 268 Arielle Del Turco, "Hostility Against Churches Is on the Rise in the United States: Analyzing Incidents from 2018-2023," Family Research Council, février 2024, <https://www.frc.org/issueanalysis/hostility-against-churches-is-on-the-rise-in-the-united-states#gsc.tab=0> (page consultée le 3 février 2025).
- 269 "Arson, Vandalism, and Other Destruction at Catholic Churches in the United States," United States Conference of Catholic Bishops (USCCB), <https://www.usccb.org/committees/religious-liberty/Backgrounder-Attacks-on-Catholic-Churches-in-US#tab--023> (page consultée le 7 août 2025).
- 270 Johnnie Furse, "Investigation: Over 9,000 crimes reported at churches across UK in just three years," Countryside Alliance, 17 avril 2025, <https://www.countryside-alliance.org/features/investigation-over-9000-crimes-reported-at-churches-across-uk-in-just-3-years> (page consultée le 22 juillet 2025).
- 271 Ibid.
- 272 "Places of Worship Protective Security Scheme", UK Government, 13 février 2025, <https://www.gov.uk/guidance/places-of-worship-protective-security-scheme> (page consultée le 9 septembre 2025).
- 273 Grégoire Gindre, "Près de 1 000 actes anti-chrétiens enregistrés en 2023, selon le ministère de l'Intérieur," Radio chrétienne francophone (RCF), 26 mars 2024, <https://www.rcf.fr/articles/actualite/pres-de-1-000-actes-antichretiens-enregistres-en-2023-selon-le-ministere-de> (page consultée le 15 avril 2025).
- 274 Ibid.
- 275 "Ministry Report: 608 Incidents of Violence, Vandalism at Religious Sites in Greece in 2004," TO BHMA International, 3 janvier 2025, <https://www.tovima.com/society/ministry-report-608-incidents-of-violence-vandalism-at-religious-sites-in-greece-in-2004#:~:text=A%20total%20of%20608%20acts%20of%20violence%2C,%E2%80%93%20directed> (page consultée le 10 janvier 2025).
- 276 "Combating anti-Muslim hatred: Activities of the European Commission's coordinator on combating anti-Muslim hatred," European Commission, State of the Union, 10 septembre 2025, https://commission.europa.eu/strategy-and-policy/policies/justice-and-fundamental-rights/combating-discrimination/racism-and-xenophobia/combating-anti-muslim-hatred_en (page consultée le 9 septembre 2025).
- 277 Kelly Valencia, "Catholic leaders call for EU coordinator to tackle anti-Christian hate," Premier Christian News, 31 décembre 2024, <https://premierchristian.news/en/news/article/catholic-leaders-call-for-eu-coordinator-to-tackle-anti-christian-hate> (page consultée le 9 septembre 2025).
- 278 Organization for Security and Co-operation in Europe, Who We Are, <https://www.osce.org/who-we-are> (page consultée le 14 avril 2025).
- 279 "Les chiffres de l'antisémitisme en France", SPCJ - Service de Protection de la Communauté Juive, <https://www.spcj.org/antisemitisme/chiffres-antisemitisme-france-2023-b> (page consultée le 11 février 2025).
- 280 Les chiffres de l'antisémitisme en France en 2024, Service de Protection de la Communauté Juive, <https://www.spcj.org/antis%C3%A9mitisme/chiffres-de-l-antis%C3%A9mitisme-2024> (page consultée le 21 mars 2025).
- 281 Rapport 2023 de la Commission Consultative des Droits de l'Homme sur la Lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie, CNCDH, https://www.cncdh.fr/sites/default/files/2024-06/CNCDH_Les_Essentiels_Rapport_Racisme_2023_0.pdf (page consultée le 11 février 2025). "Les incendies criminels d'églises en hausse de 30% l'année dernière", Info Europe 1, William Molinié, Info Europe 1, <https://www.europe1.fr/societe/info-europe-1-les-incendies-criminels-deglises-en-hausse-de-30-lannee-derniere-278087> (page consultée le 11 avril 2025).
- 282 Nadine El Bawab, "How pro-Palestinian protests unfolded on college campuses across the US: A timeline," ABC News, 4 mai 2024, <https://abcnews.go.com/US/pro-palestinian-protests-unfolded-college-campuses-us-timeline/story?id=109902300> (page consultée le 14 avril 2025).
- 283 Anemona Hartocollis, "Jewish Students Describe Facing Antisemitism on Campus to Members of Congress," New York Times, 1er mars 2024 <https://www.nytimes.com/2024/03/01/us/antisemitism-campus-jewish-students.html> (page consultée le 14 avril 2025).
- 284 CST, Antisemitic Incidents 2023, p. 4, https://cst.org.uk/public/data/file/9/f/Antisemitic_Incidents_Report_2023.pdf (page consultée le 14 octobre 2024).
- 285 "Tell MAMA recorded almost 5,000 anti-Muslim cases a year on from 7 October", TellMAMA, 7 octobre 2024, <https://tellmama.org/tell-mama-recorded-almost-5000-anti-muslim-cases-a-year-on-from-7-october/> (page consultée le 27 novembre 2024).
- 286 Andy Gregory, "How lies and disinformation about Southport knife attack suspect led to riots", Independent, 31 juillet 2024 <https://www.independent.co.uk/news/uk/crime/southport-attack-riots-far-right-social-media-b2588628.html> (page consultée le 6 novembre 2024).
- 287 Jonathan Coffey and Judith Moritz, "Inadequate information released after Southport attack by authorities, says terror law reviewer", 24 février 2025, <https://www.bbc.co.uk/news/articles/cvg129n0l7o> (page consultée le 29 août 2025).
- 288 "Bundesweite Fallzahlen 2023 - Politisch motivierte Kriminalität", BMI, BKA, (2024) p. 11, https://www.bmi.bund.de/SharedDocs/downloads/DE/veroeffentlichungen/nachrichten/2024/pmk2023-factsheets.pdf?__blob=publicationFile&v=3 (page consultée le 10 février 2025).
- 289 RIAS, Annual Report on Antisemitic Incidents in Germany, 25 juin 2024, https://report-antisemitism.de/documents/2024-06-25_rias-bund_press_release_annual_23.pdf (page consultée le 14 avril 2025).
- 290 Marsh, S., "Anti-Muslim incidents double in Germany but overlooked by authorities, NGO says", Reuters, <https://www.reuters.com/world/europe/anti-muslim-incidents-double-germany-overlooked-by-authorities-ngo-says-2024-06-24/> (page consultée le 10 février 2025).
- 291 Martin Fornusek, "Faith under fire: Russia's war on religion in Ukraine's occupied territories," Kyiv Independent, 4 avril 2024, <https://kyivindependent.com/faith-under-fire-russias-war-on-religion-in-ukraines-occupied-territories/> (page consultée le 16 janvier 2025).
- 292 "Про захист конституційного ладу у сфері діяльності релігійних організацій (On the Protection of the Constitutional Order in the Sphere of Activity of Religious Organisations)," Verkhovna Rada of Ukraine, 20 août 2024, <https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/3894-20#Text> (page consultée le 13 février 2025).
- 293 Konstantin Skorin, "Ukraine's Ban on Moscow-linked Church will have Far-Reaching Consequences," 4 septembre 2024, <https://carnegieendowment.org/russia-urasia/politika/2024/08/zapret-upc-v-ukraine?lang=en> (page consultée le 14 avril 2025).
- 294 Willy Fautré, "Thousands of conscientious objectors under threat of 3-year prison terms," Human Rights

Without Frontiers, 2 décembre 2024, <https://hrwf.eu/wp-content/uploads/2024/12/Ukraine-2024.pdf> (page consultée le 16 février 2025).

295 Victoria Arnold, "No legal provision for alternative civilian service during mobilisation", Forum 18 News Service, 19 décembre 2022, https://www.forum18.org/archive.php?article_id=2797 (page consultée le 14 mars 2025).

296 Azerbaijani Regime Ethnically Cleansed Nagorno-Karabakh According to International Fact-Finding Mission, Freedom House, <https://freedomhouse.org/article/new-report-azerbaijani-regime-ethnically-cleansed-nagorno-karabakh-according-international> (page consultée le 1er mars 2025).

297 AZERBAIJAN – USCIRF ANNUAL REPORT 2024 – RECOMMENDED FOR COUNTRIES OF PARTICULAR CONCERN (CPC), US Commission on International Religious Freedom, <https://www.uscifr.gov/sites/default/files/2024-05/Azerbaijan.pdf> (page consultée le 1er mars 2025).

298 CBC News, "Why dozens of churches in Canada have been torched and burned", avril 2024, <https://www.cbc.ca/player/play/video/1.7079243> (page consultée le 15 avril 2025).

299 «Feministas atacan la iglesia del Inmaculado Corazón de María en Sabadell », en Dolça Catalunya, 9 mars de 2023, <https://www.dolcatalunya.com/2023/03/feministas-atacan-la-iglesia-del-inmaculado-corazon-de-maria-en-sabadell/> (page consultée le 14 avril 2025).

300 «Las víctimas del ataque yihadista de Algeciras describen ante el juez las agresiones», en la Voz de Cádiz, Campo de Gibraltar, 24 mars 2023. <https://www.lavozdigital.es/provincia/campo-gibraltar/victimas-ataque-yihadista-algeciras-describen-ante-juez-20230324114925-ntv.html> (page consultée le 14 avril 2025).

301 «La Policía detiene al agresor de los frailes del monasterio de Gilet », en Las Provincias, 10 novembre 2024. <https://www.lasprovincias.es/valencia/guardia-civil-detiene-hombre-agresiones-frailes-monasterio-20241110091547-nt.html?ref=https%3A%2F%2Fwww.lasprovincias.es%2Fvalencia%2Fguardia-civil-detiene-hombre-agresiones-frailes-monasterio-20241110091547-nt.html> (page consultée le 14 avril 2025).

302 Office for Democratic Institutions and Human Rights (ODIHR), "Hate Crime Reporting: Italy 2023," OSCE, 2023, <https://hatecrime.osce.org/reporting/italy/2023> (page consultée le 27 février 2025).

303 "Public prayer gathering attacked in Zagreb," Observatory on Intolerance and Discrimination against Christians (OIDAC), <https://www.intoleranceagainstchristians.eu/index.php?id=12&case=8671> (page consultée le 15 avril 2025).

304 "Ministry Report: 608 Incidents of Violence, Vandalism at Religious Sites in Greece in 2004," Tovima.com, 3 janvier 2025, <https://www.tovima.com/society/ministry-report-608-incidents-of-violence-vandalism-at-religious-sites-in-greece-in-2004-#:~:text=A%20total%20of%20608%20acts%20of%20violence%2C,%E2%80%93%20directed> (page consultée le 10 janvier 2025).

305 "Près de 1 000 actes anti-chrétiens enregistrés en 2023, selon le ministère de l'Intérieur," Grégoire Gindre, RCF, 26 mars 2024, <https://www.rcf.fr/articles/actualite/pres-de-1-000-actes-antichretiens-enregistres-en-2023-selon-le-ministere-de> (page consultée le 15 avril 2025).

306 Arielle Del Turco, "Hostility Against Churches Is on the Rise in the United States: Analyzing Incidents from 2018-2023," Family Research Council, février 2024, <https://downloads.frc.org/EF/EF24B78.pdf> (page consultée le 3 février 2025).

307 "Backgrounder: Attacks on Catholic Churches in the U.S.," The United States Conference of Catholic Bishops, https://www.usccb.org/committees/religious-liberty/Backgrounder-Attacks-on-Catholic-Churches-in-US#tab--_023 (page consultée le 3 février 2025).

308 "Norwegian city under fire for refusing grants to Christian institutions," CNE News, 11 avril 2023, <https://cne.news/article/2888-norwegian-city-under-fire-for-refusing-grants-to-christian-institutions> (page consultée le 20 novembre 2024).

309 Observatory on Intolerance and Discrimination against Christians in Europe, "Update: Prosecutor will take Päivi Räsänen case to Supreme Court", 12 janvier 2024, <https://www.intoleranceagainstchristians.eu/index.php?id=12&case=7234> (page consultée le 19 mai 2025).

310 Aartsbisdommen schuldig aan discrimineren vrouw die opleiding tot diaken wil volgen", De Morgen, 25 juin 2024, <https://www.demorgen.be/snelnieuws/aartsbisdommen-schuldig-aan-discrimineren-vrouw-die-opleiding-tot-diaken-wil-volgen-b3defc26a/> (page consultée le 7 janvier 2025).

311 Higgs v Farmor's School [2025] EWCA Civ 109 (12 février 2025), [https://www.bailii.org/cgi-bin/format.cgi?doc=/ew/cases/EWCA/Civ/2025/109.html&query=\(higgs\)+AND+\(v\)+AND+\(farmor%27s\)+AND+\(school\)](https://www.bailii.org/cgi-bin/format.cgi?doc=/ew/cases/EWCA/Civ/2025/109.html&query=(higgs)+AND+(v)+AND+(farmor%27s)+AND+(school)) (page consultée le 27 juin 2025).

312 Groff v DeJoy, 600 US 447 (2023), https://www.supremecourt.gov/opinions/22pdf/22-174_k536.pdf (page consultée le 27 juin 2025).

313 Mass arrests of religious Shias reported in Azerbaijan, eurasianet, <https://eurasianet.org/mass-arrests-of-religious-shias-reported-in-azerbaijan> (page consultée le 15 avril 2025).

314 Müslüman Birliyi Harekatının daha bir üzüvü saxlanılıb (Another member of the Muslim Unity Movement detained), Amerikanın Sesi, <https://www.amerikaninsesi.org/a/7044003.html> (page consultée le 1er mars 2025).

315 "Facing expulsion, Azerbaijan quits European parliamentary body," Eurasianet, 25 janvier 2024, <https://eurasianet.org/facing-expulsion-azerbaijan-quits-european-parliamentary-body> (page consultée le 26 août 2025).

316 KAZAKHSTAN – USCIRF ANNUAL REPORT 2024 – RECOMMENDED FOR SPECIAL WATCH LIST, US Commission on International Religious Freedom, <https://www.uscifr.gov/sites/default/files/2024-05/Kazakhstan%202024.pdf> (15 avril 2025).

317 "KAZAKHSTAN: Still jailed despite 2021 UN "immediate" release call," Forum 18, https://www.forum18.org/archive.php?article_id=2861 (page consultée le 17 décembre 2024).

318 KYRGYZSTAN – USCIRF ANNUAL REPORT 2024 – RECOMMENDED FOR SPECIAL WATCH LIST, US Commission on International Religious Freedom, <https://www.uscifr.gov/sites/default/files/2024-05/USCIRF%202024%20Annual%20Report.pdf> (page consultée le 18 décembre 2024).

319 УКМК Ош облусундагы 60тан ашуун мечит, медресенин ишин токтотту (The State Committee for National Security has suspended the work of more than 60 mosques and madrasas in Osh region), Азаттык

үналгысы, <https://www.azattyk.org/a/32538861.html> (page consultée le 18 décembre 2024).

320 "Диний фанатизм": Паранжы менен сакалга Борбор Азияда эмнеге каршы болууда? ("Religious fanaticism": Why is there opposition to the burqa and beard in Central Asia?), BBC News, <https://www.bbc.com/kyrgyz/articles/c6pdq89djz5o> (page consultée le 18 décembre 2024).

321 TAJIKISTAN – USCIRF ANNUAL REPORT 2024 – RECOMMENDED FOR COUNTRIES OF PARTICULAR CONCERN (CPC), US Commission on International Religious Freedom, <https://www.uscifr.gov/sites/default/files/2024-05/Tajikistan.pdf> (page consultée le 5 janvier 2025).

322 Ibid.

323 Freedom in the World 2024: Turkmenistan, Freedom House, <https://freedomhouse.org/country/turkmenistan/freedom-world/2024> (page consultée le 5 février 2025).

324 Raids, literature seizures, imam detained, Forum 18, https://www.forum18.org/archive.php?article_id=2858 (page consultée le 8 février 2025).

325 Lebadpa, Moskwa hüjüminden soñ, howpsuzlyk güýçlendirildi (Security tightened in Lebad after Moscow attack), Azat Yewropa/Azatlyk Radiosy, <https://www.azathabar.com/a/lebadyn-hakimiyetleri-moskwa-hujuminden-son-howpsuzlygy-guyclendirildi/32879522.html> (page consultée le 12 février 2025).

326 Orsyetdäki pagjalyk hüjümden soñ türkmen polisiýasy dincileri gysyar (Turkmen police crackdown on religious figures after tragic attack in Russia), Azat Yewropa/Azatlyk Radiosy, <https://www.azathabar.com/a/orsytdaki-pagjalyk-hujumden-son-turkmen-polisiyas-dincileri-gysyar/32876308.html> (page consultée le 12 février 2025).

327 Former prisoner of conscience rearrested, another given 10 more years jail, Forum 18, https://www.forum18.org/archive.php?article_id=2933 (page consultée le 10 mars 2025).

328 Uzbekistan's recent anti-religious measures present a worrisome trend for its Muslims, Global Voices, <https://globalvoices.org/2024/02/29/uzbekistans-recent-anti-religious-measures-present-a-worrisome-trend-for-its-muslims/> (page consultée le 10 mars 2025).

329 «Либо бреете бороду, либо сядете на 15 суток». В Ташкенте снова начались рейды против ношения бород ("Either you shave your beard or you go to jail for 15 days." Raids against wearing beards have begun again in Tashkent), Радио Озодлик, <https://rus.ozodlik.org/a/32812887.html> (page consultée le 10 mars 2025).

330 Abortion Care Guideline, UN, 8 mars 2022; Abortion care guideline (page consultée le 26 août 2025).

331 Ibid.

332 Law and Policy Recommendation 22: Conscientious Objection, Abortion Care Guideline, UN, 8 mars 2022; Law & policy Recommendation 22: Conscientious objection (3.3.9) - Abortion care guideline (page consultée le 26 août 2025).

333 European Convention on Human Rights - Article 9, <https://fra.europa.eu/en/law-reference/european-convention-human-rights-article-9>

334 Le droit à l'objection de conscience dans le cadre des soins médicaux légaux (Résolution 1763), Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, 7 Octobre 2010, PACE website (page consultée le 21 juillet 2025).

335 "Adoption agencies shut under 'equality' laws", The Christian Institute, April 2009: <https://www.christian.org.uk/wp-content/uploads/adoption-agencies-shut.pdf>. (accessed 21st July 2025).

336 The Role of the Catholic Church in Healthcare Provision Globally, ICN, 11 octobre 2023; <https://www.indcatholicnews.com/news/48212>

337 ECHR, Grimmark v Sweden, application no. 43726/17, judgment of 11th February 2020, <https://hudoc.echr.coe.int/fre?i=001-201915> (page consultée le 21 juillet 2025).

338 Greater Glasgow Health Board v Doogan and Anor. [2014] UKSC 68, https://supremecourt.uk/uploads/uksc_2013_0124_judgment_7d69fe9719.pdf (page consultée le 21 juillet 2025).

339 Commission Communautaire Commune, "Arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune fixant les normes que les hôpitaux doivent respecter," Région de Bruxelles-Capitale, 25 mai 2023, https://www.ejustice.just.fgov.be/mopdf/2023/08/04_1.pdf#Page139 (page consultée le 21 juillet 2025).

340 Martínez-Meucci, M. "The dangerous ambiguity of the Sao Paulo Forum", Latin America, 21 juillet 2023. <https://latinoamerica21.com/en/the-dangerous-ambiguity-of-the-sao-paulo-forum/> (page consultée le 26 août 2025).

341 Foro de São Paulo solidarity with Cuba, Venezuela, and Nicaragua, Prensa Latina, 19th November 2022, <https://archivo.prensa-latina.cu/2022/11/19/foro-de-sao-paulo-solidario-con-cuba-venezuela-y-nicaragua>, (accessed 21st August 2025).

342 La Iglesia católica de Venezuela reza para que el chavismo no siga el camino de Nicaragua, El País, 19 février 2025, <https://elpais.com/america/2025-02-19/la-iglesia-catolica-de-venezuela-reza-para-que-el-chavismo-no-siga-el-camino-de-nicaragua.html> (page consultée le 21 août 2025).

343 Edgar Beltrán, Is the Church in Venezuela facing new risks of persecution?, The Pillar, 2 août 2024, <https://www.pillaratholic.com/p/is-the-church-in-venezuela-facing> (page consultée le 21 août 2025).

344 Government of Nicaragua declares Jesuit branch illegal and expropriates its assets, Deutsche Welle, 24 août 2023, <https://www.dw.com/es/gobierno-de-nicaragua-ilegaliza-filial-jesuita-y-le-expropia-bienes/a-66617400> (page consultée le 21 août 2025).

345 Nicaragua leader calls Catholic Church a 'dictatorship', Al Jazeera, 29 septembre 2022, <https://www.aljazeera.com/news/2022/9/29/after-pope-outreach-nicaraguas-ortega-calls-church-a-dictators> (page consultée le 21 août 2025).

346 M. Martinez Meucci, "The dangerous ambiguity of the Sao Paulo Forum", LatinoAmerica21, 11 juillet 2023, <https://latinoamerica21.com/en/the-dangerous-ambiguity-of-the-sao-paulo-forum/> (page consultée le 21 août 2025).

347 Pays gouvernés par un parti membre du Forum de São Paulo : Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Cuba, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua, République Dominicaine, Santa Lucie, Uruguay et Venezuela.

348 UNHCR, "ONU-DH insta a investigar el asesinato del sacerdote y defensor indígena de los derechos



humanos, Marcelo Pérez Pérez", 20 octobre 2024, <https://hchr.org.mx/comunicados/onu-dh-insta-a-investigar-el-asesinato-del-sacerdote-y-defensor-indigena-de-los-derechos-humanos-marcelo-perez-perez/> (page consultée le 5 août 2025).

349 Fr Dionisio Baez, O de M., "Escuchamos el clamor de aquellos que lloran sangre": Ante un panorama tan duro, resuena la voz de Dios", Religión Digital, https://www.religiondigital.org/america/asamblea-red-clamor-bogota-migracion_0_2712628720.html (page consultée le 2 août 2025).

350 Urbi et Orbi Message, Easter 2025, St Peter's Square, 20 avril 2025, <https://www.vatican.va/content/francesco/en/messages/urbi/documents/20250420-urbi-et-orbi-pasqua.html> (page consultée le 8 juillet 2025).

351 Discours du Pape François aux participants au congrès international « La liberté religieuse selon le droit international et le conflit mondial des valeurs », salle du Consistoire, 20 juin 2014, Aux participants au congrès international « La liberté religieuse selon le droit international et le conflit mondial des valeurs » (20 juin 2014) (page consultée le 8 juillet 2025).

352 Prière pour les victimes de la guerre, Place Hosh al-Bieaa (place de l'Eglise) à Mossoul, dimanche 7 mars 2021, Voyage apostolique en Irak : Prière pour les victimes de la guerre sur la place Hosh al-Bieaa (place de l'Eglise) à Mossoul (7 mars 2021) (page consultée le 8 juillet 2025).

353 Pape François, "Address in the United States on religious freedom," Vatican, 26 septembre 2015, Voyage apostolique - États-Unis d'Amérique : Rencontre pour la liberté religieuse avec la communauté hispanique et d'autres immigrants à l'Independence Mall (Philadelphie, 26 septembre 2015) (page consultée le 28 juin 2025).

354 Document sur la Fraternité Humaine pour la Paix Mondiale et la coexistence commune, Abu Dhabi, 4 février 2019, Document sur la fraternité humaine pour la paix mondiale et la coexistence commune (Abou Dabi, 4 février 2019) (page consultée le 8 juillet 2025).

355 Pope Francis, Evangelii Gaudium (The Joy of the Gospel), Apostolic Exhortation, 24 novembre 2013, https://www.vatican.va/content/francesco/en/apost_exhortations/documents/papa-francesco_esortazione-ap_20131124_evangelii-gaudium.html (page consultée le 28 juin 2025).

356 Pape François, Fratelli tutti (SUR LA FRATERNITÉ ET L'AMITIÉ SOCIALE), Lettre encyclique, 3 octobre 2020, Fratelli tutti (3 octobre 2020) (page consultée le 28 juin 2025).

357 Second Vatican Council, Dignitatis Humanae (Declaration on Religious Freedom), Vatican, 7 décembre 1965, https://www.vatican.va/archive/hist_councils/ii_vatican_council/documents/vat-ii_decl_19651207_dignitatis-humanae_en.html (page consultée le 28 juin 2025).



Aid to the
Church in Need

ACN INTERNATIONAL



Aide à
l'Église en Détresse

ACN CANADA

Aide à l'Église en Détresse

L'organisation catholique, fondée en 1947 pour aider aux réfugiés de guerre, a été reconnue comme œuvre pontificale en 2011. Elle se consacre aux chrétiens du monde entier, à travers la prière, l'information et l'action, qu'ils soient persécutés ou opprimés ou souffrant de besoins matériels. L'AED soutient chaque année en moyenne 5 000 projets dans 130 pays à travers le monde, grâce à des dons privés. L'œuvre ne reçoit aucun financement public.

ACN International Aid to the Church in Need

Bischof-Kindermann Str. 23
61462 Königstein
GERMANY

Tel. +49 6174 291-0

press@acn-intl.org
www.acninternational.org

ACN Canada Aide à l'Église en Détresse

C.P. 670, Succ. H
Montréal (Québec)
CANADA H3G 2M6
Tél. : 514 932-0552
1 800 585-6333

info@acn-canada.org
www.acn-canada.org

Nos bureaux dans le monde

Allemagne

info@kirche-in-not.de
www.kirche-in-not.de

Corée

info@churchinneed.or.kr
www.churchinneed.or.kr

Pays-Bas

info@kerkinood.nl
www.kerkinood.nl

Australie / Nouvelle-Zélande

info@aidtochurch.org
www.aidtochurch.org

Espagne

info@ayudaalaiglesianecesitada.org
www.ayudaalaiglesianecesitada.org

Philippines

info@acn-philippines.org
www.acn-philippines.org

Autriche

kin@kircheinnot.at
www.kircheinnot.at

États-Unis

info@churchinneed.org
www.churchinneed.org

Pologne

info@pkwp.org
www.pkwp.org

Belgique / Luxembourg

info@kerkinood.be
www.kerkinood.be

France

info@aed-france.org
www.aed-france.org

Portugal

apoio@fundacao-ais.pt
www.fundacao-ais.pt

Brésil

atendimento@acn.org.br
www.acn.org.br

Irlande

info@acnireland.org
www.acnireland.org

Royaume-Uni

acn@acnuk.org
www.acnuk.org

Canada

info@acn-canada.org
www.acn-canada.org

Italie

acs@acs-italia.org
www.acs-italia.org

Slovaquie

www.acnslovensko.sk
info@acnslovensko.sk

Chili

info@acn-chile.org
www.acn-chile.org

Malte

info@acnmalta.org
www.acnmalta.org

Suisse

mail@kirche-in-not.ch
www.kirche-in-not.ch

Colombie

info@acncolombia.org
www.acncolombia.org

Mexique

info@acn-mexico.org
www.acn-mexico.org



ŒUVRE
PONTIFICALE